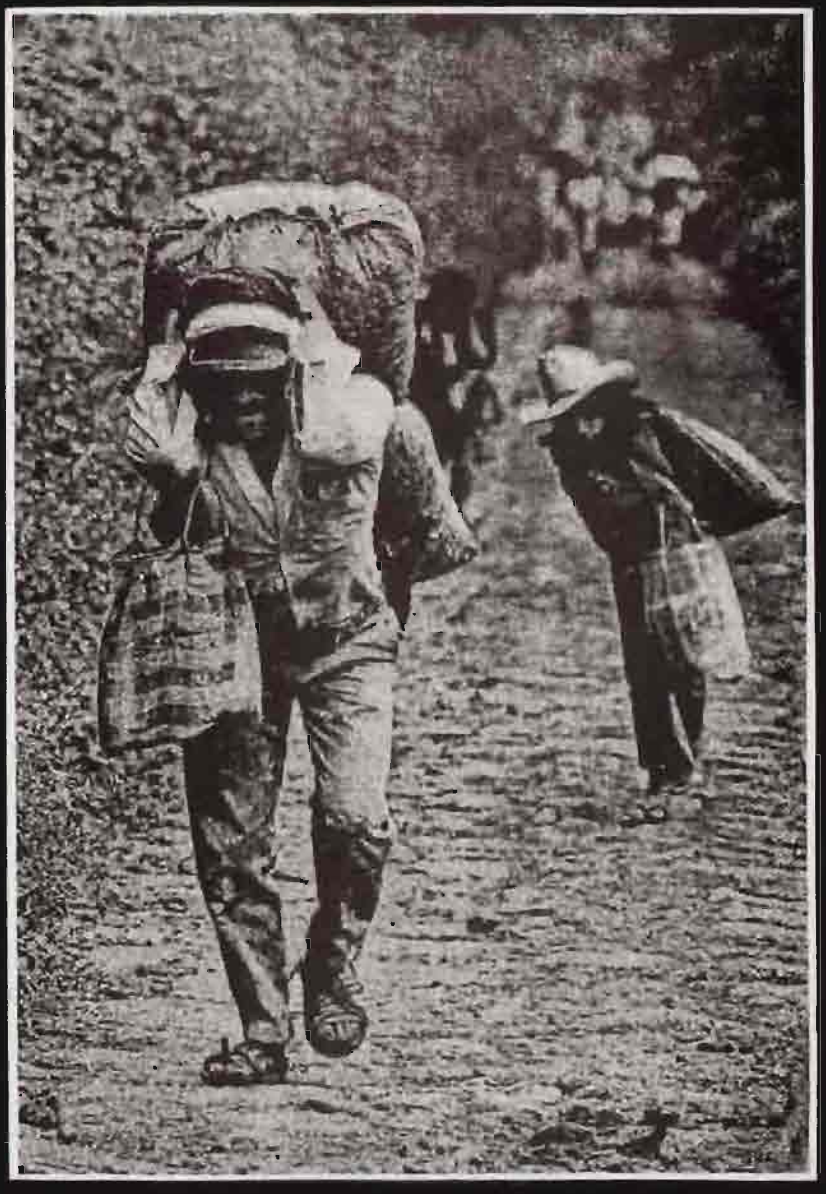
TRACE

acerca del campo



JUIN 1991 - N° 19

ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

T R A C E

Travaux et Recherches dans les Amériques du Centre

TRACE est une revue consacrée aux travaux et recherches dans les Amériques du Centre. Elle est publiée semestriellement par

LE CENTRE D'ÉTUDES MEXICAINES ET CENTRAMÉRICAINES

Toute correspondance concernant la revue doit être adressée à:

Centre d'études mexicaines
et centraméricaines
Sierra Leona 330
11000 México D.F., México
Tél.: 540-59-21/22
FAX: 540-59-23

Coordination
Jean-Yves Marchal

Traduction
Luz María Santamaría

Composition et mise en pages
Concepción Asuar

Révision des textes
Concepción Asuar
Joëlle Gaillac

Composition graphique
Rodolfo Avila

Édition
Joëlle Gaillac

Maquette de la couverture
Stéphen Rostain

Dessin de la couverture
Montage réalisé par Rodolfo Ávila
d'après une photo de Manuel González publiée dans Una sierra y su gente, Xico, Veracruz, *d'Odile Hoffmann, Michel Hoffmann et Bethy Portilla.*

Coédition
ORSTOM

Impression
Impresión y Diseño
Río Churubusco, Lote 15, Manzana 19,
Colonia Rodeo, México, D.F.

ISSN-0185-6286. Année 1991

Índice

PRÉFACE - PREFACIO 3

L'État mexicain et les élites du *henequén* au Yucatán (1935-1980)
Marie Lapointe 9

La movilidad de la población rural en el centro del estado de Veracruz: colonización agrícola y crisis de la tenencia de la tierra
Luc Cambrezy 27

"Un conflicto puede ocultar otro". Llanura costera de Veracruz
Odile Hoffmann y David Skerritt 41

Transformaciones de la vida rural y políticas agrícolas (Tamaulipas y Veracruz): un programa de investigación
Jean-Yves Marchal y Marielle Pépin Lehalleur 46

Bolsón de Mapimí, ayer y hoy
Henri Barral 53

Una zona árida del norte de México: limitaciones para el desarrollo de la ganadería extensiva
Jean-Pierre Delhoume 59

RESEÑAS - COMPTES RENDUS 66

Acerca del campo

Paysages et systèmes de production mexicains

J'ai longtemps regardé le paysage comme un champ soumis au désir humain, torturé pour faire surgir des fermes, des villages et des villes. Un paysage couvert de signes, signé par les hommes et les siècles. Maintenant, cependant, je commence à croire que le désir est hérité du site; que l'homme dépend, pour ce qui est de cet accessoire qu'est la volonté, de sa situation dans un lieu; qu'il n'est qu'un locataire de terres fertiles ou de forêts malsaines. Ce n'est pas l'impact de sa volonté sur la nature que je vois, comme je l'ai cru, mais la poussée irrésistible à travers lui des doctrines non spécifiées et aveugles de la nature, de ses humeurs et de ses tourments.

LAURENCE DURRELL, *JUSTINE*, 1959

Au Mexique, l'étude des sociétés rurales a débuté il y a bien longtemps, animée de manière prépondérante par l'approche historique et anthropologique, tant par les chercheurs mexicains qu'étrangers. Elle continue; elle s'enrichit. En témoigne l'article de Marie Lapointe, présenté dans ce numéro.

A l'égard de ce thème, l'approche suivie par les équipes de l'Institut Français de Recherche pour le Développement en Coopération (ORSTOM) est quelque peu différente.

Bien que l'étude des milieux ruraux soit une tradition à l'ORSTOM, celle-ci s'est longtemps focalisée sur l'Afrique et Madagascar, puis s'est intéressée aux îles du Pacifique avant d'aborder l'Amérique Latine, en 1974, dans sa région andine principalement. C'est en 1978 que les études ORSTOM ont débuté sur ce thème au Mexique, en démographie rurale avec le Colegio de México puis, à partir de 1982-1983, en géographie dans le Veracruz, en collaboration avec l'INIREB.

La coopération s'est rapidement étendue et diversifiée vers les composants physiques des milieux ruraux. Actuellement, elle porte sur quatre régions: le Golfe du Mexique, la partie de l'Altiplano depuis le Cofre de Perote jusqu'à la vallée de México, le Michoacán et le désert du Chihuahua.

Six programmes sont menés à bien avec l'Instituto de Ecología, le Colegio de Michoacán, le Colegio de Postgraduados, le Colegio de México, et l'INEGI. Les thèmes abordés sont la dynamique des régions du Golfe du Mexique; l'analyse des milieux par Système d'Information

Géographique; la filière pomme de terre; la récupération des sols volcaniques indurés; les agricultures marginales du Michoacán et l'élevage en milieu semi-aride. Une telle disparité pourrait témoigner, à première vue, d'un manque de logique dans l'établissement des programmes de recherche. En réalité, la diversité recouvre des méthodes d'approche des problèmes ruraux et agraires qui sont communes à toutes les équipes et qui ont pour axes, l'étude des systèmes de production et l'analyse des paysages menée aux niveaux local ou régional. Le paysage, en effet, reflète de façon synthétique les réalités naturelles, historiques, sociales et économiques des milieux considérés. Leur analyse permet d'identifier les signes essentiels qui traduisent l'évolution —ou les dysfonctionnements des systèmes de production agraires. Ces dysfonctionnements peuvent s'appliquer au milieu, comme c'est le cas pour la formation des *tepetates* ou des sols salés, ou bien provenir d'une rupture économique ou démographique, mais le paysage les reflète tous.

L'application de ces approches au Mexique a obligé les chercheurs de l'ORSTOM à des adaptations. En effet, certains concepts qu'ils utilisaient dans leur analyse des paysages ou des systèmes de production, comme celui de terroir, trouvent ici difficilement leur place.

Certains en ont fait assez tôt l'expérience dans le Veracruz. Au lieu des terroirs, support spatial des communautés paysannes d'Europe ou d'Afrique, qu'ils connaissaient bien, ils rencontraient des paysans sans terre aux côtés de ruraux vivant de l'agriculture, mais sans pouvoir de décision sur le mode d'exploitation de leur espace productif. Nombreuses aussi les familles paysannes vivant à la campagne mais travaillant à la ville. Ils découvraient l'*ejido* structure d'encadrement économique et politique plus que structure spatiale de production. C'est que les territoires ne sont pas les mêmes. Il s'agit d'une échelle différente de l'enracinement où l'accès à des systèmes économiques variés, jusqu'à déborder le cadre agricole, est considéré comme vital.

Cette distanciation au territoire donne sans doute aux paysans mexicains une certaine aptitude aux migrations temporaires et une facilité à s'adapter aux nouvelles formes d'organisation de l'espace que véhiculent les changements économiques actuels. Ceux-ci, en effet, privilégient les systèmes organisés en réseaux et semblent, le plus souvent, faire abstraction des contraintes liées aux patrimoines territoriaux.

Onze des douze chercheurs de l'ORSTOM travaillent actuellement sur le milieu rural mexicain, sont agronomes ou géographes. Ils ont en commun une formation qui privilégie l'objet global par rapport au problème spécifique. Ils raisonnent d'abord en terme de système et c'est à ce raisonnement qu'ils subordonnent l'application de méthodes liées à des spécialités très pointues. C'est cette façon de travailler, qui se pratique avant tout sur le terrain, qu'ils proposent à leurs compagnons mexicains, généralement mieux formés à des méthodes d'analyse spécialisées, comme on les pratique dans l'orbite nord-américaine. Ils pensent, par exemple, que l'histoire joue un rôle important et que les méthodes privilégiant la compréhension des systèmes complexes sont indispensables à une bonne connaissance des problèmes des milieux ruraux mexicains. Ils sont aussi, par là-même, sensibles à la diversité régionale.

Après de longues années où les politiques de développement du Mexique ont cantonné les milieux ruraux à un traitement social et politique,

sans le voir comme un secteur économique essentiel, deux réalités se rappellent désormais au bon souvenir des acteurs politiques et des planificateurs. La première, c'est que pratiquement aucune des sociétés européenne, nord-américaine ou de l'Est asiatique, ne s'est développée sans passer par une phase d'accumulation ou de capitalisation du secteur rural. La seconde, c'est que les paysans sont les plus indispensables gestionnaires du patrimoine naturel, que celui-ci constitue la première richesse des nations et qu'il est fragile. Une évolution rapide qui aboutirait, comme cela se produit en d'autres régions du monde, à une désertification des campagnes, amènerait à une perte de contrôle des patrimoines territoriaux. Or, la tendance au Mexique va dans ce sens. On peut très bien connaître demain une extension considérable de l'élevage bovin extensif et même d'un élevage de moins en moins contrôlé, comme on le voit déjà dans le nord. N'est-ce pas cette extension qui favorise le développement de cultures frauduleuses, comme la destruction du patrimoine végétal ou encore la disparition des connaissances quant à certaines plantes?

On sent donc, même chez certains réformateurs économiques des plus radicaux, la volonté de reprendre en compte le secteur rural dans la mise en oeuvre des politiques de développement. Mais cela suppose une claire vision des choses et, en ce domaine, elles sont complexes. Tous les paysans mexicains ne peuvent devenir producteurs de fruits et légumes pour l'exportation. L'*ejido* du Sonora n'est pas celui de Morelos. C'est la connaissance des systèmes qu'il faut acquérir et c'est à quoi les chercheurs de l'ORSTOM et leurs collègues mexicains associés, travaillent. Ils savent leurs travaux utiles et leurs méthodes complémentaires de celles généralement en honneur dans les centres de recherche de toute l'Amérique du Nord.

Mais ils savent aussi qu'ils ont un effort de valorisation à accomplir et que leurs recherches sont insuffisamment connues. C'est pourquoi la mission ORSTOM au Mexique remercie Jean Meyer, directeur du CEMCA, d'avoir bien voulu ouvrir la revue *Trace* à la publication de quelques-uns de leurs textes.

Jean-Yves Marchal et Michel Portais
ORSTOM, México

Acerca del campo
Paisajes y sistemas mexicanos de producción

Durante mucho tiempo consideré el paisaje como un campo sujeto al deseo humano, torturado por el surgimiento de granjas, pueblos y ciudades. Un paisaje cubierto por signos, con la firma de los hombres y de los siglos. Sin embargo, hoy empiezo a creer que el deseo es algo legado por el propio sitio; que el hombre depende, en lo que se refiere a este accesorio que es su voluntad, de su situación en un lugar determinado; que tan sólo es un inquilino de tierras fértiles o de bosques insalubres. No veo, como antes creía hacerlo, el impacto de su voluntad en la naturaleza sino más bien el impulso irresistible, a través de él, de las doctrinas no especificadas y ciegas de la naturaleza, de sus humores y de sus tormentos.

LAURENCE DURRELL, *JUSTINE*, 1959

En México, el estudio de las sociedades rurales se inició hace mucho tiempo alentado por investigadores mexicanos y extranjeros. En él prepondéraron los enfoques histórico y antropológico. Así sucede aún hoy en día. Testimonio de ello es el artículo de Marie Lapointe que aparece en el presente número.

Ahora bien, aún si el tema central es el mismo, el enfoque dado por los equipos del Instituto Francés de Investigación para el Desarrollo en Cooperación (ORSTOM) es algo diferente.

El estudio de los medios rurales es ya una tradición en el ORSTOM; durante muchos años se focalizó en Africa y Madagascar; pasó después a interesarse por las islas del Pacífico, poco antes de abordar América Latina (en 1974), específicamente la región andina. En 1978 se iniciaron, en México, los estudios del ORSTOM, sobre este tema, dándole un enfoque de demografía rural en colaboración con El Colegio de México; y a partir de 1982-1983, de geografía, en el estado de Veracruz, en colaboración con el INIREB.

Muy pronto se amplió y diversificó la cooperación hacia los componentes físicos de los medios rurales. Actualmente, ésta abarca cuatro regiones: el Golfo de México; la parte del Altiplano desde Cofre de Perote hasta el Valle de México; Michoacán; y el Desierto de Chihuahua. Se están realizando seis programas de investigación conjuntamente con el Instituto de Ecología, El Colegio de Michoacán, El Colegio de Postgraduados, El Colegio de México y el INEGI. Los temas abordados

son: la dinámica de las regiones del Golfo de México; el análisis del entorno efectuado por el Sistema de Información Geográfica; el aprovechamiento de la papa; la recuperación de los suelos volcánicos endurecidos; la agricultura marginal de Michoacán y la cría de animales en medio semiárido. A primera vista, tal disparidad podría reflejar una carencia de lógica al establecer los programas de investigación. En realidad, dentro de la diversidad, todos los equipos comparten los mismos métodos de enfoque para los problemas rurales y agrarios y todos tienen como eje de rotación el estudio de los sistemas de producción y el análisis de los paisajes a nivel local o regional. En efecto, el paisaje refleja, en forma de síntesis, las realidades naturales, históricas, sociales y económicas del medio en cuestión. Su análisis permite identificar los signos esenciales que traducen la evolución o el disfuncionamiento de los sistemas agrarios de producción. Estos disfuncionamientos pueden adjudicarse al medio, como es el caso de la formación de tepetates o de suelos salínicos, o bien ser el resultado de una ruptura económica o demográfica; el paisaje los refleja de todas formas.

La aplicación de estos enfoques en México obligó a los investigadores del ORSTOM a realizar algunas adaptaciones. En efecto, determinados conceptos (como el de terruño, por ejemplo), que utilizaban en su análisis de los paisajes o de los sistemas de producción, difícilmente tienen cabida aquí. Algunos investigadores muy pronto tuvieron esa experiencia en Veracruz. En lugar de terruños, soporte espacial de las comunidades campesinas de Europa o de Africa, con los que estaban bien familiarizados, se encontraron con campesinos sin tierras junto a rurales que viven de la agricultura, pero sin poder de decisión sobre el modo de operación de su espacio productivo. Muchas son también las familias campesinas que viven en el campo pero trabajan en la ciudad. Descubrieron el ejido, estructura de dimensión económica y política más que estructura espacial de producción. Y es que los territorios no son los mismos. Se trata de una escala de arraigo diferente, donde se considera vital el acceso a sistemas económicos variados, que incluso desbordan el marco agrícola. Este distanciamiento con respecto al territorio confiere sin duda al campesino mexicano una cierta aptitud para las migraciones temporales y una facilidad para adaptarse a nuevas formas de organización del espacio, producto de los cambios económicos actuales. En efecto, estos últimos dan la preferencia a los sistemas organizados en circuitos y, en muchos casos, parecen olvidar las restricciones propias de los patrimonios territoriales.

Once de los doce investigadores del ORSTOM trabajan actualmente en el medio rural mexicano; son agrónomos o geógrafos. Por su formación se inclinan más por un todo global que por un problema específico. Primero reflexionan en términos de sistema y a este razonamiento subordinan la aplicación de los métodos asociados a especialidades de punta. Esta es la forma de trabajar, sobre todo cuando salen a campo, propuesta a sus compañeros mexicanos, generalmente más capacitados en métodos especializados de análisis, tal como sucede en la órbita norteamericana. Por ejemplo, piensan que la historia desempeña un papel importante y que para tener un buen conocimiento de los problemas del medio rural mexicano, es indispensable contar con métodos más

abocados a la comprensión de sistemas complejos. Por estas razones son muy sensibles a la diversidad regional.

Las políticas de desarrollo en México han mantenido encasillado durante varios años al medio rural dentro de un particular tratamiento social y político, sin percibirlo como un sector económico esencial. Pero hay dos realidades que nos recuerdan a los actores políticos y a los planificadores. La primera, es que prácticamente ninguna sociedad europea, norteamericana o del Este Asiático se desarrolló sin pasar por una fase de acumulación o de capitalización del sector rural. La segunda, es que los campesinos son los administradores indispensables del patrimonio natural, y que éste constituye la primera riqueza de las naciones y además es frágil. Una evolución, rápida que condujera, como ocurrió en otras regiones del mundo, a una desertificación del campo, haría perder el control de los patrimonios territoriales. Ahora bien, la tendencia actual en México va en esa dirección. Un incremento considerable de la ganadería extensiva e incluso de una ganadería cada vez menos controlada, como ocurre en el Norte, sería muy factible en poco tiempo. ¿Pero acaso este incremento no propicia el desarrollo de cultivos "fraudulentos" que implican la destrucción del patrimonio vegetal o la desaparición del conocimiento sobre ciertas plantas?

Aun entre los reformadores más radicales, se percibe la voluntad de volver a tomar en cuenta al sector rural en la implementación de la política de desarrollo. Pero esto presupone una clara visión de las cosas y, en este ámbito, son muy complejas. No todos los campesinos mexicanos pueden convertirse en exportadores de frutas y hortalizas. El ejido de Sonora es bastante diferente al de Morelos. Los investigadores del ORSTOM y sus colegas mexicanos no pierden de vista que es fundamental una buena comprensión de los sistemas por lo que encaminan sus esfuerzos para lograrla. Están conscientes de la utilidad de sus trabajos y de que sus métodos complementan los que son considerados de primera línea en los centros de investigación de toda la América del Norte.

Pero también saben que tienen que hacer un esfuerzo de valorización y que no hay todavía una gran difusión de sus investigaciones. Por estas razones, el ORSTOM en México agradece a Jean Meyer, director del CEMCA, el haber tenido la gentileza de abrir la revista *Trace* a la publicación de algunos de sus textos...

Jean-Yves Marchal y Michel Portais
ORSTOM, México

L'Etat mexicain et les élites du *henequén* au Yucatán (1935-1980)*

Marie Lapointe**

El estudio de la evolución de las configuraciones del poder en la zona henequenera de Yucatán, de 1935 a 1980, permite destacar que este proceso ha favorecido la continuidad del sub desarrollo en la región. Ponemos el énfasis en las relaciones mexicano-yucatecas con relación a la administración del sector henequenero y de la Reforma Agraria. Aunque éstas hayan suscitado el acceso al poder de las clases medias nacientes, han provocado también la renovación de segmentos de la oligarquía henequenera, la constitución de una oligarquía originaria de la burocracia pequeño-burguesa y la diferenciación de las masas rurales, las cuales han vivido los cambios agraristas sin poder mejorar su nivel de vida de manera significativa.

L'étude de l'évolution des configurations du pouvoir dans la zone du henequén au Yucatán, pour la période 1935-1980, permet de dégager que ce processus a favorisé la continuité du sous-développement dans la région. Nous mettons l'accent sur les rapports mexicano-yucatèques à propos de la gestion d'ensemble du secteur *henequenero* et, plus particulièrement, de la réforme agraire. Bien qu'ils aient suscité l'émergence des classes moyennes, ils ont provoqué la rénovation de certains segments de l'oligarchie, la constitution d'une oligarchie renouvelée, issue de la petite bourgeoisie étatique, et la différenciation dans la pauvreté des masses rurales qui ont vécu les modifications agraristes.

En 1935, sous l'impulsion du président Cárdenas, la Révolution, déjà amorcée par les classes moyennes ailleurs au Mexique, atteint l'état du Yucatán, une périphérie faiblement dotée en ressources naturelles et reliée au reste du pays par la seule voie maritime. Pour la République, c'est la période de l'agrarisme collectiviste, de la nationalisation des compagnies pétrolières et des programmes d'industrialisation. Une telle orientation de centralisation du pouvoir convient mal aux quelques centaines de familles de planteurs yucatèques qui s'adonnent à la mono-exportation du *henequén* brut, une fibre d'agave qui sert à fabriquer de la corde. Ces élites, intimement liées à quelques compagnies cordières américaines, notamment à International Harvester, contrôlent les destinées de la riche entité fédérée et entretiennent les masses rurales dans le sous-développement.

Durant les années 1920, sous la présidence d'Alvaro Obregón, les premières réformes agraires autorisées par México n'étaient pas destinées à affecter les plantations des oligarques, situées au nord

* Cette étude a été subventionnée par le Conseil National de la Recherche en Sciences Humaines du Canada. Elle a été réalisée également avec l'appui financier du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS-Paris).

** Professeur au Département d'Histoire de la Faculté des Lettres de l'Université Laval, Québec, Canada.

de la péninsule. Les ex-péons, "libérés" de leur assujettissement pour dettes dans les *haciendas*, ont souvent continué d'y vivre et d'y travailler à temps complet. Les travailleurs ruraux des communautés villageoises, employés à temps partiel dans les grands domaines, ont été les seuls à bénéficier de terres d'une qualité très douteuse pour la culture du maïs. Leurs dotations n'ont pas toujours été confirmées par un arpentage en bonne et due forme[1].

Au début de la crise des années 1930, ils survivent de plus en plus mal lorsque l'embauche à temps partiel se fait rare dans les plantations, étant donnée la baisse du prix du henequén sur le marché nord-américain. Encadrés par les maigres effectifs d'une petite bourgeoisie agrariste, composée d'ex-gérants d'haciendas et surtout d'instituteurs en émergence, ils réclament une nouvelle réforme agraire à México[2].

Une dynamique centre-périphérie

De 1935 à 1964, les jeux de pouvoir mexicano-yucatèques s'intensifient en ce qui concerne la gestion d'ensemble du secteur henequenier, et, en particulier, de la réforme agraire collectiviste, réalisée dans les plantations vers la fin des années 1930. Ces quelques décennies mouvementées de l'histoire du Yucatán n'ont été abordées jusqu'ici que globalement par les spécialistes de l'aire péninsulaire. Elles constituent pourtant une époque charnière au cours de laquelle l'Etat mexicain prône un nationalisme développementiste, teinté d'anti-américanisme. La capitale forge l'unité nationale et amorçe le développement industriel de la Fédération, notamment contre la volonté de certains états périphériques. Le Yucatán, exportateur de matières premières et plus sensible aux intérêts nord-américains qu'à ceux de la République, oppose de nombreuses résistances au centralisme fédéral. Après une réforme agraire controversée et coûteuse, l'industrie du henequén connaît un cycle de prospérité lors de la Seconde Guerre Mondiale. Ses vicissitudes subséquentes ne sont pas uniquement imputables à la concurrence sur le marché nord-américain d'autres pays producteurs de fibre ou à la commercialisation de fibres synthétiques. En 1964, les configurations du pouvoir qui se sont modifiées à plusieurs reprises depuis la réforme se stabilisent dans la périphérie: México parvient à contrôler l'essentiel de l'importante industrie du henequén. En 1970, le Yucatán est déjà devenu l'une des entités fédérées les plus pauvres du Mexique[3].

L'analyse de l'évolution des configurations du pouvoir dans l'état, en ce qui concerne la gestion du secteur henequenier et surtout de la réforme agraire depuis les années 1930, contribuera à jeter quelque lumière sur les origines de son retard qui perdurera au delà de 1980. L'accent sera mis sur la période antérieure à 1964. L'on considérera en premier lieu la dynamique politique mexicano-yucatèque sur la toile de fond des rapports, souvent divergents, de chacune des parties avec les Etats-Unis ou avec de puissants intérêts nord-américains. L'interdépendance de l'entité fédérale et de l'entité fédérée n'impliquera pas nécessairement leur interaction. Par ailleurs, au niveau régional, les tensions México-Mérida forgeront dans leur sillage des coalitions politique-clientélistes avec la petite bourgeoisie et avec les masses rurales de la zone du henequén, jusque là relativement bien contrôlées par l'oligarchie péninsulaire. Au sein de chacune des coalitions, ce type d'adhésion politique n'autorisera que formellement la participation des nouvelles clientèles à la définition de projets de développement. Il sera peut-être pour certaines d'entre-elles une source de privilèges ponctuels, mais il contribuera surtout à la dépendance économique et à la perpétuation de la pauvreté de la majorité des ruraux. Les dynamiques précitées joueront l'une sur l'autre. Elles se caractériseront encore une fois par la précarité, voire l'absence d'interaction socio-économique aussi bien à l'intérieur des coalitions qu'entre celles-ci. Elles traduiront donc l'extrême difficulté de la mise en oeuvre de processus décisionnels cohérents et efficaces en ce qui concerne le progrès de l'entité fédérée[4].

Le renouveau corporatiste au Mexique et au Yucatán

La crise mondiale entraîne pour le Mexique la chute de ses exportations de matières premières. Ses dirigeants prônent alors la nécessité d'une industrialisation substitutive des importations américaines. La conjoncture favorise la création d'un marché interne des biens et des services. Elle encourage la montée du nationalisme. A partir de 1935, sous la présidence de Lázaro Cárdenas, l'Etat mexicain a pour objectif d'assurer l'infrastructure nécessaire au développement industriel. C'est l'époque de l'agrarisme renouvelé. Il s'agit, d'une part,

de doter les communautés paysannes de terres suffisant à leur subsistance: terres appelées *ejidos* parcellaires, parce que cultivées en parcelles individuelles. Ceci a pour avantage de ralentir les migrations vers les grands centres, d'assurer à bon marché l'alimentation des ouvriers des villes et bien évidemment de faciliter l'industrialisation. D'autre part, on dote les ex-péons des plantations d'environ les deux tiers des superficies des *haciendas* pour former des entreprises collectives rentables, des *ejidos colectivos*. Il est ainsi convenu de forcer les *ex hacendados*, devenus petits propriétaires, à améliorer la productivité de leurs entreprises agricoles, amputées de terres souvent non-utilisées à cause de la crise. Cárdenas crée aussi deux nouvelles centrales syndicales, la Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM), en 1936, et la Confédération Nationale Paysanne (CNC), en 1938. L'Etat central cherche à différencier les luttes paysannes de celles des ouvriers et à réguler l'ensemble des revendications sociales[5].

Au Yucatán, l'application de la réforme agraire dans les plantations s'effectue à partir de 1935. Elle engendre le désordre parmi les travailleurs. L'opposition des grands propriétaires est souvent endossée par les ex-péons qui craignent de perdre leur emploi dans des domaines résiduaires plus exigus. Les instituteurs des villages affiliés à la CTM, elle-même de tendance communiste non-orthodoxe, la promeuvent certes. Ils voient cependant d'un mauvais oeil la gestion des plantations réformées par le centre confiée d'abord à la Banque de Crédit Agricole puis à la Banque Nationale de Crédit Ejidal. Somme toute, les instituteurs de la CTM rejettent les velléités de front populaire privilégiées par l'Etat et refusent la collaboration de classes, prétendant parler au nom des masses rurales. En 1937, alors que la CTM et les communistes à México finissent, sous la pression de Moscou, par se ranger du côté de Cárdenas, les plus virulents parmi les enseignants yucatèques se voient confier par les autorités en place des postes lucratifs à México ou à Mérida, la capitale du Yucatán.

La réforme poursuit ensuite son cours. Les villageois, qui travaillent de moins en moins à temps partiel dans les haciendas résiduaires et même des commerçants de chefs-lieux municipaux, bénéficient, dans la plupart des cas, du meilleur de la répartition des terres. Ceux de leurs leaders enseignants qui n'ont pas été "évincés" acceptent que la gestion des ejidos continue de relever de la Banque Nationale de Crédit Ejidal[6].

En 1938, la structure agraire est complètement désorganisée et la réforme terminée. Certains ejidos sont riches d'agaves en pleine production, c'est-à-dire d'agaves qui ont entre 7 et 15 ans d'âge. D'autres ont reçu des plantations trop jeunes ou trop vieilles pour générer des profits. Le problème est plus aigu à l'est de Mérida qu'à l'ouest de la capitale. La sous-région est comporte un beaucoup plus grand nombre de plantations à haut rendement. L'espace pour la culture du maïs sur un sol mince et calcaire y est beaucoup plus restreint. Dans l'ensemble de la zone, des conflits entre *ejidatarios* ex-péons et *ejidatarios* villageois se font jour à propos de la répartition inégale des terres. En 1938, les uns et les autres sont affiliés à la CNC par le gouverneur de l'état. Les instituteurs sont chargés de conseiller les dirigeants syndicaux et d'aplanir leurs différends. Les leaders ejidatarios les plus influents à la CNC sont fréquemment les commissaires-gestionnaires d'ejidos de villages qui réussissent à annexer sur le plan admnistratif de petits ejidos d'haciendas.

A cette époque, la marge de manoeuvre des ex-hacendados, devenus petits propriétaires, est malgré tout relativement large. Ils demeurent les employeurs, à temps partiel cette fois, de leurs ex-péons ejidatarios qui habitent les plantations résiduaires. Celles-ci comportent encore des superficies de 150 ha de terres impropres à la culture du henequén et de 150 ha plantés d'agaves. Par ailleurs, l'Etat mexicain, criblé de dettes par la nationalisation des compagnies pétrolières, ne peut se porter acquéreur, pour les bénéficiaires de la réforme, de toutes les machines à défibrer le henequén des petits propriétaires. Ces derniers en profitent pour s'adonner mollement au défibrage de la production ejidale. Malgré leur peu d'empressement au travail, ils dénoncent avec assurance la mauvaise gestion des ejidos par la Banque Nationale de Crédit Ejidal. L'institution a prêté 16 millions de pesos aux bénéficiaires en 1937 et en a récupéré 9. La situation est telle, qu'en 1938, les exportations de fibre baissent du tiers par rapport à l'année précédente[7].

Le gouverneur du Yucatán, l'ingénieur Canto Echeverría, assure la médiation entre les ex-hacendados et México. Il propose à Cárdenas une formule de remembrement de toutes les tenures expropriées dans la zone du henequén en un seul grand domaine collectif, le Grand Ejido. Il cherche une meilleure gestion de la production des plantations d'âges différents et une meilleure répartition du travail. Non sans avoir hésité, le président acquiesce à cette

suggestion qui signifie une rétrocession considérable de pouvoirs aux ex-hacendados. Toutefois, aucun des textes des résolutions présidentielles de morcellement agrariste n'est modifié. L'Etat fédéral pourra toujours réinstaurer l'ancien système s'il le juge à propos.

Le grand domaine est géré par Henequeneros de Yucatán, une association d'intérêt public. La nouvelle entreprise se charge de l'exportation de tout le henequén brut produit au Yucatán et administre la grande plantation ejidale. Il s'agit d'une initiative bien yucatèque: le président du conseil d'administration est le gouverneur de l'état. Les ejidatarios, souvent cooptés par le gouverneur avec l'aide de la CNC, y sont représentés, de même que l'Union des Producteurs de Henequén des ex-hacendados et la Ligue des Moyens et Petits Producteurs de Henequén. Un ennemi politique du président de l'association est le seul représentant fédéral qui siège au Conseil[8].

De 1939 à 1942, ce dernier mobilise à quelques reprises de petits groupes d'ejidatarios au sein de l'Exécutif de Henequeneros pour y semer la discorde. Les bénéficiaires mécontents sont originaires du riche village de Tixcocob qui s'était vu doter de plantations à haut rendement lors du morcellement ordonné par Cárdenas. Ils combattent le nivellement des tenures imposé par la nouvelle association et sa gestion qu'ils jugent corrompue. Ils font en cela le jeu des fonctionnaires fédéraux cardénistes de la Banque de Crédit Ejidal qui se sont vus chassés du Yucatán par Henequeneros. Au printemps de 1942, les dissidents de Tixcocob sont définitivement réduits au rôle d'informateurs privilégiés par la présidence de la République en échange de leur renonciation à toute contestation. Les dirigeants du centre apprécient d'être périodiquement mis au courant des transactions parfois irrégulières du monopole mais, les plus souvent, ne font qu'écouter leurs informateurs.

México adopte une attitude subitement très conciliante à l'égard de Henequeneros et des oligarques yucatèques qui noyautent, à toutes fins utiles, son conseil d'administration sous la gouverne d'un président issu de la petite bourgeoisie. Comme la République vient de déclarer la guerre aux puissances de l'Axe, le successeur de Cárdenas, Manuel Avila Camacho, attache énormément d'importance à la collaboration des ex-hacendados. Il désire faire bénéficier le Mexique des devises générées par un boom d'exportations de henequén vers les Etats-Unis, à la faveur du conflit. Les oligarques acceptent la main tendue, non sans méfiance. Celle-ci s'exprimera par la suite au moyen de spéculations multiformes[9]. La nouvelle configuration du pouvoir favorisera l'autonomisme yucatèque.

Les retombées contradictoires de la Seconde Guerre Mondiale

A la fin de 1942, la signature par México d'un traité commercial avantageux avec les Etats-Unis achève de cimenter l'implication économique mexicaine aux côtés des Américains dans le second conflit mondial. Le centre met en veilleuse son plan d'industrialisation qui privilégie l'exportation de produits manufacturés plutôt que de matières premières, à des prix jadis très bas. Pour sa part, le monopole Henequeneros conclut des contrats commerciaux lucratifs avec l'administration américaine jusqu'en 1947. Le Yucatán exporte toute sa production de fibre brute après avoir satisfait les besoins de ses corderies. L'Etat fédéral endosse les contrats sans participer à leur élaboration. Il laisse en quelque sorte l'association gouverner l'Etat périphérique[10].

Les 350 petits propriétaires yucatèques, qui s'adonnent au défibrage du henequén ejidal, accaparent, selon les années, de 50 à 52% du produit des ventes de Henequeneros après impôts et contributions aux frais administratifs de l'entreprise. Les 23 000 ejidatarios bénéficient de 48 à 50% du reste du produit des ventes, également après impôts et contributions. A partir de prélèvements sur l'ensemble des producteurs ejidatarios et petits propriétaires du monopole, son président, le gouverneur du Yucatán, met sur pied une seconde association, dite d'intérêt public, Fomento de Yucatán. L'objectif officiel est de développer l'économie péninsulaire...

L'entreprise est multi-fonctionnelle. En tant qu'institution prêteuse, elle privilégie l'expansion, à l'est de l'état, des domaines d'élevage des petits propriétaires. Elle finance aussi la modernisation de quelques plantations de canne à sucre au sud de l'entité administrative. Fomento se charge par ailleurs de monopoliser l'achat et la vente de maïs aux ejidatarios. Les masses de la CNC lui sont d'autant plus obligées qu'en 1942, les salaires quotidiens des travailleurs se chiffrent à 1,67 peso et que le prix du maïs pour l'entretien journalier d'une famille de cinq personnes est de 1,03 peso.

A la faveur de la guerre, l'industrie cordière privée se développe également à l'ombre de Henequeneros. Elle avait été jusque là peu rentable à cause de la concurrence des grandes compagnies américaines. Les corderies bénéficient d'un généreux subside de la part de l'association-mère pour l'achat de fibre brute. Les ex-hacendados les plus fortunés et quelques usuriers libanais enrichis, arrivés à Mérida dans les années 1930, contrôlent les corderies les plus importantes[11].

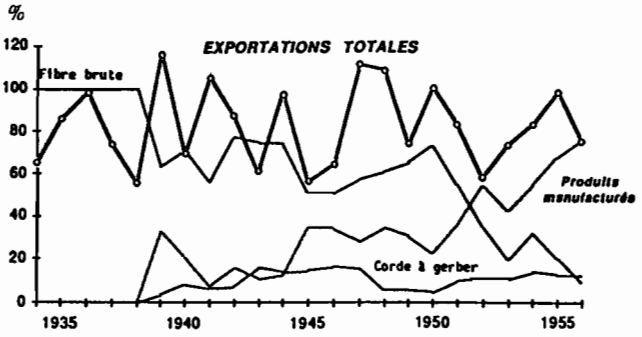
Le comité de défense de l'ejido de Tixcocob, exclu de l'association Henequeneros, continue d'informer périodiquement les autorités mexicaines et les instituteurs radicaux "exilés" dans la capitale sur les agissements du monopole. Le ministre de l'Agriculture et les fonctionnaires à México de la Banque de Crédit Ejidal, jadis en poste au Yucatán, organisent une table ronde avec les enseignants à Mérida, en 1944. Ils y font publiquement état de la corruption qui enrichit l'association et prédisent même sa banqueroute lorsque la paix sera revenue[12]. Les plus combatifs parmi les instituteurs se voient rapidement offrir des postes alléchants au sein de la bureaucratie du département agricole de Henequeneros, chargé de gérer le Grand Ejido. Les fonctionnaires fédéraux demeurent sur la touche.

La Présidence de la République et le Ministère du Trésor ne commentent même pas les conclusions de la table ronde. L'association remplit régulièrement ses obligations auprès d'un Etat fédéral condamné à modérer ses ponctions fiscales, étant donné son implication sociale minimale au Yucatán. Celle-ci se réduit à financer maigrement le secteur de l'éducation, déjà délaissé par l'entité fédérée. Pourtant, encore en 1940, les monolingues mayas et les analphabètes de plus de six ans représentent respectivement 30 et 45% de la population totale.

Il est aussi à remarquer qu'Henequeneros a son propre système de santé dont les coûts sont assumés par les ejidatarios et les petits propriétaires. Les cliniques sont régies par un département d'assistance sociale. Ceux des ejidatarios qui sont entièrement soumis au monopole bénéficient d'une priorité de soins. La péréquation exigée par l'état yucatèque est somme toute minime, car il s'occupe lui-même de l'amélioration du réseau routier. Les chemins de fer, gérés par les ex-hacendados et le pouvoir local qui leur est fidèle, ne bénéficient pas des sollicitudes de l'Etat fédéral. L'entité fédérée continuera d'avoir tendance à fonctionner en vase clos[13].

L'hégémonie de Henequeneros et le lointain Alemán

A la fin de 1947, en l'absence de nouveaux contrats commerciaux entre l'administration américaine et le monopole, le marché libre reprend ses droits. C'est la hausse des prix du henequén brut et du henequén manufacturé sur le marché international qui met fin à l'harmonie entre le secteur cordier privé et Henequeneros, étant donné la non-intégration des deux branches de l'industrie. Ce sont toutefois les exportations de henequén brut par le monopole qui domineront le commerce extérieur yucatèque jusqu'en 1951 (*cf.* graphique).



Source: Annuaires statistiques de la Secretaría Mexicana de Comercio Exterior. In Oscar Soberón Martínez *La industria henequenera en Yucatán: los costos de desfibración*, México, Centro de Investigaciones Agrarias, 1959.

Graphique - *Henequén*: évolution normalisée des exportations en monnaie mexicaine (1950=100) et distribution relative des catégories de produits.

A partir de 1948, le secteur cordier doit d'abord se soumettre aux dictats de l'association et, en particulier, du gouverneur de l'état pour l'obtention de matières premières à des prix de plus en plus élevés. Quarante des 110 entreprises cordières survivent à cette épuration voulue par le monopole, à l'avantage de la majorité des petits propriétaires uniquement exportateurs de fibre brute. L'oligarchie se segmente d'elle même[14].

Pour sa part, le président Miguel Alemán, en fonction depuis 1946, poursuit des objectifs à court terme qui ralentissent momentanément son désir d'incorporation économique du Yucatán au reste du Mexique. Pour lui, celle-ci passe d'abord

par l'intégration des deux branches agricole et manufacturière du secteur henequenier, et ce, nettement en faveur des entreprises cordières exportatrices. L'association Henequeneros sera éventuellement obligée de vendre sa fibre brute à bas prix aux corderies. De manière plus générale, Alemán songe d'abord à négocier avec les Etats-Unis l'abrogation ou la modification du traité commercial mexicano-américain qui implique l'exportation de matières premières à des prix devenus dans certains cas dérisoires. Dans le même esprit, il doit convaincre le géant du Nord de la pertinence de son plan d'industrialisation qui signifie une priorité à l'exportation de produits manufacturés.

Au début de 1948, Washington érige des barrières douanières pour certains produits mexicains, notamment pour ceux qui sont élaborés à partir du henequén. Les marchandises yucatèques sont grevées sous cette rubrique à 20% de leur valeur. Les Etats-Unis s'opposent à l'abrogation du traité commercial avec le Mexique. En juillet de la même année, Alemán choisit de dévaluer le peso pour préserver le pays des effets du traité devenus trop négatifs aprés la guerre. En août, le président impose une taxe *ad valorem*, à l'exportation de produits manufacturés comme de matières premières, afin que la République profite d'une éventuelle augmentation des ventes à l'étranger dans la foulée de la dévaluation. La taxe doit servir au développement par México d'une infrastructure industrielle.

Au Yucatán, la dévaluation favorise un boom d'exportations de fibre brute et dans une moindre mesure de produits manufacturés, étant donné les barrières douanières. México qui profite des retombées fiscales n'intervient pas, à l'automne de 1948, pour discipliner Henequeneros. L'association s'adonne à l'exportation de fibre brute et soumet les corderies à de nombreuses tracasseries à propos de la qualité de leurs ventes aux Américains. Les cordiers réagissent et réussissent parfois à exporter leurs marchandises au même prix que le henequén brut... L'oligarchie se segmente encore dans l'insécurité. La configuration du pouvoir prend l'allure d'une arène politique féroce. Les coalitions entre les groupes dominants se défont au rythme où l'entend le lointain Alemán[15].

Malgré cette situation critique, il ne faut pas oublier que Henequeneros réunit toujours en son sein le groupe le plus puissant et les plus nombreux de l'oligarchie. L'entreprise continue, par l'entremise des petits propriétaires, des instituteurs et de plusieurs leaders de la CNC qu'elle coopte, de manipuler la nombreuse population ejidale qui croît au rythme de 4,5% par an. Les ejidatarios ex-péons des plantations du Grand Ejido ont en général la priorité d'embauche sur les ejidatarios villageois, alliés qu'ils sont aux petits propriétaires depuis la première heure. De plus, rappelons qu'en 1922 et en 1937, les ejidatarios villageois ont bénéficié de terres impropres à la culture du henéquen. Des ex-péons ont joui de ce privilège, mais une fois seulement, en 1937, lorsque les agraristes ont compté plusieurs d'entre eux au nombre des ejidatarios. Les bénéficiaires villageois sont, en principe, plus riches en terres non-affectées à la culture de l'agave que les ex-péons. Ils sont cependant maintes fois priés par Henequeneros de ne pas faire paître leurs troupeaux de bovins sur ces superficies que l'association veut consacrer au henequén. Les ex-péons, lorsqu'ils possèdent quelques bovins, trouvent plus facilement des arrangements avec les ex-hacendados du monopole à propos des pâturages. Pour sa part, à la fin des années 1940, México prend acte des revendications des ejidatarios villageois éleveurs mais ne les appuie pas. A Baca et à Motul en particulier, on réclame en vain des terres pour la culture du maïs et des pâturages par la voie de l'*amparo* ou recours à la Cour Suprême[16]. Certains ejidatarios-villageois éleveurs finissent cependant par se ranger par nécessité du côté de Henequeneros et par s'adonner à la culture de l'agave selon les volontés de l'association.

La capitale est passablement absente de l'espace socio-politique yucatèque, car un élément supplémentaire retarde l'intervention d'Alemán dans le secteur henequenier. Son parti politique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), une émanation du Parti Révolutionnaire Mexicain cardéniste dissout en 1946, concentre ses énergies à récupérer certains syndicats ouvriers importants qui se sont dissociés de la CTM. Les dissidents ont jugé que la centrale n'était pas suffisamment anti-impérialiste et qu'elle se révélait trop associée au parti-Etat. Puisque le PRI n'a pas d'emprise sur la CNC yucatèque, de plus en plus acquise à Henequeneros, il doit pouvoir contrôler davantage la CTM au niveau national. Alemán pourra ensuite l'utiliser afin d'impulser sa priorité pour l'exportation de henequén manufacturé auprès des masses yucatèques du nord de la péninsule[17].

Le paradis perdu?

Au Yucatán, en 1949, l'alémanisme devient cependant peu à peu la bête noire de l'association

Henequeneros. La taxe *ad valorem* commence à manger les profits du monopole exportateur de fibre brute. Les profits des cordiers dont les ventes sont moins importantes s'en ressentent encore davantage. De plus, à cette époque, Alemán prévoit qu'une dénonciation du traité commercial américano-mexicain, qui privilégie toujours l'exportation de matières premières, devra éventuellement avoir lieu. De son côté, Washington est la cible de nombreuses pressions des milieux d'affaires pétroliers et miniers américains qui subissent le contrecoup de la dévaluation du peso et se sentent menacés par les tarifs préférentiels accordés aux importations mexicaines. Le président demeure toutefois imprévisible, dans l'immédiat, quant à ses options privilégiées de négociation à cet égard[18].

Par ailleurs, comme pour ajouter à la précarité de la conjoncture, International Harvester, la transnationale productrice de corde à lier le foin, se plaint de la mauvaise qualité de la matière première yucatèque. L'afrique de l'Est et le Brésil se présentent notamment auprès d'elle comme de nouveaux concurrents du Yucatán. De 1938 à 1949, la part de ce dernier sur le marché mondial de la fibre brute chute de 23 à 17%[19]. Les responsables du monopole et le secteur cordier font donc baisser de nouveau les prix de leurs exportations respectives plus bas que le prix du sisal brut des régions précitées. Le gouverneur de l'état et président de Henequeneros connaît la piètre qualité du henequén yucatèque depuis 1946, date à laquelle il avait reçu un rapport d'une fondation de recherche américaine sur ce sujet. Les recommandations du rapport n'ont jamais été suivies. Trois ans plus tard, le gouverneur prend des mesures draconiennes de son cru pour, en principe, améliorer la performance de l'ensemble de l'industrie. Avant de les décrire, il importe de signaler que les agents commerciaux de l'association qu'il dirige possèdent alors aux Etats-Unis une compagnie intermédiaire qui achète la fibre brute yucatèque pour la revendre à des prix très compétitifs aux grandes corderies américaines, telle International Harvester. Ils conservent ce qu'il est convenu d'appeler de bonnes commissions malgré la conjoncture.

La plupart des cordiers ne sont pas aussi favorisés que les agents précités. En juillet 1949, le gouverneur met en place l'association Artefactos de Henequén. Il s'agit d'un autre monopole destiné à vérifier la qualité des exportations de henequén manufacturé et à trouver des marchés à ceux des grands cordiers qui ne s'opposent pas à ses préférences pour l'exportation de fibre brute. Ces quelques industriels seront privilégiés dans l'obtention de matières premières pour leurs entreprises[20].

Dans la foulée, et pour continuer de maintenir le monopole à flot, le gouverneur diminue les pourcentages de la valeur des ventes alloués aux petits propriétaires pour le défribrage du henequén ejidal. Henequeneros exige aussi l'amélioration de la qualité de la production de henequén brut de ceux des petits propriétaires qui sont ses opposants politiques. L'entreprise s'arrange pour survivre malgré l'existence de la taxe *ad valorem*.

Les économies ainsi générées permettent à l'association de maintenir les rémunérations et le rythme d'embauche de ceux des ejidatarios qui appuient l'exécutif du monopole. Les instituteurs voient leur salaire augmenter. Ils encadrent encore les masses ejidales de la CNC. Des groupes de villageois éleveurs sont cependant toujours aussi mécontents de la main-mise de Henequeneros sur leurs terres communales, en principe impropres à la culture du henequén. Le prix du maïs augmente de 20% cette année-là, étant donné la sécheresse. Le quotidien des petits propriétaires, *El Diario de Yucatán*, fait état des réclamations des ejidatarios et des exhacendados défavorisés par le régime puis, après quelque temps, juge la cause désespérée. Henequeneros sait trop bien pratiquer le clientélisme et diviser pour régner[21]. L'oligarchie se trouve désormais éclatée en plusieurs segments.

En 1950, les débuts de la guerre de Corée provoquent un heureux retournement de situation pour l'ensemble de la population, car ils suscitent un nouveau boom d'exportations de matières premières. Les ejidatarios et, dans une moindre mesure, les petits propriétaires voient le monopole augmenter leurs rémunérations. L'association vit un âge d'or éphémère et bénéficie d'une réduction de la taxe *ad valorem* de 15 à 12%, en conséquence du volume important de ses ventes. Alemán négocie même avec succès un de ses contrats avec International Harvester. L'entreprise américaine obtient ensuite une augmentation de ses quotas d'assemblage de camions au Mexique. Henequeneros n'en demeure pas moins méfiante à l'égard du président qui peut, à tout moment, modifier sa politique fiscale et faire valoir sa priorité pour l'exportation de produits manufacturés qui va de pair avec son objectif d'industrialiser le Mexique[22]. Durant cette période, l'imprévisibilité d'Alemán est l'un des ressorts importants de son pouvoir.

La répression mexicaine

Dès janvier 1951, la dénonciation du traité commercial américano-mexicain est chose faite. Tout en affichant un discours nationaliste sur le plan économique, le président a convaincu les milieux d'affaires nord-américains de contribuer au développement industriel de la République. Les Etats-Unis ont par ailleurs cédé aux pressions réitérées des compagnies pétrolières et minières américaines, toujours menacées par les tarifs préférentiels accordés aux exportations mexicaines.

Au Yucatán, Henequeneros, loin de se plier à la nouvelle stratégie présidentielle de développement, tente de profiter au maximum de la hausse des prix du henequén brut sur le marché international et refuse de vendre à de nombreuses corderies leur part de matière première. Elle les empêche par le fait même d'exporter davantage, en pleine conjoncture de guerre momentanément favorable aux deux branches du secteur henequenier. En guise de représaille, la taxe *ad valorem* fédérale sur les exportations est élevée cette année-là à 19%. La police d'Alemán poursuit le récalcitrant gouverneur et président de Henequeneros jusqu'à ce qu'il se réfugie à Cuba[23].

A la suite de son départ précipité, la CTM, réunifiée au sein du PRI par le président, effectue sous la direction de son leader, Fidel Velázquez, un maraudage efficace dans les ejidos. Les communautés cibles sont d'abord celles où, pour des motifs politiques, les bénéficiaires n'ont pas toujours vu leurs salaires augmenter au rythme prévu, lors du boom des exportations. Il s'agit plutôt d'ejidos villageois, comportant des éleveurs en émergence difficile, que d'ejidos d'haciendas qui, eux, sont favorables aux petits propriétaires-exportateurs de fibre brute. Les instituteurs qui encadrent les masses se rallient au centre ou sont mis sur la touche.

C'est dans un contexte de mobilisation mouvementée qu'a lieu la campagne électorale pour le gouvernorat du Yucatán. Le candidat d'Alemán est élu. Le nouveau gouverneur, originaire de Campeche, est un ex-gérant de loterie et un ex-agent politique du président. En tant que dirigeant de Henequeneros, il est favorable au secteur cordier privé, dominé par des Libanais. Le monopole cesse d'être noyauté par quelques petits propriétaires exportateurs de henequén brut. Sous l'influence de México, le président de l'association réoriente les contrats suscités par la guerre en faveur du secteur privé, exportateur de produits manufacturés. Il laisse par le fait même certains contrats de fibre brute en attente[24].

L'attitude "alemaniste" du gouverneur est notamment fondée sur une évaluation trop rapide des avantages comparés de son virage économique dans le long terme. Selon l'un des conseillers du président de la République, les groupes de pression des agriculteurs américains sont plus influents auprès de Washington qu'International Harvester. Il s'agit donc de concurrencer la grande entreprise cordière sur son propre terrain en abaissant les prix de vente pour la corde à lier le foin, produit dont la demande croît aux Etats-Unis. Ce point de vue ne tient pas compte du fait que les sources d'approvisionnement en fibre brute d'International Harvester sont variées, régulières et de bonne qualité. A cet égard, les corderies yucatèques sont dans une situation plus précaire. Qui plus est, elles ne disposent pas des mêmes supports technologiques que la transnationale[25]. Cette stratégie commerciale est donc mal adaptée à celle des grandes firmes cordières américaines qui vivent à l'heure du GATT, même si, après la dénonciation du traité, il n'existe pas de barrières douanières américaines à l'importation de nombreux produits mexicains, notamment ceux qui sont élaborés à partir du henequén.

L'administration du nouveau gouverneur se conformera, à plusieurs autres égards, aux attentes de l'Etat alemaniste. Elle comportera des avantages pour toutes les corderies qui ont appuyé son élection. La gérance de Henequeneros sera le fief du plus important des cordiers, un Libanais. Bon nombre d'autres contrats d'exportation de fibre brute passés avec International Harvester seront rompus. En 1952, ceci permettra aux grandes compagnies américaines de se retirer du marché durant plusieurs mois, jusqu'à ce que les prix du henequén brut et manufacturé yucatèque aient substantiellement baissé.

On peut se demander si les nouveaux dirigeants de Henequeneros n'ont pas joué les intermédiaires auprès des compagnies américaines. A cette époque, les petits propriétaires le proclament par le truchement de leur quotidien, *El Diario de Yucatán*. Les instituteurs les soutiennent et l'agitation règne parmi les ejidatarios. Henequeneros est devenue le bouc-émissaire de la paupérisation accélérée des masses rurales.

En définitive, l'imposition de la taxe *ad valorem* aux exportations du monopole a facilité au président la segmentation de l'oligarchie. Il a procédé ensuite par CTM, puis cordiers interposés, à la répression du

groupe majoritaire des oligarques, au demeurant en désaccord avec son option en faveur du développement du secteur manufacturier. De manière secondaire, avant l'avènement des cordiers, l'autonomisme de l'association, en particulier dans le domaine de la santé, a permis un certain temps à l'Etat fédéral de limiter son intervention sociale dans la périphérie tout en bénéficiant des retombées fiscales d'un monopole toujours facile à juger trop gourmand, étant donné sa corruption[26].

Après avoir appuyé l'option du petit groupe des cordiers, México devra intervenir plus fréquemment au Yucatán pour contrôler les demandes sociales, limiter les luttes de faction des oligarques et tenter l'intégration des branches agricole et industrielle du secteur henequenier. Une majorité de petits propriétaires demeurera farouchement opposée à l'industrialisation du henequén dont les avantages comparés sont limités. Les segments toujours antagoniques de l'oligarchie s'adonneront de manière de plus en plus intensive à la cooptation et à la division de la petite bourgeoisie des instituteurs et des employés du département agricole de Henequeneros. Les masses rurales, encadrées par l'une ou l'autre des coalitions précitées, verront leur différenciation s'accentuer.

Développement stabilisateur, liquidation et bilan de Henequeneros

En décembre 1952, Adolfo Ruiz Cortínez, candidat du PRI, accède à la présidence du Mexique. Il endosse globalement la politique économique d'Alemán, mais désire rehausser l'image du secteur public et des entreprises d'intérêt public. Au Yucatán, le président cherche à s'assurer la collaboration des masses. Il s'attache à garantir la paix sociale bien davantage que son prédécesseur qui pratiquait la répression économique et politique à l'égard de tous ceux de la périphérie qui s'opposaient à son plan de développement.

Au printemps de 1953, l'intervention fédérale contre la corruption de Henequeneros se trouve justifiée. Des travailleurs ruraux en mal d'emploi sont mobilisés par des instituteurs impayés. Les petits propriétaires souhaitent qu'un nouvel élu leur soit plus favorable et paradoxalement en appellent au centre. Le monopole Henequeneros qu'ils ont contribué à créer, en 1938, est en passe de perdre toute sa légitimité. Après de nombreuses manifestations de violence dans Mérida qui, au demeurant, ne sont pas réprimées par l'armée fédérale, le gouverneur et président de Henequeneros doit démissionner[27].

A cette époque, la fin de la guerre de Corée ne laisse présager rien de bon pour l'ensemble de l'industrie. Si l'Etat fédéral, promoteur du plan d'industrialisation, ne peut tirer beaucoup de recettes fiscales des exportations, il peut du moins promouvoir l'émergence économique et politique de la petite bourgeoisie étatique et l'intégration des deux secteurs de l'industrie aux dépens des ex-hacendados, exportateurs de matières premières.

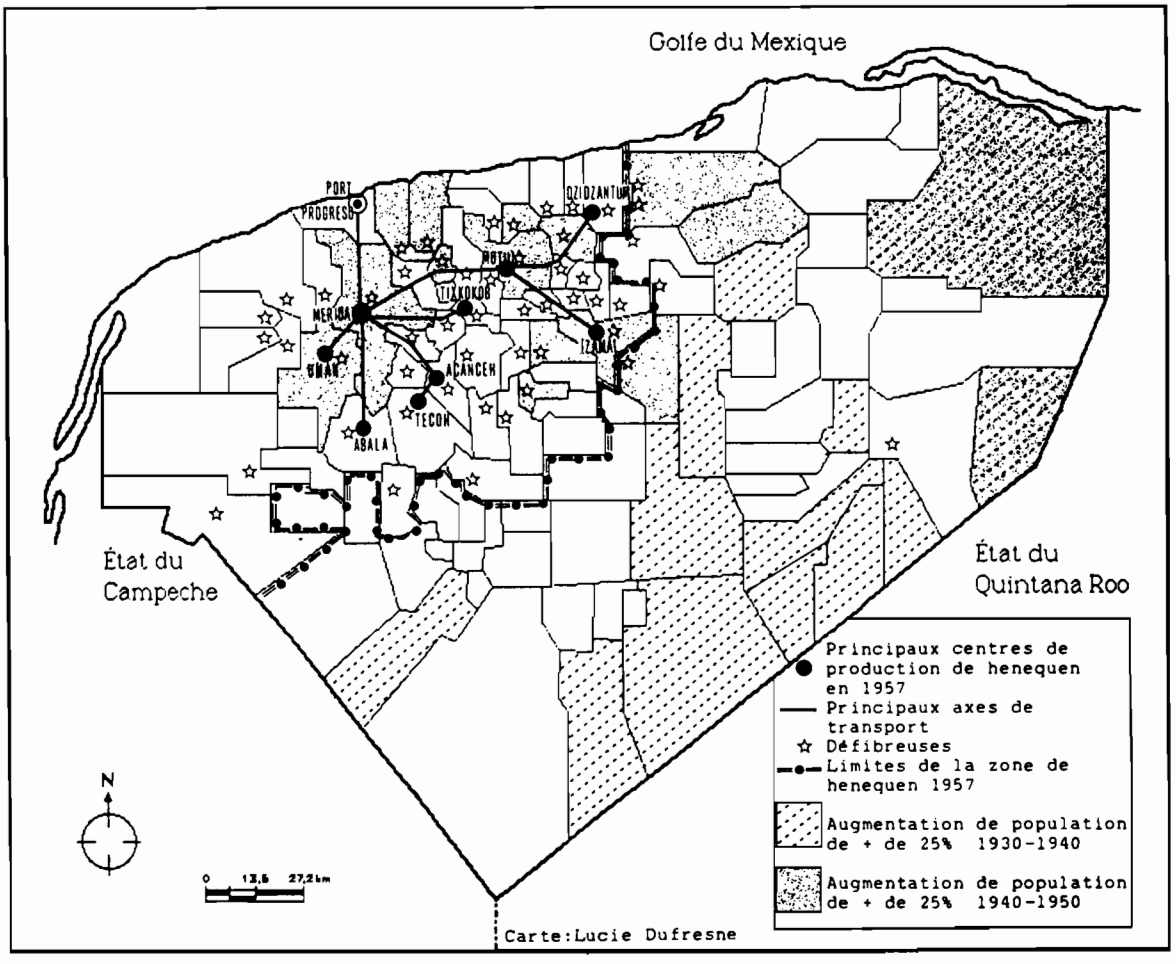
De 1953 à 1955, México fixe le prix du henequén pour le bénéfice des cordiers, au mépris des avantages comparés de l'exportation de fibre brute. Afin d'apaiser le sentiment autonomiste de la périphérie, un secteur de l'oligarchie composé cette fois de petits propriétaires yucatèques, également cordiers, gère le conseil d'administration de Henequeneros, en remplacement des industriels libanais. Le gouverneur de l'Etat n'est plus président de l'entreprise. Les fonctionnaires de la Banque Nationale de Crédit Ejidal reviennent en force au Yucatán et prennent peu a peu le contrôle de l'ensemble des masses rurales. Ils utilisent des subsides présidentiels pour faire travailler les ejidatarios à la construction de routes devant éventuellement mener à de nouveaux centres de défibrage ejidaux. Ceci permettrait aux bénéficiaires d'être totalement indépendants des petits propriétaires défibreurs. La CNC, de nouveau acquise au centre, et les instituteurs favorisent cette option. La CTM est davantage confinée au secteur urbain partout au Mexique par Ruiz Cortínez.

Etant donné la baisse de ses ventes, Henequeneros n'accorde que trois jours de travail par semaine aux ejidatarios, suivant leurs allégeances politiques. Les dirigeants de l'entreprise voient leur base sociale s'effriter d'autant plus vite que la Banque Nationale de Crédit Ejidal accorde aussi des prêts à long terme aux ejidos pour renouveler certains équipements. Enfin la corruption de l'association, à la fois sous la tutelle partielle de l'Etat fédéral et du secteur cordier de l'oligarchie, est dénoncée par les petits propriétaires: Henequeneros classe leur production trop sévèrement, de manière à acheter celle-ci à prix réduit. De plus, à la fin de 1954, le gouverneur de l'Etat, un ami personnel de Ruiz Cortínez, s'apprête à modifier unilatéralement le tarif de défibrage du henequén ejidal[28].

En février 1955, le ministre de l'Agriculture profite des plaintes des ex-hacendados pour liquider Henequeneros, bouc-émissaire que l'Etat mexicain a contribué à gérer avec les petits propriétaires

cordiers. D'une part, México ne peut se permettre que sa gestion du monopole, quoique partielle, soit mise en cause, qui plus est en période de récession. D'autre part la liquidation met par définition un terme au contrôle partiel exercé sur l'entreprise par le secteur cordier des oligarques. Fomento de Yucatán, jadis alimentée par les contributions ejidales à Henequeneros, subit le même sort que l'association[29].

Il est vrai qu'au moment de l'intervention fédérale, le bilan de l'entreprise henequenière se révèle inquiétant. Il y a 44 000 ejidatarios dans la zone, soit une augmentation de 20 000 travailleurs depuis 1942, et d'immenses superficies plantées d'agaves peu productives ou alors plantées d'agaves trop jeunes pour l'être. Ces mêmes ejidatarios ont du travail dans les plantations trois jours par semaine, comme au début des années 1940, et gagnent au maximum 22,6 pesos par semaine. L'entretien d'une famille de cinq personnes, uniquement sous la rubrique maïs, exige 12,6 pesos par semaine. De 1934 à 1953, le coût de la vie a augmenté de 537% et les salaires de 400%, alors que de 1934 à 1942, ils avaient crû de 105 et 50% respectivement. Les écarts ont diminué momentanément à l'occasion du boom de la fibre brute en 1950. En 1938, après la réforme agraire, plusieurs ejidatarios sans terres s'étaient déplacés vers l'est et le sud de l'état, pour pratiquer la culture du maïs. De 1940 à 1950, la population émigre de nouveau, soit vers les municipes de l'est de la zone du henequén, là où le rendement des plantations est le plus élevé, soit vers les espaces vides du Quintana-Roo (*cf.* carte)[30].



Source: ***Estudio económico de Yucatán,*** **1961.**

Carte - Processus socioéconomiques, Yucatán 1930-1957.

Pour leur part, les petits propriétaires s'adonnent moins qu'avant au défibrage du henequén ejidal. De 1951 à 1955, le nombre de défibreuses chute de 350 à 259: il y a décapitalisation de l'industrie. Conséquemment les ex-hacendados offrent moins d'emplois dans ce secteur aux ejidatarios ex-péons. Au contraire, de 1948 à 1955, le nombre d'entreprises du secteur cordier augmente de 70% et leurs investissements d'environ 500%. Les mises de fond sont surtout le fait de trois grandes firmes. Durant la décennie suivante, une nouvelle configuration du pouvoir achèvera de prendre forme au Yucatán, à la faveur des vicissitudes d'un monopole d'oligarques[31].

La réorganisation du secteur henequenier (1955-1963)

En 1955, la Banque Nationale de Crédit Ejidal morcelle le Grand Ejido en 272 sociétés de crédit. Plusieurs ex-employés du département agricole de Henequeneros, redevenus fidèles à México, gèrent les plantations de chacune des sociétés. L'institution fournit un crédit annuel aux ejidatarios. Les commissaires ejidaux, jadis liés au monopole, sont remplacés par d'autres commissaires ejidaux. Ils répondent du travail des bénéficiaires auprès des administrateurs mandatés par la Banque. Cette dernière prend aussi en charge les négociations avec les petits propriétaires sur le défibrage du henequén ejidal et vend la fibre brute à Cordeleros de México.

Il s'agit d'une nouvelle association exportatrice de produits manufacturés qui regroupe les propriétaires de corderies privées[32]. Tentons maintenant d'évaluer l'impact de la réorganisation sur l'ensemble du secteur henequenier et, plus particulièrement, sur la population ejidale.

Malgré le train de mesures précitées, la qualité de la production des plantations des ejidatarios ne s'améliore pas. Heureusement, la période de réorganisation se révèle une époque de relative prospérité dominée, de 1961 à 1964, par un boom d'exportations qui correspond à des tensions politiques dans les pays d'Afrique de l'Est producteurs de sisal. La compétitivité de la fibre brute comme du produit manufacturé s'explique par leurs bas prix. Dès 1960, le henequén manufacturé représente 51% de la valeur de la production industrielle de l'état. Ses ventes à l'étranger prospèrent bien davantage que celles du henequén brut, étant donné les priorités mexicaines[33].

Pourtant Cordeleros demeure insatisfaite, car elle juge que la Banque lui vend la fibre des ejidatarios à des prix trop élevés. Il est vrai que l'institution doit assurer la survie des bénéficiaires. De 1955 à 1963, leur population s'accroît de 44 000 à 57 000 travailleurs qui ne reçoivent pas de crédits pour la diversification agricole. Les cordiers les plus importants ne sont certes pas à plaindre. Ils obtiennent certaines quantités de fibre de manière frauduleuse en concluant des arrangements personnels avec des ejidatarios ou des employés de la Banque. Ils s'endettent aussi auprès d'elle ou auprès de banques privées pour compléter leurs achats de fibre brute. Qui plus est, ils possèdent également aux Etats-Unis des agences de vente et de distribution de produits de henequén manufacturé. Puisqu'ils font en même temps partie du conseil d'administration de Cordeleros de México, ils peuvent se permettre de fixer le prix des exportations de henequén manufacturé au désavantage de cette association mais pour le plus grand bénéfice de leurs entreprises situées au nord du Río Grande[34].

Durant la période de réorganisation, les petits propriétaires ne sont pas non plus désavantagés par la Banque pour ce qui est des contrats de défibrage du henequén ejidal. Seulement 20% de leurs machines sont achetées par l'institution pour les ejidatarios. Il est à considérer qu'à cette époque, l'organisme confie des postes importants à d'ex-gestionnaires de Henequeneros, issus de la petite bourgeoisie étatique ou de familles des petits propriétaires qui s'adonnent au défibrage. Dans le cas des dirigeants de la petite bourgeoisie, on peut estimer que l'oligarchie yucatèque se renouvelle; dans celui des administrateurs qui proviennent des familles d'ex-hacendados, on peut penser qu'elle se rénove. Elle n'a donc pas intérêt à encourager la diversification agricole au sein des communautés ejidales qui alimentent les défibreuses des ex-hacendados[35].

La situation des ejidatarios est évidemment plus précaire. Les critères pour l'autorisation d'un crédit annuel à chacune de leurs sociétés doivent être, en principe, la valeur de la production antérieure et l'étendue de la superficie plantée en henequén. De fait, la Banque octroie toujours des montants très réduits. De plus, les dirigeants ejidaux des sociétés de crédit s'attribuent souvent plus de tâches qu'ils n'en font ou utilisent certaines des sommes allouées pour leur bénéfice personnel. Cette dernière "option" se trouve facilitée par le fait qu'en 1962, les ejidatarios

qui désirent exploiter le henequén pour leur propre compte sur les terres non-utilisées de leur société peuvent le faire s'ils ont l'accord du gouvernement fédéral. Il s'agit là d'une tentative de privatisation indirecte qui a pour but d'améliorer la productivité henequenière. Elle profite aux mieux nantis des travailleurs ruraux, c'est-à-dire aux leaders des sociétés précitées, qui sont souvent les leaders de la CNC dans leur communauté villageoise. La plupart des travailleurs ruraux ne peuvent se permettre ce genre d'entreprise sans l'obtention de crédits officiels. Ceux-ci ne seront autorisés qu'en 1965. Ils n'ont pas non plus facilement accès aux terres communales vacantes. Le processus de différenciation des ejidatarios se poursuit[36].

C'est également durant cette période de réorganisation et de marché favorable que les petits propriétaires commencent à récupérer certaines de leurs plantations les plus rentables, à l'est de Mérida. Leur production de fibre augmente davantage que celle des ejidatarios. De 1956 à 1961, et surtout au moment du boom des exportations, au début des années 1960, l'on constate une brève amélioration du rendement à l'hectare du henequén yucatèque qui, selon les données des experts, est attribuable aux ex-hacendados. Ils sont tous affiliés à l'Union des Producteurs de Henequén qui s'occupe de leurs exportations de fibre brute[37].

Dans ces conditions, les motifs qui leur ont permis de récupérer certaines de leurs meilleures terres et qui ont facilité, par ailleurs, l'accaparement privatif d'espaces communautaires par des ejidatarios déjà privilégiés, méritent d'être examinés à la lumière de la situation de l'ensemble des tenures de la région. Il est d'abord à remarquer qu'en 1955, tout comme en 1937, les ejidos riches et les ejidos pauvres se retrouvent en conflit à propos des superficies qui leur sont dévolues. Les limites entre les petites propriétés et les communautés ejidales, et entre les communautés ejidales elles-mêmes, sont difficiles à localiser très exactement sur le terrain. Le Département Agraire fédéral, chargé en 1938 de l'application de la réforme agraire, disposait des textes des résolutions présidentielles. Les documents comportaient des spécifications précises à propos des superficies soustraites aux haciendas et allouées à chacun des ejidos, dans bien des cas de manière inéquitable. Il n'a pas procédé à l'arpentage des nouvelles plantations des petits propriétaires et des ejidatarios. Il n'a pas mesuré non plus, dans chacun des ejidos, les terres impropres à la culture de l'agave qui pouvaient être consacrées à d'autres activités agricoles. De 1938 à 1955, Henequeneros a donc semé du henequén sur des terres impropres à cette culture, là où elle le jugeait bon. L'association a gratuitement planté d'agaves les terres des petits propriétaires, sans se préoccuper de les distinguer de celles des ejidos sur le terrain. En 1955, après la liquidation de l'entreprise, l'on peut comprendre que les ingénieurs du Département Agraire, qui ne peuvent effectuer l'arpentage sans la collaboration gratuite de toutes les parties, se heurtent à de nombreuses difficultés. Les conflits entre petits propriétaires, ejidatarios ex-péons des haciendas et ejidatarios villageois traînent en longueur. Etant donné les imbroglios juridiques et les enjeux socio-économiques et politiques délicats que les différends suscitent, l'institution ne souhaite pas les régler ou ne les règle que partiellement, en arpentant, parfois, une portion de terrain objet d'un litige particulièrement violent[38].

Les ejidatarios villageois utilisent souvent les services d'instituteurs ruraux ou de la CNC pour essayer de récupérer l'usufruit de leurs domaines. Les petits propriétaires ont recours à des avocats. Les ejidatarios ex-péons des haciendas, qui souvent n'ont même pas de commissaire ejidal pour les représenter, bien qu'ils y aient droit lorsque leur nombre dépasse 10 personnes, doivent dépendre du commissaire ejidal et leader de la CNC du village le plus proche. Bien qu'il soit rare que l'une ou l'autre des parties obtienne clairement gain de cause devant les ingénieurs du Département Agraire, les ejidatarios ex-péons sont les plus défavorisés par cette situation des plus incertaines. Non seulement ils dépendent des commissaires ejidaux villageois pour l'accès à l'emploi dans les plantations collectives, mais aussi pour l'accès aux terres impropres à la culture du henequén. Les ejidatarios des villages pratiquent souvent l'élevage sur ces superficies. Si toutefois ces mêmes terres constituent un objet de litiges entre petits propriétaires et ejidatarios éleveurs des villages, les ex-hacendados demandent des *amparos*, jugements que la Cour Suprême peut mettre du temps à rendre. Ces différends génèrent le factionnalisme en milieu rural et facilitent au centre le contrôle politique de la zone. Il peuvent avantager en termes de tenures ceux des petits propriétaires et des ejidatarios villageois qui disposent de bons contacts politiques avec le parti-Etat. Ce n'est qu'en 1980, lorsque les petits propriétaires se désintéresseront progressivement de leurs plantations, par suite de la concurrence insurmontable qui est faite au henequén sur le marché international, que les

ejidos obtiendront, s'ils le désirent, l'arpentage gratuit de leurs terres, à la faveur d'un programme fédéral.

En définitive, de 1955 à 1963, la différenciation des masses ejidales relève du Département Agraire, de la CNC, des petits propriétaires défibreurs et de la Banque Nationale de Crédit Ejidal, qui, en 1962, prend le nom de Banque Agraire sans modifier réellement ses structures. Les composantes du conseil d'administration de la nouvelle institution seront encore davantage yucatèques, sans plus. Dans la foulée, l'absence de qualité de la production des ejidatarios est largement imputable au manque de motivation des masses rurales qui, bien qu'elles soient quelquefois l'objet d'attentions, sont plus fréquemment l'objet de répressions de type économique, voire politique, en ce qui concerne l'usufruit de leurs terres ou les emplois dans les plantations[39]. Les prix trop élevés de la fibre ejidale sont notamment le résultat de la corruption et du contenticux jamais résolu entre, d'une part, les cordiers et, d'autre part, les petits propriétaires défibreurs et la Banque. Cette dernière est également confrontée au problème de la croissance démographique des ejidatarios et aux pressions de leurs représentants issus de la CNC. L'intégration des branches agricole et manufacturière du secteur henequenier semble une utopie. En 1964, une nouvelle configuration du pouvoir perpétuera la segmentation des liens de l'ensemble des catégories sociales avec les représentants du centre.

La réorganisation de 1964 et ses conséquences

Dès le début des années 1960, les grandes corderies endettées estiment qu'après le boom des exportations, la part de leur production d'inégale qualité sur le marché nord-américain sera moins importante. Elles menacent l'Etat mexicain de vendre leurs entreprises à une banque canadienne. En 1964, au terme de la période de marché favorable, México nationalise toutes les firmes cordières et les regroupe sous la raison sociale Cordemex. Plusieurs ex-propriétaires de corderies sont embauchés aux côtés de Mexicains en tant qu'administrateurs de la nouvelle entreprise. Un autre segment de l'oligarchie se rénove.

A cette époque, la consommation mondiale de fibre naturelle diminue en conséquence du développement de l'industrie des fibres synthétiques. Qui plus est, les exportations par le secteur manufacturier yucatèque de corde à lier le foin, de qualité douteuse, doivent affronter la concurrence des nouvelles industries brésiliennes et tanzaniennes. Le Brésil et la Tanzanie, qui s'étaient prudemment limités jusque-là à accroître leurs ventes de fibre brute à l'étranger, décident de modifier la composition de leurs exportations de sisal. Les transnationales américaines, telle International Harvester, commencent à délaisser leur propre secteur cordier, étant donné la conjoncture.

Pour relancer les activités de Cordemex, México lui accorde le monopole de la production et de la distribution de la fibre manufacturée sur le marché interne et le monopole des exportations de toute la production de henequén. En 1970, l'entreprise n'enregistre qu'un maigre profit, attribuable aux prix élevés de la fibre sur le marché mexicain. En 1975, Cordemex fait face à la prolifération de corderies pirates qui captent 50% de son marché interne. Elles sont souvent la propriété d'ex-hacendados yucatèques. La même année, les corderies pirates sont légalisées, en raison de la baisse globale des ventes de Cordemex, engendrée par ses difficultés d'aprovisionnement en fibre brute de bonne qualité[40].

De 1964 à 1970, la part yucatèque sur le marché de la corde à gerber le foin chute de 44 à 26%. En 1980, l'entreprise doit importer de la fibre brute du Brésil pour survivre et ses exportations diminuent constamment. Les pertes qu'elle enregistre sont de plus de 600 millions de pesos. Cordemex n'arrive toujours pas à s'entendre avec la Banque sur le prix d'achat de la fibre brute ejidale. L'opposition des petits propriétaires et des cordiers perdure sous le couvert de conflits incessants entre les deux monopoles. Il est vrai que de 1964 à 1977, la population des bénéficiaires est passée de 57 000 à plus de 70 000 ejidatarios, avant de subir une épuration insuffisante. Les effectifs ouvriers de la firme nationalisée ont crû de 3 500 à 7 000 travailleurs. Bien que Cordemex ait entrepris un coûteux programme d'achat de défibreuses neuves au début des années 1970, 160 petits propriétaires concluent encore de coûteux contrats de défibrage avec la Banque. Rappelons que ce n'est que vers 1980 que les ex-hacendados délaissent en très grand nombre le secteur henequenier[41].

Les difficultés d'approvisionnement de Cordemex s'expliquent encore davantage, si l'on considère que de 1970 à 1980, selon les chiffres officiels, les superficies plantées d'agaves diminuent de 10% dans la zone, alors que la production ejidale et celle des

petits propriétaires chute de 40 et 17% respectivement. L'augmentation des crédits non-récupérés se poursuit en ce qui concerne les bénéficiaires de la réforme. Les sommes octroyées sont souvent détournées par les dirigeants ejidaux qui les manipulent. De plus, en 1976, les petits propriétaires, les administrateurs de Cordemex et leurs ouvriers s'opposent avec succès à ce que les machines à défibrer le henequén de la firme nationalisée deviennent, comme le souhaitait le gouvernement fédéral, la propriété des ejidos sous-capitalisés. Les premiers craignent évidemment de perdre leur clientèle ejidale. Les seconds prévoient l'aggravation de leurs problèmes d'approvisionnement. Ce sont surtout les masses rurales qui ont à subir cruellement les répercussions de l'absence d'intégration des deux branches de l'industrie. Leur motivation demeurera bien faible[42].

Un programme lancé par Cordemex, en 1965, pour accroître la production des petits propriétaires parcellaires de moins de 5 ha, la plupart du temps également ejidatarios, ne donne pas suffisamment de résultats en termes quantitatifs. Il profite surtout aux petits exploitants qui ont de bons contacts politiques et accentue la différenciation des travailleurs ruraux. L'Etat fédéral encourage alors de plus en plus la diversification agricole par la culture du maïs, la production de fruits citrés et l'élevage pour ce qui est du Yucatán. En 1980, ces programmes ont à peine été mis en place à l'est de la zone du henequén, là où sont situées les meilleures plantations. Ce sont surtout les ejidatarios-petits propriétaires de moins de 5 ha et, dans une moindre mesure, le commun des travailleurs ejidaux de l'ouest de la zone qui recueillent le bénéfice des nouvelles initiatives. La sous-région ouest est faiblement peuplée par rapport à la première. Ils deviennent donc des semi-prolétaires à tendance paysanne, employés à temps partiel par des ex-hacendados reconvertis à l'élevage ou par des petits propriétaires ejidatarios, souvent influents à la CNC. Par contre, de nombreux travailleurs ruraux à l'est de Mérida deviennent des sous-prolétaires du secteur henequenier en déconfiture. Ils doivent émigrer vers la capitale bien davantage que ceux de l'ouest[43].

Les ejidatarios ex-péons des haciendas des deux sous-régions, qui ont parfois été réunis en petits groupes solidaires pour l'obtention de crédit rural durant les années 1960, ne disposent toujours pas de bons contacts avec le parti-Etat, étant donné leur dépendance des petits propriétaires restants qui constituent leur plus sûre source d'emploi. Les ejidatarios villageois sans travail ont sans doute plus de facilité que les ex-péons à émigrer à la capitale. Ils sont mieux alphabétisés et possèdent parfois quelques appuis politiques. L'émigration vers d'autres régions du Mexique ou d'autres pays n'est pas fréquente. Ce sont surtout les travailleurs ruraux du sud et de l'est du Yucatán qui se dirigent vers Cancún[44].

En 1980, l'industrie du henequén réprésente encore plus de 50% de la valeur de la production industrielle de la capitale, et 40% de la valeur de la production du Yucatán. La population de la ville de Mérida est passée de 240 000 à 400 000 habitants en 10 ans. Les revenus annuels moyens des populations rurales et urbaines de la zone de plantations sont l'équivalent de 3 470 francs et 6 730 francs respectivement. Les populismes de la CNC et de la CTM sont parfois débordés par l'automobilisation périodique des masses en mal d'emploi, conséquence de la récession henequenière[45].

En 1984, le président De la Madrid annonce que le gouvernement du Yucatán devra se porter responsable de la gestion de l'ensemble de l'industrie dont le financement sera assuré par México. La situation s'inverse par rapport à 1942, alors que le secteur henequenier était presque entièrement laissé à l'Etat fédéré en période de prospérité. Il s'agit donc d'un nouveau type de décentralisation du pouvoir issu de l'épuisement du modèle d'industrialisation promu par le centre après 1950. Depuis, d'autres industries comme le tourisme, le textile et les pêcheries se sont développées à Mérida et autour du port de Progreso. Elles sont souvent la propriété d'ex-cordiers libanais ou d'entreprises étrangères. Les masses rurales continuent de se diriger vers la capitale. L'étude de leur absorption aléatoire et encore inachevée est du ressort des sociologues, des démographes et des économistes[46].

Changements et continuités

La concurrence étrangère nuit au secteur henequenier du Yucatán, en particulier, après 1948. Néanmoins, le processus d'évolution des configurations du pouvoir qui s'accélère dans l'état périphérique à partir de 1935, pour ne se stabiliser qu'en 1964, la facilite et contribue fortement à perpétuer le sous-développement de la région. Les jeux de pouvoir américano-mexicano-yucatèques se soldent durant cette période, selon le voeu de México, par l'émergence d'une petite bourgeoisie étatique, qui constitue une émanation des effectifs peu

nombreux des classes moyennes urbaines et rurales et même du secteur ejidal. Ils provoquent cependant la rénovation de certains segments de l'oligarchie, la constitution d'une oligarchie renouvelée, issue de cette même petite bourgeoisie étatique, et la différenciation dans la pauvreté des masses rurales.

En 1937, l'Etat fédéral impose son projet agrariste en se forgeant une clientèle de privilégiés parmi les petits fonctionnaires, les instituteurs et les ejidatarios villageois, ces derniers obligés de la CNC. Ils constituent les agents de la répression de l'oligarchie des ex-hacendados et de la main-d'oeuvre qui lui est acquise, celle des ex-péons des haciendas. Subséquemment, durant la période de guerre et des premières années de la reconstruction européenne, México, étant donné ses liens privilégiés avec les Etats-Unis et certains avantages fiscaux, abandonne sa clientèle au contrôle et parfois à la répression économique et politique du monopole Henequeneros de Yucatán. Ce dernier est administré par des fonctionnaires de l'état yucatèque et quelques petits propriétaires, flanqués des ejidatarios ex-péons des haciendas.

En 1948, au moment où la concurrence étrangère se fait de plus en plus sentir, l'oligarchie yucatèque se segmente définitivement, à la faveur des manipulations du marché par les transnationales nord-américaines. Elle s'adonne ensuite à la spéculation davantage qu'auparavant, en conséquence de l'insécurité économique que cordiers et petits propriétaires, déjà divisés par leurs priorités commerciales, éprouvent face à l'imprévisibilité de la politique fiscale du centre. Les deux factions sont loin d'être incitées par l'Etat fédéral à s'entendre pour arriver à une production quantitativement équilibrée et de bonne qualité. México laisse Henequeneros accentuer les tensions entre les oligarques.

Enfin, en 1951, le président Miguel Alemán intervient au Yucatán dans le but de réaliser un programme d'industrialisation aux avantages comparés limités, qualifié de nationaliste. Pour arriver à ses fins, il coopte certains éléments du secteur cordier privé, de la petite bourgeoisie étatique et quelques groupes d'ejidatarios. Il procède aussi à la répression politique de toute forme d'opposition. Le puissant segment de l'oligarchie des petits propriétaires, ceux des fonctionnaires de Henequeneros qui leur sont restés fidèles et une majorité des ejidatarios subissent les répercussions économiques négatives de l'intervention mexicaine. La violence sévit dans les campagnes.

A partir de 1953, México prône une nouvelle politique de développement stabilisateur, sans modifier son projet d'industrialisation. Le parti-Etat coopte, à force de subsides et de privilèges, une portion non négligeable de la petite bourgeoisie et des masses ejidales villageoises de la CNC qui, par opportunisme ou par nécessité, avaient fini par se ranger du côté de Henequeneros de Yucatán. Etant donné l'opposition des petits propriétaires et de leurs ex-péons ejidatarios à l'industrialisation, le factionnalisme continue par la suite de sévir à l'état endémique dans la zone du henequén. Il est, en dernière analyse, toujours contrôlé au prix fort par le parti-Etat, qui doit intervenir de plus en plus, surtout en période de récession henequenière, pour assurer la paix sociale et la survie d'ejidatarios manipulés et démotivés.

De 1955 à 1964, le centre n'est parvenu que de manière bien formelle à instaurer une configuration de pouvoir plus stable au Yucatán. Malgré la gestion des sociétés de crédit ejidales par la Banque Agraire qui relève de México et la nationalisation de Cordemex, les deux branches du secteur henequenier ne se sont toujours pas intégrées. Elles demeurent, jusqu'aux années 1980, les lieux du pouvoir de groupes fort divisés de l'oligarchie et de leurs clientèles respectives d'ejidatarios et de petits fonctionnaires qui ont su s'accommoder de l'interventionnisme mexicain. Leurs leaders jouissent d'une grande autonomie. Les catégories sociales dominantes du Yucatán et celles "d'en bas" qui leurs sont obligées entretiennent donc encore des liens segmentés avec l'Etat fédéral. Elles se définissent, le plus souvent, par les privilèges qu'elles peuvent obtenir de leurs représentants mexicains ou yucatèques et n'agissent pas en interaction avec le centre. Elles contribuent ainsi à l'inefficacité de sa politique d'industrialisation mise en oeuvre en 1951, et dont les avantages comparés étaient, rappelons-le encore une fois, plus qu'aléatoires. Le marasme économique et social du Yucatán, de 1964 à 1980, est le produit de jeux de pouvoir à caractère répétitif, entre le parti-Etat "développementiste" et les factions de *beati possidentes* de la périphérie, factions auxquelles les masses rurales sont intégrées dans la dépendance et l'indigence, lorsqu'elles ne vont pas grossir les rangs du secteur informel de Mérida. La configuration d'une telle dynamique est l'aboutissement d'un processus politique réglé, en définitive, par un pouvoir étatique qui se veut de plus en plus coextensif à la société civile[47].

Notes et références

Archives du Département Agraire, Mérida, Yucatán: DA.
Archivo General de la Nación (Presidentes), México: AGN.

1 Gilbert M. Joseph, *Rediscovering the Past at Mexico's Periphery*, essays on the history of modern Yucatán. Tucaloosa, University of Alabama Press, 1986, pp. 109-127; Marie Lapointe, "Indigénisme et réforme agraire au Yucatán, 1922-1924", *Etudes mexicaines* 5, 1982; DA: pour la période 1917-1980, étude d'un échantillon de 20 dossiers de dotations (*dotaciones*) et d'agrandissements (*ampliaciones*) d'ejidos. Toutes époques confondues, l'échantillon comporte au moins 48% de la population ejidale totale. Dans chacun des dossiers mentionnés ci-dessous, des ejidos d'haciendas sont intégrés aux dossiers des ejidos villageois qui sont, de fait, des ejidos de chefs-lieux de municipes. Les communautés ejidales ont été selectionnées en quatre groupes suivant leur localisation par rapport à Mérida et ensuite tirées au hasard. Il s'agit d'Abalá, Acanceh, Baca, Bokobá, Conkal, Chixchulub, Chocholá, Halachó, Izamal, Kanasín, Kinchil, Kopomá, Maxcanú, Motul, Samahil, Tixcocob, Timucuy, Tixpeual, Ucú, et Umán.

2 Othón Baños Ramírez, "Los sindicatos agrarios en Yucatán en un periodo de transición", Québec, communication au congrès annuel de l'Association Canadienne des Etudes Latino-Américaines, octobre 1989; entrevue avec l'historien Antonio Betancourt Pérez, Mérida, juillet 1989; entrevue avec des ex-péons et l'ex-propriétaire de l'hacienda Tedzidz (Kinchil), Yucatán, juillet 1989.

3 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise in México*, the political economy of Yucatan's henequén industry, Tucaloosa, University of Alabama Press, 1987; Othón Baños Ramírez, *Yucatán: ejidos sin campesinos*, Mérida, Universidad Autónoma de Yucatán, 1989; Antonio Betancourt Pérez, *Revoluciones y crisis en la economía de Yucatán*, Mérida, Maldonado, 1986; Pedro Echeverría, *La política en Yucatán en el siglo xx*, Mérida, Maldonado, 1985.

4 Pour l'étude des coalitions de pouvoir dans les organisations: Philippe Bernoux, *La sociologie des organisations*, Paris, Seuil, coll. Points n° 180, 1985; Henry Mintzberg, *Le pouvoir dans les organisations*, Paris, éd. d'organisation, 1986; pour l'économie politique des relations entre le Mexique et les Etats-Unis: Robert Gilpin, *The Political Economy of International Relations*, Princeton, Princeton University Press, 1987; pour une approche sociologique des rapports entre entité fédérale et entités fédérées au Mexique: Alain Touraine, *La parole et le sang*, Paris, éd. Odile Jacob, 1988.

5 Jean Meyer, *La révolution mexicaine*, Paris, Calmann-Levy, 1973, pp. 260-264.

6 *Idem*, pp. 203-209; Pedro Echeverría, *La política en Yucatán en el siglo xx*, p. 93: Ed. Gobierno del Estado de Yucatán, *El ejido henequenero de Yucatán* (1e partie), México, 1941, p. 547.

7 DA: étude de notre échantillon ejidal pour les années 1937-1938; Ed. Gobierno del Estado de Yucatán, *El ejido henequenero* (1e partie), pp. 34-59, 114, 139, 198-211, 291 et (2e partie), p. 151; Marie Lapointe, "La reforma agraria de Cárdenas en Yucatán", *Relaciones*, hiver 1985.

8 Esteban Durán Rosado, *Cárdenas y el gran ejido henequenero*, México, Costa-Amic, 1963, pp. 48-65.

9 Ed. Gobierno del Estado de Yucatán, *El ejido henequenero de Yucatán* (2e partie), pp. 65-73; DA: dossiers "Dotación" et "Ampliación" de Motul et Tixcocob (1935-1941); Antonio Betancourt Pérez "Episodios históricos", *Revista de Yucatán* (janvier-février 1969); AGN (Presidentes), Avila Camacho, 544.5/101, Novelo Torres al Pres. 26.3.1942; AGN, AVC, 544.5/101, Arsenio Lara al Pres. 7.4.1942; AGN AVC, 404.1/102, Sría. Pres. a Arsenio Lara 7.5.1942; AGN AVC, 705.2/229, Gob. Estado al Pres. 30.5.1942; AGN AVC, 404.1/102, Arsenio Lara al Pres. 6.6.1942; AGN AVC, 705.2/229, Sría. Pres. a Ramón Beteta 5.6.1942.

10 Josefina Zoraida Vázquez et Lorenzo Meyer, *México frente a Estados Unidos (1776-1980)*, México, El Colegio de México, 1982, pp. 180-188; AGN AVC, 705.1/229, Arsenio Lara al Pres. 29.5.1942; *Informe del Gob. Torres 1942*, Mérida, 1943, pp. 62-75.

11 *Informe del Gob. Torres 1942*, pp. 62-75; "Informe del Gob. Torres 1943" in *Magazine Financiero*, Mérida, février 1944, pp. 31-36.

12 AGN AVC, 404.1/102, Arsenio Lara al Pres. 1.1.1943; entrevue avec Antonio Betancourt Pérez, juillet 1989; "Conclusiones a que llegó la primera conferencia de mesa redonda a que convocó la Sociedad Andrés Quintana Roo", *México Agrario*, oct-déc. 1945.

13 Entrevue avec Antonio Betancourt Pérez, juillet 1989; AGN AVC, 565.4/20-2, Memo Henequeneros al Srío. de Hacienda, août 1946; AGN AVC, 565.4/20, Sría. Gob. al Pres. Rep. 27.11.1946; "Comité para la defensa económica de Yucatán", *Diario de Yucatán*, 28.9.1949, p. 5; Dr. Samuel Aguilar Sarmiento, "La asistencia social en el ejido henequenero de Yucatán", *Asistencia social*, Mérida, avril-juin 1953; "Editorial Ferrocarriles Unidos de Yucatán", *Boletín de industria*, Mérida, 15.11.1952; pour le nombre d'analphabètes et de monolingues mayas: compilation in *Censo de población del estado de Yucatán 1940*, México, Sría. de Economía Nacional, 1943.

14 Pedro Echeverría, *La política en Yucatán en el siglo xx*, pp. 103-113; Jorge Tomás Vera Pren, "La industria henequenera en la perspectiva histórica", *Historia y economía*, Mérida, janvier 1983; *Informe de Henequeneros de Yucatán, 1948*, Mérida, 1949, p. 6; Oscar Soberón Martínez, *La industria henequenera en Yucatán: los costos de desfibración*, México, Centro de Investigaciones Agrarias, 1959, pp. 140-147.

15 "Precisiones de la Cámara Nacional de Industria de Transformación", *Boletín de industria*, 15.7.1950, pp. 15-19; Pedro Echeverría, *La política en Yucatán en el siglo xx*, p. 105; Jorge Tomás Vera Pren, "La industria henequenera en la perspectiva histórica", p. 34; Raymond Vernon, *Le dilemme du Mexique*, Paris, éd. ouvrières, 1966, pp. 112-114; "Informe que rinde el señor Javier Molina Castillo", *Boletín de industria*, 15.1.1950, p. 15; S.A., "Un acto tardío", *Boletín de industria*, 15.4.1950, p. 20.

16 "Dividendos a los ejidatarios", *El Sisal*, Mérida, (mensuel) juin-novembre 1949; entrevues avec le petit propriétaire de l'hacienda Kuxub (Baca), avec l'ex-propriétaire de l'hacienda Tedzidz (Kinchil) et avec le président de l'Unión de Productores Henequeneros, juillet 1989, p. 38; D.A., dossiers "Dotación"et "Ampliación" pour Baca, 1944-1980; *idem* pour Motul 1948-1952; population ejidale en 1942: 23 800 bénéficiaires in Fernando Peraza Medina, "El problema henequenero de Yucatán", *México agrario*, oct.-déc. 1944, p. 240; population ejidale en 1951: 34 346 bénéficiaires in *Informe de Henequeneros de Yucatán 1951*, Mérida, 1952, p. 49.

17 Luis Medina, *Civilismo y modernización del autoritarismo*, México, El Colegio de México, coll. Historia de la Revolución Mexicana n°20, 1982, pp. 151-175.

18 "Informe que rinde el señor Javier Molina Castillo", *Boletín de industria*, 15.1.1950, p. 15; S.A., "Un acto tardío", *Boletín de industria*, 15.4.1950, p. 20; "Precisiones de la Cámara Nacional de Industria de Transformación", *Boletín de industria*, 15.7.1950, pp.16-19; Raymond Vernon, *Le dilemme du Mexique*, pp. 112-114; Josefina Zoraida Vázquez et Lorenzo Meyer, *México frente a Estados Unidos*, pp. 192-198.

19 *Informe de Henequeneros de Yucatán, 1949*, Mérida, 1950, pp. 7-10; S.A., "La producción de fibras duras en 1948", *El Sisal*, novembre 1949, p. 19; SARH éd., *Programa de desarrollo agropecuario para la zona henequenera*, México, 1974, p. 19.
20 "Iniciativa del Gob. del Estado", *El Sisal*, juillet 1949; Lorenzo et Pedro Manzanilla, "Estudio sobre la escritura y ley constitutiva de productores de artefactos de henequén", *Diario de Yucatán*, 13.7.1950., p. 8; AGN, Alemán, 252/685-30, Marentes al Pres. 3.6.1952.
21 Jorge T. Vera Pren, "La industria henequenera en la perspectiva histórica", p. 34; S.A., "Hacia un contrato de maquila legal y justo" et "Los explotadores...", *El Sisal*, oct. 1949, pp. 19-20; Antonio B. Pérez, *Revoluciones y crisis en la economía de Yucatán*, pp. 131 et 145; pour les dividendes et salaires des travailleurs: *El Sisal*, juillet-novembre 1949; *Informe de Henequeneros de Yucatán 1951*, p. 29; "Unión de zonas ejidatarias de Yucatán", *Diario de Yucatán*, 17.4.1949; "A todos los ejidatarios de la zona henequenera", *Diario de Yucatán*, 25.10.1949; *Informe del Gob. José González Beytia 1949*, Mérida, 1950, p. 31.
22 "Normalización del comercio exterior", *El Sisal*, août 1950, p. 45; AGN Alem., 008.2/6362, memo Beytia al Pres., avril 1950, p. 10; AGN Alem., 611/2421, memo Beytia al Pres., décembre 1950.
23 "Precisiones de la Cámara..." *Boletín de industria*, pp. 16-18; S.A., "Editorial", *Boletín de industria*, 15.2.1952; AGN Alem., 008.2/6362, Carlos E. Salazar al Pres., 8.5.1951; *Informe de Henequeneros de Yucatán 1951*, pp. 7 et 31; S.A., "Las facultades del Ejecutivo Federal en materia de economía", *Boletín de industria, 15.2.1951*.
24 "El seguro social en Yucatán", *Boletín de industria*, 15.8.1951; AGN Alem., 252/12414, tout le dossier 1951, octobre en particulier; *Informe de Henequeneros de Yucatán*, 1951, p. 7.
25 AGN Alem., 008.2/6362, S.A., "Consideraciones sobre el plan Alemán de fomento agrícola y de industrialización nacional: el caso concreto de Yucatán", avril 1950; S.A., "El mercado de fibras duras", *Boletín de industria*, 15.2.1951, p. 9.
26 AGN Alem., 008.2/26153, Jesús A. Delgado al Pres., 8.7.1952; AGN Alem., 008.2/6362, Informe S.A. a Rogelio de la Selva, octobre 1952.
27 AGN Cortines 543.1/2, Comité pro-reivindicación del Gran Ejido al Srío. de Gobernación, 23.5.1953; AGN Cort., 543.1/2, José Quevedo al Srío. de Gobernación, 30.5.1953; AGN Cort., 565.4/15, Candelario Reyes a Gilberto Loyo, 25.5 et 9.6.1953; Josefina Zoraida Vázquez et Lorenzo Meyer, México frente a Estados-Unidos, pp. 194-197.
28 Entrevue avec l'historien Antonio B. Pérez, juillet 1989; *Informe del Gob. Víctor Mena Palomo 1953*, Mérida, 1954, pp. 13, 22-24; *Informe del Gob. Víctor Mena Palomo 1954*, Mérida, 1955, pp. 15, 75-82; AGN Cort., 565.4/15, Com. ej. zona hen., CNC al Pres. 3.5.1954; AGN Cort., 565.4/15, Liborio Gómez a Gilberto Loyo: al margen del remitido del *Diario de Yucatán*, 1954; AGN Cort., 565.4/15, Ing. Ermilo Casares al Pres., 30.10.1954.
29 AGN Cort., 565.4/15, memo Presid. Rep., février 1955; Olga Pellicer de Brody et José Luis Reyna, *El afianzamiento de la estabilidad política*, México, El Colegio de México, coll. Historia de la Revolución Mexicana n° 22, 1981, pp. 31, 37, 73-83; AGN Cort., 565.4/15, Braulio Méndez al Pres., 19.7.1955.
30 Oscar S. Martínez, *La industria henequenera*, pp. 17-28, 31-35; Antonio B. Pérez, *Revoluciones y crisis en la economía de Yucatán*, pp. 144-145; Emilio Alas Patiño, "La población de Yucatán, problemas demográficos", *in* Enrique Beltrán, *Los recursos naturales del Sureste* (t.3), México, 1959, p. 306; Manuel Mesa Andraca, "La situación henequenera en Yucatán", in *Problemas agrícolas e industriales de México* (vol. 7, n° 2), México, 1955, p. 302.
31 Oscar S. Martínez, *La industria henequenera*, pp. 17-28, 31-45; Manuel Mesa Andraca, "La situación henequenera en Yucatán", p. 302; Andrés Ruz Quintal, "Problemas económicos del henequén", México, tesis de economía, UNAM, 1955, pp. 120-136; pour 1955: étude des dossiers "Dotación" et "Ampliación" de nos 20 ejidos de la zone du henequén a la Delegación de la Sría. de la Reforma Agraria, en particulier: D.A. Dot. Acanceh, Com. ej. al Pres. E.U.M., 23.4.1956 et 28.2.1957, V. Villanueva a Ing. Adán Cárdenas Alonso et Ing. Cárdenas Alonso a Jefe del D.A., 8.4.1957; entrevue avec le président de la Unión de Productores Henequeneros, juillet 1989.
32 AGN Cort., 565.4/15, Higinio Méndez y demás firmantes al Pres., 25.2.1955; AGN Cort., 565.4/15, Rodolfo López Sosa al Pres., 26.5.1955; *Diario de Yucatán* 10 et 19 mars, 10 juin 1955; *Informe del gobernador Víctor Mena Palomo, 1956*, Mérida, 1957, pp. 79-80.
33 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 101-104.
34 Jorge T. Vera Pren, "La industria henequenera en la perspectiva histórica", pp. 36-37; Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 95-96.
35 Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan (1955-1980)*, London, University of London, Institute of Latin American Studies, occasional papers n° 18, 1988, p. 12; Oscar Soberón Martínez, *La industria henequenera*, pp. 17-28 et 31-45; Gustavo de Anda, *Las cuerdas políticas del henequén*, México, Instituto de Investigaciones Sociales y Económicas A.C., 1961, p. 34; entrevue avec l'historien Fidelio Quintal, Universidad de Yucatán, été 1989.
36 Othón Baños Ramírez, *Yucatán: ejidos sin campesinos*, pp. 271-280; Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, pp. 12-14; Manuel Pasos Peniche, *El Banco Agrario, la industria henequenera y la diversificación agropecuaria de Yucatán*, Mérida, 1966, pp. 10-18.
37 *Censo agrícola, ganadero y ejidal, Yucatán 1960*, tableau 1, México, Sría. de Industria y Comercio, 1965; *Censo agrícola, ganadero y ejidal, Yucatán, 1970*, tableau 1, México, Dir. Gen. de Estad., 1975, SARH (Mérida), *Ecotécnica agrícola*, août 1979, pp. 35-39; Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, pp. 7-14; *Informe del gob. Víctor Mena Palomo*, 1956, pp. 79-80.
38 Entrevue avec le sous-délégué de la Delegación de la Sría. de la Reforma Agraria, Mérida, juillet 1989; D.A., "Dotación" et "Ampliación", en particulier Adán Cárdenas Alonso a Com. ej. 8.4.1957 et Adán Cárdenas Alonso a Jefe D.A. 26.4.1957; voir aussi les dossiers suivants pour la période 1955-1980: Dot. et Ampli. Baca, Dot. Tixpeual, Dot. et Ampli. Tixcocob, Dot. Izamal, Dot. Kinchil, Dot. Maxcanú, Dot. et Ampli. Chocholá.
39 Entrevue avec le sous-délégué de la Sría. de la Reforma Agraria, Mérida, juillet 1989; D.A. Dot. et Ampli. Acanceh, 1955-1957 et, en particulier, V. Villanueva a Ing. Adán Cárdenas Alonso, 1.4.1957, Jorge Gutiérrez a Franco Aguilar, 11.4.1984; entrevue avec le petit propriétaire de l'hacienda Kuxub de Baca; D.A. Baca, Ampli., 30 ex. a Adán Cárdenas Alonso, 15.7.1958 et Pedro Salinas a Augusto Gómez, 24.2.1972; D.A. Dot. Tixpeual, 1955-1958; D.A. Dot. et Ampli. Kanasín, Ing. Gómez al Delegado del D.A., oct. 1956; D.A. Dot. Maxcanú, Com. ej. al Delegado del D.A., 18.7.1960 et 16.10.1961, Com. ej. a Enrique Gamboa Alonso, 16.10.1961; Manuel Pasos Peniche, *El Banco Agrario*, pp. 8-9.
40 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 96, 102-104, 107-109, 114; Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, p. 29; entrevue

avec l'anthropologue Salvador Rodríguez Llosa, Universidad de Yucatán, juillet 1989.

41 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 104, 112, 138-140; Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, pp. 18, 20, 23-24; entrevue avec le président de l'Unión de Productores Henequeneros, juillet 1989.

42 Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, pp. 21, 26-32; SARH (Mérida), *Ecotécnica agrícola*, pp. 35-39; SPP éd., *Pider, Yucatán* (brochure), 1980; Othón Baños Ramírez, *Yucatán: ejidos sin campesinos*, pp. 271-280.

43 SARH (México), *Programa de desarrollo para la zona henequenera*, 1974, pp. 77-81; SARH (Mérida), *Ecotécnica agrícola*, pp. 49-50; Roberto Escalante, *The State and Henequen Production in Yucatan*, pp. 27-28; Ed. Gob. del Estado, *El ejido henequenero de Yucatán* (1° partie), p. 547; entrevue avec le petit propriétaire de l'hacienda Kuxub, Baca, juillet 1989; D.A. Dot. et Ampli., Izamal et Halachó 1955-1989; D.A. Dot., Maxcanú 1955-1989; Sría. de Agricultura y Ganadería (Mérida), *Desarrollo de la ganadería en Yucatán*, 1967; SPP éd., *Pider, Yucatán* (brochure), 1980; calculs effectués à partir des ouvrages suivants: *Regiones económico-agrícolas de México (Yucatán)*, México, Sría. de Agricultura y Fomento, 1936 (annexes sur l'élevage); *Censo agrícola, ganadero y ejidal, Yucatán 1960*, tableaux 1 et 9; *Censo agrícola ganadero y ejidal, Yucatán, 1970*, tableaux 1-4-6; SARH (Mérida), statistiques non-publiées de la production agricole du Yucatán, 1979-1981; *Censo general de población, Yucatán, 1970*, México, Dir. Gen. de Estado, 1974; *Censo general de población y vivienda, Yucatán, 1980*, vol. II, tome 31, México, SPP, 1983, tableaux 1-2-5-9-13-14-15; *Manual de estadísticas básicas de Yucatán*, tome I, México SPP, 1982, tableaux 3.1.1.1, 3.1.1.2, 3.1.1.3, 3.1.1.4, 3.1.2.1, 3.1.2.2.

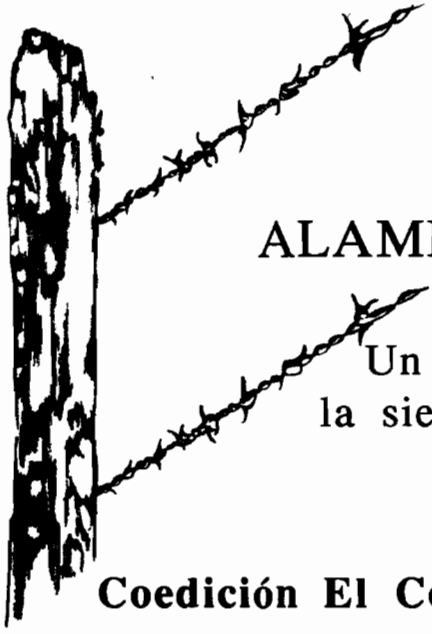
44 Manuel Pasos Peniche, *El Banco Agrario*, pp. 10-14; entrevue avec le petit propriétaire de l'hacienda Kuxub, Baca, juillet 1989; entrevue avec le géographe mexicaniste Robert Quesnel, Orstom, Paris, au sujet des émigrations municipales, 3 mai 1990.

45 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 123 et 148-149; Othón Baños Ramírez, *Yucatn: ejidos sin campesinos*, pp. 283-287; Iván Menéndez, *Lucha social y sistema político en Yucatán*, México, éd. Grijalbo, 1981; *Yucatán, informe económico*, Mérida, SPP, 1982 ("Apéndice estadístico"); *Censo general de población y vivienda, Yucatán, 1980*, vol. II, tableaux 1-2-5-9-13-14-15; entrevue avec le géographe mexicaniste Robert Quesnel, Orstom, Paris, au sujet des émigrations municipales, 3 mai 1990.

46 Jeffery Brannon et Eric Baklanoff, *Agrarian Reform and Public Enterprise*, pp. 151-184.

47 Alain Touraine, *La parole et le sang*, pp. 45-49 et 79-80; Henri Favre, "L'Etat et la paysannerie en Mésoamérique et dans les Andes", *Etudes rurales* n°s 81-82, 1981, pp. 34-36.

En prensa



Hubert Cochet

ALAMBRADAS EN LA SIERRA

Un sistema agrario en México:
la sierra de Coalcomán, Michoacán

Coedición El Colegio de Michoacán, ORSTOM, CEMCA

La movilidad de la población rural en el centro del estado de Veracruz: colonización agrícola y crisis de la tenencia de la tierra

Luc Cambrezy*

Las migraciones rurales en México: un problema esencial y mal conocido

En México, por razones aún no muy claras, el municipio de nacimiento de los habitantes encuestados queda excluido de los censos de población. Esta laguna es el origen de la ausencia de estudios precisos sobre las migraciones inter e intra-regionales —salvo, claro, si a uno le basta con la información relativa al estado de origen de la población.

Frente a la ausencia de datos, los estudios se han centrado mucho más en los grandes movimientos de población orientados hacia las ciudades a partir del análisis de las tasas de crecimiento demográfico —México y los grandes polos industriales particularmente (Cossío 1986)— que sobre las formas de movilidad específicas del medio rural. A veces, algunas encuestas puntuales mostraron la existencia de una migración "a corta distancia", pero esto aún es insuficiente para evaluar la amplitud del problema en los dos niveles, nacional y regional.

El problema de las lagunas censales es tanto más grave cuanto que puede tener importantes consecuencias en materia de comprensión del mundo rural. Haciendo falta datos, el riesgo consiste en considerar la migración basándose no sólo en lo que ésta tiene de más importante, sino también de más exagerado; por supuesto, lo más exagerado es el éxodo rural. Ahora bien, el peligro es caer en una percepción reductora de los fenómenos migratorios, los cuales justamente no se limitan sólo a esta forma de movilidad. Hecha la referencia a las economías campesinas en crisis y/o a los espejismos de la ciudad, el análisis puede quedarse corto, y dar por entendido que el estudio de las causas de las migraciones puede satisfacerse con una clasificación demasiado dualista que opone la ciudad al campo. Es aquí donde encontramos un determinado enfoque de los objetos de estudio construidos a partir de los datos existentes; sucede que "[...] Lo que mejor controlamos, son las hipótesis que nos arriesgamos a hacer y los modelos que nos atrevemos a construir. Pero ni estos modelos ni estas hipótesis tienen relación directa con esta realidad casi siempre insospechable, multiforme y polisémica" (Couty 1989).

Sin embargo, a pesar de la falta de información sobre el origen de los habitantes, los censos de población proporcionan un inventario detallado de las localidades y de la población por localidad.[1] Ofrecen además la definición de la categoría política de cada localidad; estatus de interpretación difícil que resulta de una combinación compleja entre el tamaño de la localidad, la componente étnica y las relaciones de poder entre las localidades cercanas: ranchos, rancherías, congregaciones...

Estos datos han sido utilizados sobre todo por los historiadores especialistas de la época final del porfiriato y de principios de la Revolución. Con respecto a la ambigüedad de esta tipología, así como a su variabilidad semántica según las regiones, veremos que la explotación estadística de esta información corrió con distinta suerte; es necesario, sin embargo, aclarar que estos datos no suscitaron entusiasmo entre los demógrafos o los geógrafos a pesar de la preocupación de estos investigadores por

* Geógrafo ORSTOM.

1 La publicación de estos datos censales se terminó con el *Censo de población* de 1970; para 1980, contamos con el "nomenclator" no publicado del INEGI. En fin, en el marco de los preparativos del *Censo de población* de 1990 es donde se ha podido conseguir una cifra aproximada del número de localidades en 1989.

la expresión de las dinámicas de población en el tiempo y en el espacio. Frente a la rareza de la información censal relativa a las migraciones, esta laguna sigue siendo por lo menos sorprendente.

La densidad de población en un momento dado, percibida como un índice de la presión demográfica y de la presión sobre la tenencia de la tierra, es una cosa; pero la distribución en el espacio de estas poblaciones, la evolución de esta dispersión en el tiempo, todo esto es otra. Vemos que no estamos lejos de los estudios enfocados hacia la estructura del poblamiento y por lo tanto hacia el tipo de hábitat, tema clásico de la geografía.

Todo el interés de este tipo de estudios reside en la hipótesis de que no hay relaciones estrictas a priori entre la densidad de población por kilómetro cuadrado y el tamaño de los pueblos. Ahora bien, se adivina fácilmente que la concentración de la población en grandes localidades o, al contrario, su extrema dispersión en pequeños caseríos, no produce los mismo efectos en términos de organización del espacio y del desarrollo regional. Uno entenderá sin pena que resulta más barato y mucho más "eficiente" trazar una carretera, construir una escuela o un centro de salud para un pueblo de 500 habitantes que para una decena de localidades dispersas de 50 habitantes.

Así pues, mediante un estudio de las formas de repartición de la población nos aproximamos al tema de las migraciones rurales y del significado de éstas.[2]

Estructura y evolución del poblamiento en el estado de Veracruz de 1900 a 1980: algunos señalamientos

El crecimiento de la población

Desde el inicio del siglo, México ha conocido profundos trastornos. En amplia medida, la evolución de la población así como del número de localidades es la imagen de estos acontecimientos.

A partir del número de habitantes entre 1900 y 1980 (cuadro 1), es fácil reconstruir los principales hechos que marcan la evolución de la población de estas últimas décadas.

Fecha	Población	Tasa de crecimiento	Número de localidades	Promedio población
1900	981 030		6 483	151
		1.44		
1910	1 132 859		3 330	340
		0.23		
1920	1 159 935		4 017	288
		1.73		
1930	1 377 293		7 991	172
		1.63		
1940	1 619 338		7 999	202
		2.33		
1950	2 040 231		7 872	259
		2.94		
1960	2 727 899		9 918	275
		3.41		
1970	3 815 422		5 764	?
		3.51		
1980	5 387 680		9 101	592
1989	?		16 900*	?

Fuente: *Censos de población*, 1920-1980, INEGI.
*: Numeración de viviendas, nov. 1989, INEGI.
Cuadro 1

- 1900-1920: el estado de Veracruz, con menos de un millón de habitantes, todavía permanece poco poblado. Este periodo está marcado por los conflictos y la inseguridad surgidos a raíz del derrumbe del porfiriato y las luchas revolucionarias. La tasa de crecimiento de la población cae de 1.44% a 0.23% de esta década a la siguiente.
- 1920-1940: crecimiento moderado de la población; entre 1% y 2%.
- 1940-1980: el descenso de la mortalidad infantil y general y el aumento de la natalidad provocan un acelere constante de la tasa de crecimiento de población; ésta pasa del 2.33%, entre 1940 y 1950, al 3.51% entre 1970 y 1980. Veracruz se convierte en un estado muy poblado; de 2 040 231 habitantes en 1950 llega a tener 5 387 680 habitantes en 1980.

Evolución del número de localidades

El número de localidades (cuadro 2) evoluciona también de modo significativo. Se constata primero que la dispersión de la población es una tendencia

2 Presentamos aquí los principales resultados de un estudio realizado en el marco del convenio de investigación INIREB-ORSTOM: "Dispersión de la población de 1920 a 1980 en el centro del estado de Veracruz: presión demográfica y competencia por la tierra" (84 págs. mecanografiadas). Por otra parte, se encontrará una descripción más profunda de la región de estudio en "Para un estudio de los márgenes y las transiciones regionales en México", *La palabra y el hombre* núm. 63, págs. 59-70, 1987, Universidad Veracruzana, Xalapa, Ver.

muy antigua, en todo caso, muy anterior a la explosión demográfica. Se censaban ya 6 483 localidades en 1900, o sea una población media de 151 habitantes por localidad, cifra que es preciso reducir si consideramos las ciudades que presentan pocas localidades pero que concentran una proporción importante de la población. Dada la debilidad de las infraestructuras de comunicación en este principio de siglo, la dispersión confinaba, en muchos de los casos, a un aislamiento extremo.

Habitantes	Número de localidades	Población	Promedio población
1 - 99	3 368	124 213	37
100 - 499	3 875	991 549	255
500 - 999	1 143	781 319	683
1 000 -1 999	436	591 581	1 354
2 000 -2 499	70	156 732	2 239
2 500 -4 999	111	387 777	3 493
Total	9 003	3 033 171	336

Fuente: *Censo de población*, 1980, INEGI.
Cuadro 2

Esta fortísima dispersión de la población será detenida e incluso disminuirá en el curso de las dos décadas siguientes: 3 330 localidades censadas en 1910 y apenas 4 000 en 1920. Las consecuencias de la revolución pesan bastante, lo que explica nuestra decisión de trabajar las estadísticas por localidades únicamente a partir de 1920. La real explosión del número de localidades entre 1920 y 1930 (que casi se duplica) parece en efecto expresar el fin de las etapas de peligros e inseguridad.

El número de localidades evoluciona después más lentamente y de manera más irregular, lo que deja en el aire algunas dudas sobre la confiabilidad de los datos. Durante 20 años, de 1930 a 1950, el número de localidades permanece totalmente estacionario, aumentando después cerca de 2 000 localidades en 10 años. Y si comparamos las cifras de las últimas tres décadas, la disminución del número de localidades en 1980, y sobre todo en 1970, sugiere una subevaluación del número de localidades durante los dos últimos censos. Se tiene como prueba de esto el enorme salto entre 1980 y 1989.

Estas diferencias resultan de normas de publicación de los censos diferentes según los años. Algunos censos realizan el inventario de todas las localidades, incluyendo caseríos abandonados o deshabitados, mientras que otros proporcionan una información menos completa; aparece entonces la mención: "población censada en la localidad...". El concepto mismo de localidad cambia según los censos; en 1980, 9 901 localidades de un habitante y más estaban censadas; pero en el medio urbano, la población aparecía agregada, aun si el centro, los barrios y las periferias son identificados como varias localidades.

Este periodo de estabilidad es seguido de una nueva ola de dispersión de la población entre 1980 y 1989; fenómeno más que sorprendente, inquietante, porque podemos esperar una disminución sensible de la tasa de crecimiento medio anual de la población. Los resultados del censo de 1990 nos dirán cómo conviene interpretar esta cifra.

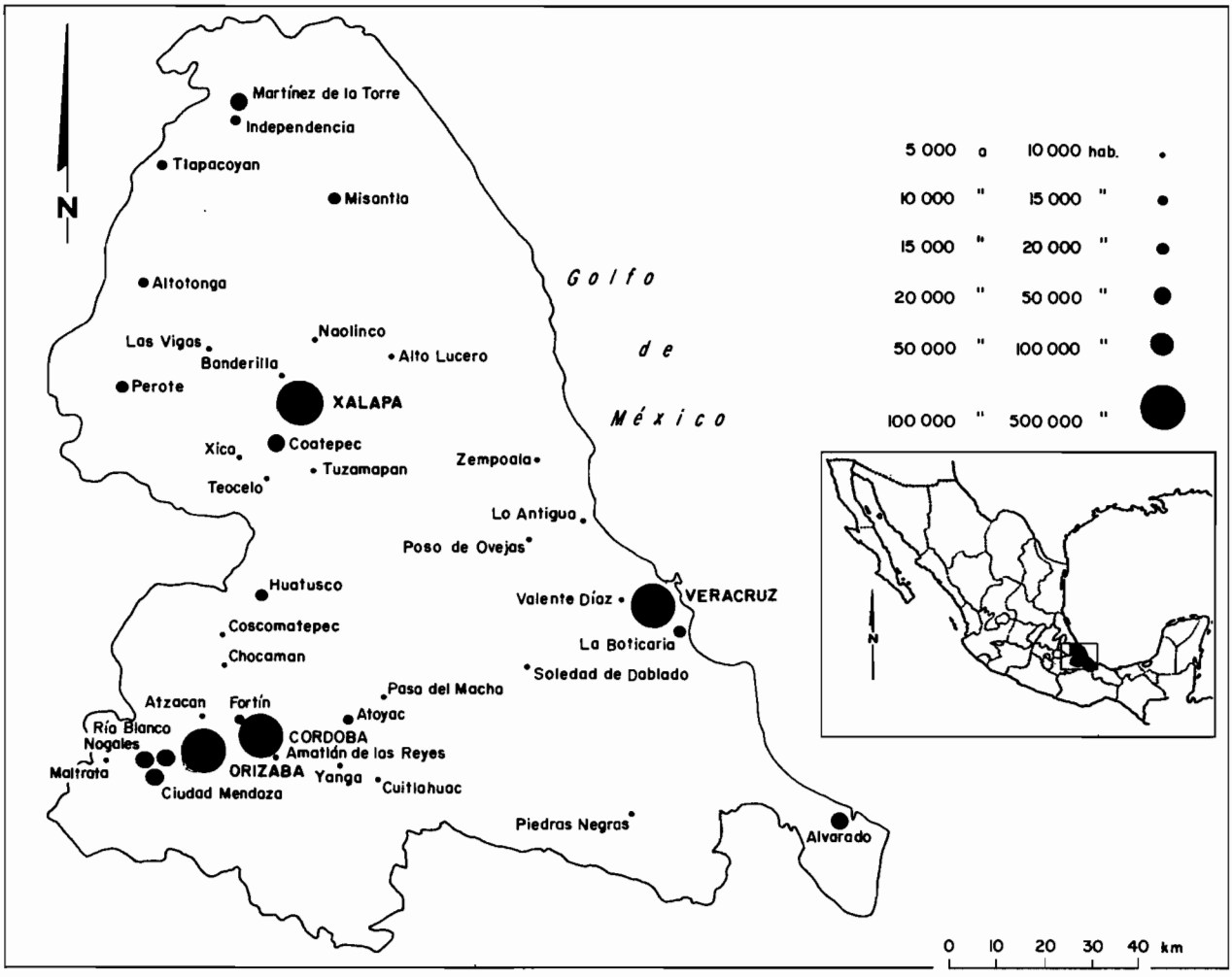
Como quiera que sea, el relativo estancamiento del número de localidades en 1980 provoca un aumento sensible del número medio de habitantes por localidad (592 en 1980 cuando era 275 en 1960). Esta evolución, sin duda deseable en términos de desarrollo, debe sin embargo matizarse por la cifra muy elevada de 1989, y por el peso cada día más importante de la población urbana.

En 1980, 2 355 509 personas vivían en 98 localidades de más de 5 000 habitantes. Al mismo tiempo 3 032 171 habitantes se dispersan en 9 003 localidades cuya población es inferior a 5 000 habitantes; la población media de las localidades que consideramos como rurales se reduce a 336 habitantes, cifra muy cercana a la de 1910. Vemos pues, que nada realmente ha cambiado en el campo desde el inicio del siglo. La atomización del poblamiento sigue siendo la regla y ésta se perpetúa hasta nuestros días, a pesar de la enorme emigración hacia las ciudades en estos últimos 20 años.

La distribución de las localidades rurales según el número de habitantes: la situación en 1980

Se observa que 80% de las localidades (9 101 en total) cuentan con menos de 500 habitantes y 92% con menos de 1 000.

Sin embargo, este último conjunto sólo reúne 1 897 708 habitantes o sea 35.2% de la población total de la entidad. La categoría 500-1 000 habitantes no es la mejor representada puesto que cuenta "solamente" con 1 143 localidades mientras que 3 368 caseríos cuentan con menos de 100 habitantes y 3 875 se sitúan entre 100 y 500 personas. Por cierto, estas pequeñas localidades representan una proporción bastante baja de la población total, y por esta razón el Gobierno Federal y el Estatal dedican todos



Fuente: ***Censo de población*** **de 1980, INEGI.**
Localidades de más de 5 000 habitantes en 1980 en el centro del estado de Veracruz.

sus esfuerzos y gran parte de los recursos a las localidades de más de 2 500 habitantes. Por supuesto, es menos costoso y perfectamente legítimo en términos de eficiencia pero ¿no es ésta también una visión miope del mundo rural?

La atomización del poblamiento puede tener varios orígenes; puede ser la consecuencia de un movimiento de colonización atribuible a procesos de inmigración; también puede provenir de movimientos de corta distancia que desembocan en la creación de nuevas localidades. Según Revel-Mouroz (1972), "El papel del crecimiento natural de las regiones del Golfo es mucho más importante que el de la inmigración: en un periodo reciente la «marcha hacia el mar» es un mito, y es la inmigración hacia el interior, hacia los grandes centros urbanos y la frontera del Norte lo que es una realidad". Se ha podido ver que la inmigración que proviene de otros estados no ha alcanzado jamás grandes proporciones y ha permanecido finalmente muy localizada (principalmente al norte y al sur de la entidad); el estado de Veracruz, sobre todo, se ha poblado gracias al crecimiento natural de la población.

De hecho, "la migración es heterogénea tanto en sentido como en intensidad en el interior de un mismo estado" y el éxodo rural no es más que uno de los aspectos de estos procesos contrarios, pues sigue siendo un fenómeno particularmente mal conocido: el de los desplazamientos a corta distancia. A este respecto se observa que "[...] al nivel de las migraciones intra-rurales resulta que, independientemente del nivel de desarrollo, la

migración se hace generalmente al interior de la región y en una proporción importante a localidades de menos de 2 500 habitantes" (Benítez-Quilodrán 1983). Aunque la importancia de estos desplazamientos es muy difícil de evaluar, pues los estudios que abordan la cuestión se fundan generalmente sobre encuestas de sondeo, este fenómeno se confirma aquí por la aparición de nuevas localidades.

Pero este trastorno de los comportamientos demográficos no solamente tiene consecuencias sobre las estadísticas de población; implica también transformaciones estructurales profundas de la sociedad mexicana.

> El descenso rápido de la mortalidad infantil y general ha transformado radicalmente la organización familiar, ampliando el espacio familiar (definido por los ascendientes, los colaterales y los descendientes, todavía vivos de todo individuo) y modificando su estructura: la prolongación de la duración de vida del padre, la sobrevivencia hasta la edad adulta de un mayor número de hermanos transforman la trayectoria de cada individuo dentro de la estructura de las posiciones familiares y en consecuencia en el interior de la estructura de poder que es inherente a esta última; el acceso a la tierra sufre un retraso, la edad de fundación de su propia célula de reproducción también, etc., de ello resultan nuevas prácticas que repercuten en todos los aspectos de la sociedad (Lerner y Quesnel 1982: citado por Quesnel 1984).

Si bien es cierto que los cambios demográficos trastornan los comportamientos sociales, vemos aquí que el fenómeno es recurrente. En efecto, aún si no podemos confirmar ninguna relación entre movimientos migratorios y comportamientos demográficos, la anterioridad de estos movimientos de dispersión, sobre la explosión demográfica, nos envía tanto a las estructuras agrarias como a los comportamientos sociales. Los sucesos de este siglo no solamente trastornaron los comportamientos demográficos; toda la geografía del poblamiento fue afectada.

Esta atomización de la población plantea un problema: ¿es el resultado de una decisión deliberada de agricultores "pioneros" o, bien hay que verlo de otra manera y deriva de una necesidad esencial, la del acceso a la tierra? Para responder, un estudio enfocado sobre el centro del estado de Veracruz retoma estos mismos datos y los enriquece con un análisis sobre la categoría política de las localidades seguido de un rápido esbozo de lo que fue la Reforma Agraria en dicha región.

La región central, tierra de todas las conquistas

En 1920, se contaban 636 886 habitantes en el centro del estado de Veracruz.[3] Sesenta años más tarde, la población censada llegaba a 2 517 263 habitantes, o sea una tasa de crecimiento media anual de la población de 2.31%. El análisis de los datos que se encuentran entre ambos extremos sugiere una evolución del todo comparable a la descrita más arriba para el conjunto del estado (cuadro 3). Aunque

Fecha	Población	Tasa de crecimiento	Número de localidades	Promedio población
1920	636 886		1 938	328
		1.54		
1930	742 732		3 182	233
		1.28		
1940	843 586		3 155	267
		2.42		
1950	1 071 584		3 139	341
		2.03		
1960	1 310 681		3 670	357
		3.07		
1970	1 773 500		2 555	?
		3.56		
1980	2 517 263		3 582	702

Fuente: *Censos de población*, 1920-1980, INEGI.
Cuadro 3

ligeramente menos fuerte, el crecimiento demográfico cambia una unidad cada 20 años: alcanza menos de 2% entre 1920 y 1940; menos de 3% entre 1940 y 1960; y más de 3% a partir de 1960. Aquí también esta explosión demográfica ha sido acompañada de una multiplicación del número de localidades.[4] Para ser precisos, este movimiento es, una vez más, an-

3 Este estudio se enfoca sobre los 115 municipios del centro de la entidad. El estado contaba 203 municipios en 1980; desde febrero de 1989, 4 nuevos municipios han sido creados por división territorial con municipios ya existentes.

4 Durante el porfiriato, numerosos ranchos y rancherías se ubicaban en las tierras de las haciendas. Contrariamente a las congregaciones que agrupaban a la mayoría de los peones que trabajaban en las tierras del hacendado, estos pequeños caseríos gozaban de una relativa autonomía. Por otra parte un hacendado solía tener, además de la hacienda, uno o varios ranchos, generalmente ubicados en la periferia de la propiedad principal.

terior a la aceleración del crecimiento demográfico, dado que se tienen ya 3 182 localidades en 1930, cuando había solamente 1 938 en 1920. De cada dos pueblos uno no tiene 60 años de existencia.

Paralelamente, las localidades promedio pasaron de 328 habitantes en 1920 a 702 en 1980. El crecimiento demográfico, es por lo tanto responsable del aumento del tamaño de las localidades, mientras que la dispersión de la población, gracias a la creación de nuevas localidades, es anterior. Pero, nuevamente, las precauciones se imponen; en primer lugar no disponemos del número de asentamientos humanos en 1989 para esta región específica. Por otra parte, la región centro concentra el 46% de la población del estado en aproximadamente la tercera parte de la superficie total. Esta población se reparte en 3 582 localidades, o sea solamente el 36% de la cifra total. Podríamos deducir de esto que la población está menos dispersa que en las demás partes de la entidad. De hecho, esto sería cierto si el centro del estado no estuviera también dotado de una red urbana importante, lo que modifica sensiblemente la interpretación de los datos.

Una red urbana antigua con un crecimiento moderado

La población junta de las cuatro ciudades más importantes (Veracruz, Xalapa, Orizaba y Córdoba) representa, en 1980, 704 236 habitantes, o sea el 60.4% de la población urbana del centro del estado. Estas mismas ciudades no totalizaban en 1920 más de 136 155 habitantes, lo que equivale a una tasa de crecimiento medio anual de 2.77%. Pero igual que sucede con la población en su conjunto, el crecimiento fue más acentuado en el curso de estas últimas décadas.

La historia del crecimiento urbano en el centro del estado no es uniforme. Cada ciudad presenta ritmos que le son propios, justamente porque éstos dependen del desarrollo relativo de las demás ciudades vecinas así como del campo circundante. Xalapa, capital del estado, presenta el crecimiento de población más fuerte de todo el conjunto en el periodo considerado. Viene después Córdoba, cuyo crecimiento anual (3.24%) parece haber inhibido al de Orizaba. Los mismo fenómenos de competencia son por cierto observables entre Veracruz y Xalapa. Se notará finalmente una tasa de crecimiento particularmente débil durante el periodo 1930-1940, mientras que esta década había sido precedida, en los casos de Xalapa y Veracruz, de un periodo de crecimiento elevado. Los fenómenos de retroacción no solamente se dan entre las ciudades, sino también entre la ciudad y el medio rural. Todo ocurre en efecto como si la década 1930-1940 hubiese estado marcada por una especie de "éxodo urbano"; prueba de ello son las tasas de crecimiento sorprendentemente bajas durante este periodo. ¿La aplicación masiva de la Reforma Agraria durante esta década sería responsable de esta inversión (momentánea) de la tendencia?

	Veracruz		Xalapa		Orizaba		Córdoba	
	Población	Tasa de crecimiento	Población	Tasa de crecimiento	Población	Tasa de crecimiento	Población	Tasa de crecimiento
1920	54 225		27 623		39 563		14 744	
		2.25		2.91		0.81		0.94
1930	67 801		36 812		42 904		16 200	
		0.56		0.71		1.11		0.98
1940	71 728		39 530		47 910		17 865	
		3.51		2.61		1.48		6.29
1950	101 221		51 169		55 531		32 888	
		3.63		2.61		2.29		3.73
1960	144 681		66 269		69 706		47 448	
		3.99		6.32		2.87		5.16
1970	214 072		122 377		92 517		78 495	
		2.89		5.27		2.18		2.44
1980	284 822		204 594		114 848		99 972	

Fuente: *Censos de población*, 1920-1980, INEGI.

Cuadro 4 - Evolución de la población en las principales ciudades del centro del estado de Veracruz.

En 1980, 1 357 342 personas (54% del total) viven en 3 540 localidades inferiores a 5 000 habitantes. El tamaño medio de estos pueblos es de 383.4 habitantes. La comparación con las cifras de 1920 pone de relieve un crecimiento sorprendentemente débil del tamaño medio de las localidades rurales. Para una tasa de crecimiento medio anual de 1.81% de la población rural durante el periodo 1920-1980, la población media de las localidades aumentó sólo 0.78%. Ahora bien, si el tamaño de los pueblos no se modificó en las mismas proporciones, es justamente porque el número de pueblos sí aumentó considerablemente.

El estatus de las localidades; del dominio de los lugares a la crisis de los lugares

Desde la época colonial, cada lugar poblado está dotado de un estatus jurídico y político. La interpretación de éste es difícil puesto que resulta de una combinación compleja de criterios tales como la cifra de población, la componente étnica y las relaciones de poder sostenidas con las localidades vecinas. A juzgar por el número impresionante de decretos votados por la Asamblea Estatal (Sánchez 1977), el cambio de categoría política, es decir, el acceder a un estatus superior, era sumamente importante para los habitantes del lugar en cuestión. Más que un estatus, la categoría política de las localidades es ante todo un título...

Esta jerarquización de los lugares, que duró varios siglos, cayó brutalmente en desuso en el transcurso de estos últimos 20 años. Fue el censo de 1970 el último en mencionar la categoría política de cada localidad, y hoy en día la mayoría de la población no se preocupa mucho por una tipología que remite sobre todo a unas relaciones socio-políticas ahora en plena evolución. Por otra parte, si bien es cierto que las categorías "inferiores" todavía conservan una cierta vigencia, es más por comodidad de lenguaje que porque la población les conceda un significado preciso. En efecto, se nota una gran confusión sobre el significado de los términos de congregación, ranchería o rancho.

Esta extrema jerarquización de las localidades y su rápida desaparición dan origen a un importante trastorno de las conductas sociales, para las cuales el espacio es a la vez soporte y producto. Este movimiento indica en efecto que México —o al menos el estado de Veracruz— ha pasado del dominio de los lugares —los que sin embargo estaban subordinados a entidades espaciales globalizadoras (estado, cantón, municipio)— a una lógica más "zonal"; quizás la reafirmación de la unidad nacional, después de tantos años de caudillismo y regionalismo, y más precisamente el desarrollo de las comunicaciones y la integración a la economía de mercado contribuyeron a reforzar esta nueva lógica. En este contexto de deslocalización se han venido multiplicando los lugares habitados...

La definición de los lugares

> Dos problemas esenciales se plantean [...] para interpretar correctamente los datos de los censos. El primero concierne a la clasificación de los hombres que habitan el campo en su relación con la tierra: hacendados, agricultores, peones, etc. El segundo, al tipo de localidades donde vive la población rural: haciendas, ranchos, pueblos, etc.
>
> Ambos problemas están estrechamente relacionados pero no son equivalentes: el primero nos remite al estatuto social de un individuo, el segundo al estatuto de una microsociedad. De la confusión de ambos aspectos nacen las ambigüedades, pues los censos clasifican, de un lado, a los mexicanos según su actividad principal y, del otro, a su hábitat según el estatuto de la aglomeración. La relación entre ambos no siempre es fácil (Guerra 1985).

Retomemos, pues, los principales aspectos de esta tipología.

LOCALIDADES CON ESTATUTO ANTIGUO, CIERTO Y RECONOCIDO

Las ciudades, villas y pueblos son asentamientos con un estatuto pleno e independiente. Se trata de estatutos fijados por la España medieval y "las diferencias entre las tres categorías remiten, al principio, a los privilegios e importancia de la ciudad". Guerra destaca más adelante que "la inercia del estatuto" puede después no corresponder ya a la realidad. Una ciudad puede caer en el olvido y "aglomeraciones en pleno crecimiento pueden conservar un estatuto antiguo[...]".

En cuanto a la distinción entre "villas" y "pueblos", parece que la diferencia proviene más del carácter étnico de la localidad que del tamaño o las funciones de la localidad. Al inicio se trataba de "destacar la diferencia entre una localidad «española» y un pueblo indígena."

En este grupo, la congregación aparece como un pueblo "de menor importancia y de una categoría inferior". El estatuto de congregación data del periodo colonial. Según Hanns, J. Prens (1989) la política de agrupación de la población indígena, ya muy dispersa en el siglo XVI, tenía varios propósitos; por una parte permitía un mejor control y un acceso más ágil a la mano de obra. Por otra, favorecía a los colonos españoles ya que esto les permitía adquirir las tierras recientemente desocupadas por los indígenas.

Después de la Independencia, el hecho de constituirse en congregación deriva de un derecho constitucional definido por el número de habitantes (entre 500 y 2 000 habitantes. Pero hemos podido observar que algunas localidades con menos de 2 000 habitantes podían haber obtenido el estatuto superior de villa e incluso el de ciudad. Se ve, pues, la importancia del juego político para la atribución de la categoría política.

Por último, citaremos en esta categoría localidades con estatuto independiente pero incompleto: los "barrios", "pueblos que conservaron de su origen precolombino la traducción de *calpulli* como «barrio»"; y la hacienda, gran territorio agrícola fundado sobre una organización social y económica de tipo feudal, con sus diferentes categorías de habitantes y trabajadores.

LOCALIDADES SIN ESTATUTO CIERTO Y RECONOCIDO

La definición de las otras localidades rurales es infitamente más compleja y variable en el espacio. Sólo nos detendremos aquí sobre las rancherías y los ranchos.

La ranchería es un caserío "sin el estatuto de pueblo o de congregación", que reúne varias explotaciones agrícolas que pueden ser, y con frecuencia son, independientes unas de otras. Como lo señala también Guerra "de la definición de los lugares calificados de «ranchos» depende toda la comprensión de la realidad rural del México anterior a la Revolución". Existen grandes posibilidades para que esto sea cierto todavía hoy si se recuerda que, en el centro de Veracruz, alrededor de la mitad de la superficie agrícola está en manos de "pequeños propietarios", es decir de rancheros. En el sentido corriente y contemporáneo del término, el «rancho» es una explotación agrícola y puede hallarse en forma de un caserío que reúne a varios ranchos o bien, al contrario, muy aislado. Pero de ningún modo se puede establecer una correlación entre rancho y gran propiedad agrícola. Lo que puede ser cierto aquí, no lo es en otra parte y Guerra cuestiona con razón los burdos errores que fueron cometidos en la interpretación de estos datos, lo que reduce a nada lo que se creía cierto. El concluye, por otra parte, con "una confesión de nuestra ignorancia actual sobre la situación global del campo mexicano en la víspera de la Revolución".

En las estadísticas del censo, el término rancho es empleado sin distinguir entre el estatuto de explotación agrícola y el estatuto de localidad; de ello se desprende que el término de rancho designa una realidad muy diversa puesto que puede tratarse tanto de una sola explotación agrícola como de un pequeño caserío que reúne a varios productores independientes. En este último caso, la única diferencia que aparece con la ranchería deriva del número de habitantes; veremos más adelante que la ranchería abriga en promedio más individuos que el rancho.

Añadamos en fin a todas estas observaciones que el tamaño medio de las explotaciones sigue siendo en gran medida regional. Para retomar sólo el caso del centro de Veracruz, recuérdese el contraste notable entre la sierra, de un lado, donde domina el minifundismo y "la mediana propiedad" (Hoffmann 1987) y el altiplano y la planicie costera, del otro, caracterizados por la importancia del tamaño medio de los ranchos (Marchal-Palma 1985).

EVOLUCION DEL NUMERO DE LOCALIDADES EN FUNCION DE SU CATEGORIA POLÍTICA

Por las razones ya mencionadas, este estudio se apoya sobre los datos de 1920 a 1970. Hemos visto igualmente en qué medida el número de localidades censadas en 1970 estaba subestimado. Podemos ahora precisar el origen de ello; se constata, en efecto (cuadro 5), que

	Ciudad	Villa	Pueblo	Congregación	Ranchería	Rancho	Hacienda	Otros	Total
1920	13	16	78	622	451	717	35	6	1 938
1930	13	18	80	728	1 259	1 027	49	8	3 182
1940	15	22	79	801	1 258	865	39	76	3 155
1950	15	21	81	796	1 282	760	32	152	3 139
1960	19	28	73	855	1 460	1 030	29	176	3 670
1970	20	29	75	895	858	532	4	142	2 555
1980	-	-	-	-	-	-	-	-	3 582

Cuadro 5 - Evolución del número de localidades por categoría política.

las categorías "rancho" y "ranchería" pierden respectivamente 602 y 498 localidades entre 1960 y 1970. Entonces esencialmente en el nivel de estos pequeños caseríos fue operado el reagrupamiento (con lo que resultó una subestimación de las localidades). Por cierto, bastaría añadir esas 1 100 localidades "olvidadas" a las 2 555 censadas en esta fecha para encontrar cifras cercanas a las de 1960 y 1980.

POBLACION MEDIA SEGUN LA CATEGORIA POLITICA

Para no referirse más que a las localidades pertenecientes al mundo rural y que presentan una cierta continuidad en el tiempo se observará (cuadros 6 y 7):

	Ciudad	Villa	Pueblo	Congregación	Ranchería	Rancho	Hacienda	Otros
1920	174 434	38 807	82 839	250 449	51 051	32 062	7 129	115
1930	206 652	44 701	100 390	286 106	75 288	27 155	2 260	180
1940	234 524	62 186	87 242	265 995	132 939	46 850	4 912	8 938
1950	311 832	58 930	111 063	346 137	150 238	42 393	3 923	47 068
1960	452 089	92 964	96 981	415 207	160 929	62 832	1 397	28 282
1970	662 924	119 986	112 459	580 336	187 590	61 747	794	47 664

Cuadro 6 - Evolución de la población según la categoría política.

	Villa	Pueblo	Congregación	Ranchería	Rancho
1920	2 425	1 062	402	113	44
1930	2 483	1 254	393	59	26
1940	2 826	1 104	332	105	54
1950	2 806	1 371	434	117	55
1960	3 320	1 328	485	110	61
1970	4 137	1 499	648	218	116

Cuadro 7 - Población promedio según la categoría política.

- Un crecimiento sensible de la población media de las "villas". Se contaban 16 en 1920 y 29 en 1970 y su población media pasó de 2 425 a 4 137 habitantes en este periodo. Su desarrollo sigue siendo muy desigual y esto proviene justamente de la ambivalencia de esta categoría, a la vez ciudad y pueblo.
- A la inversa, se observa un crecimiento muy bajo de la población de los "pueblos" los cuales en casi todos los casos, constituyen la sede del municipio (cabecera municipal). Su número ha permanecido prácticamente sin cambios durante todo el periodo y el tamaño medio de este tipo de localidad sólo pasó de 1 062 habitantes en 1920 a 1 499 en 1970. Este crecimiento muy bajo de la población que vive en los pueblos (0.61% anual entre 1920 y 1970) parece ser el signo de una cierta saturación demográfica y sobre todo territorial. Estas localidades son a la vez demasiado pequeñas y demasiado aisladas como para ofrecer otras alternativas a la actividad agrícola; pero del otro lado, la apropiación de la tierra ha avanzado ya demasiado como para autorizar un crecimiento elevado del número de explotaciones agrícolas.
- Como para confirmar esta tesis, el crecimiento de la población en las congregaciones ha sido más elevado (1.69% entre 1920 y 1970). El tamaño medio de este tipo de localidades pasó así de 402 habitantes a 648 en 1970. Las cifras de las dos últimas categorías apuntadas aquí nos exigen más prudencia puesto que sabemos que la población de ranchos y rancherías ha sido afectada por agrupamientos parciales en 1970. El tamaño medio de estas localidades en 1970 no tiene pues mucha significación, pero no hay que olvidar que la tasa de crecimiento anual de la población es respectivamente de 1.31% y 2.63%. Constatamos entonces que las localidades rurales más pequeñas son las que conocieron las tasas de crecimiento más elevadas; ocupan el primer lugar las rancherías; les siguen las congregaciones y luego los ranchos.
- Apuntemos finalmente un claro orden de jerarquía en el tamaño de las localidades (lo que debería contribuir à ordenar esta tipología): el rancho representa la más pequeña de las localidades rurales; su población es de unos 50 habitantes.
  La población media de las rancherías oscila alrededor de los 100 habitantes (abstracción hecha de la cifra de 1970). Finalmente se encuentra la congregación cuya población media es de unos 600 habitantes.

HACIENDAS Y EJIDOS

No sabríamos acabar este estudio relativo al estatuto de las localidades sin evocar las haciendas y los ejidos. Sabemos que la aparición de los ejidos resulta, al menos en las regiones explotadas desde hace mucho tiempo, del desmantelamiento de la gran propiedad (hacienda o rancho). Y así, finalmente, llegamos a una de las cuestiones esenciales de este estudio, el problema de las eventuales relaciones, directas o indirectas, entre la Reforma Agraria y los fenómenos de dispersión del poblamiento.

De entrada, conviene mencionar que los censos de población no dan cuenta clara de la desaparición progresiva de las haciendas y del crecimiento del número de ejidos. Por lo tanto, el examen de otras fuentes se hace necesario.

Dispersión y competencia por la tierra: el papel de la Reforma Agraria

Para la misma zona de estudio, 1 249 resoluciones presidenciales fueron firmadas entre 1915 y 1988 (Cambrezy 1988). Para el periodo sobre el cual es posible establecer comparaciones, y sólo teniendo en cuenta las resoluciones que pueden haber provocado la creación de una nueva localidad (ampliaciones excluidas), la dotación de tierras ejidales se efectuó como lo indica el cuadro 8.

	Número de dotaciones	Superficie (ha)	Número de ejidatarios
1918-1920	17	9 227	1 612
1921-1930	198	125 923	20 880
1931-1940	553	312 274	36 905
1941-1950	77	37 103	3 826
1951-1960	55	31 570	2 225
1961-1970	53	30 780	2 912
1971-1980	38	15 830	1 913
Sumas	991	562 707	70 273

Cuadro 8 - El reparto agrario en el centro del estado de Veracruz.

Observamos 3 582 localidades en 1980 frente a 1 938 en 1920; la diferencia es entonces de 1 644 nuevas localidades. Relacionando el número de ejidos creados durante el periodo (6 hasta 1920 y 974 entre 1921 y 1980), se observa que más de la mitad de estas nuevas localidades son ejidos. Si este cálculo simple se confirmase, podríamos entonces decir que la Reforma Agraria ha participado masivamente en el estallido y dispersión de la población rural. Pero la propiedad privada no se quedaría atrás tampoco, pues ella representaría el 40% de las nuevas localidades.

De hecho el problema se complica por dos razones: 1) los ejidos no se crearon así, *ex nihilo*; un número indeterminado de ejidos se constituyeron a partir de una localidad ya existente, a veces un campamento de peones de una hacienda; 2) la dotación ejidal ha sido, en numerosos casos, motivo para el cambio de nombre de la localidad, de la misma manera que el cambio de estatuto de ranchería a congregación era pretexto para el cambio de nombre. En la actualidad, resulta imposible establecer una estadística precisa del número de ejidos que provocaron la creación de una nueva localidad.

¿Qué podemos concluir? Si localmente la Reforma Agraria puede haber contribuido al agrupamiento de la población, en la mayoría de los casos la dotación de tierras a los ejidatarios parece haber jugado un papel importante en el fenómeno de dispersión de la población. Hemos visto que aproximadamente una de cada dos localidades tenía menos de 60 años de existencia: podemos ahora suponer que uno de cada dos pueblos creados después de 1920 es un ejido. Mucho más que como una respuesta al crecimiento de la población, este movimiento de dispersión de la población rural debe explicarse a partir de una verdadera competencia por la tierra. Esta, tampoco es sólo la consecuencia de campesinos sin tierras candidatos al ejido; hemos visto efectivamente que en lo esencial esta dispersión se desarrolló entre 1920 y 1930, periodo durante el cual el número de dotaciones (198), comparado con las 553 dotaciones del periodo 1931-1940, es muy bajo; lo que permite suponer entonces que los "pequeños propietarios" precedieron ampliamente este movimiento. Pero es igualmente probable que, en muchos de los casos, la ocupación de las tierras por los ejidatarios haya sido anterior a la firma de la resolución presidencial.

Podemos resumir con algunas cifras lo que fue este periodo decisivo de la Reforma Agraria: 438 197 hectáreas han sido repartidas a 57 785 ejidatarios entre 1921 y 1940. Considerando que existen de cinco a seis miembros por familia, se puede estimar que entre 290 000 y 345 000 habitantes integraban estos 751 ejidos. La población media de estos ejidos oscilaba entre 380 y 460 habitantes y cada ejidatario tenía acceso a 7.5 hectáreas. Dado que la presión demográfica y territorial era mucho menor, el aislamiento de estas localidades era considerablemente

más fuerte que hoy en día. Sin embargo los efectos de retroacción tuvieron todavía un resultado esencial: la integración a la economía de mercado, cuando ésta existía, seguía siendo muy rara y limitada a algunas regiones productoras de cultivos comerciales (café, caña de azúcar, etc.); por lo demás, se trataba de una economía de autosubsistencia que el aislamiento y la falta de vías de comunicación contribuía a mantener en ese estado. Vemos entonces hasta qué punto la situación actual es en gran parte herencia de una época decisiva de la historia mexicana. El aislamiento y la escasez de las superficies repartidas a los ejidatarios han contribuido significativamente a la crisis del mundo rural.

La anterioridad de esta atomización (1920-1940) respecto al periodo decisivo en materia de dotaciones ejidales (1930-1940) ilumina de un modo nuevo la historia de la Reforma Agraria. En efecto, si es verdad que la estructura del poblamiento está muy estrechamente ligada al contexto agrario, entonces es preciso admitir que el poder político se encontró ante un hecho ya consumado: el de una ocupación masiva (y probablemente desordenada) de tierras. Visto desde este ángulo, el periodo de dotaciones de tierras que siguió parece ser menos el producto de una política "agrarista" deliberada que el resultado de una urgente necesidad: la de regularizar, corregir y orientar la repartición de las tierras, que de todos modos se estaba dando. Controlar y poner orden serían las funciones implícitas de la Reforma Agraria.

Sin embargo, dos periodos parecen decisivos para la comprensión de los aspectos poblacionales. Antes de la Revolución, la presencia de grandes latifundios probablemente influyó de manera decisiva sobre la distribución de la población. La importancia acordada a las haciendas tiende a hacernos olvidar que regiones enteras vivían al margen de la dominación social, económica y territorial de los grandes propietarios de tierras. En cambio, la importancia de las superficies controladas por estos hacendados podía muy bien generar una fuerte presión sobre la tenencia de la tierra en la periferia de esas grandes propiedades. Se puede ver ahí un primer factor de dispersión, que la aplicación de la ley de Desamortización, pero sobre todo el porfiriato —periodo ideal para la colonización extranjera— no podía más que contribuir a reforzar mediante la creación de nuevos ranchos.

El segundo periodo decisivo parece ser el inmediatamente posterior a las guerras revolucionarias. Aquí nuevamente es menos la presión demográfica global que la posibilidad de obtener tierra lo que parece constituir el motor de esta nueva ola de dispersión de población. Si este argumento se verificase, sería probablemente sensato reconsiderar las apreciaciones habidas sobre este periodo histórico de la Reforma Agraria. En efecto, ésta es generalmente percibida a través de la personalidad de los presidentes de la República de los diferentes sexenios (o de la imagen que ellos daban o que la historia oficial dio de ellos mismos). Apenas simplificando, los presidentes "agraristas" son aquellos que firmaron numerosas dotaciones ejidales, a diferencia de los "productivistas", que sobre todo habrían favorecido la propiedad privada.

Ahora bien, el hecho de que la atomización de la población haya sido un fenómeno anterior a la Reforma Agraria nos lleva a preocuparnos más por las circunstancias que por los presidentes sucesivos. En el caso presente, la cronología de los acontecimientos nos permite formular las siguientes preguntas: ¿se intentaba poner fin a un periodo de verdadera anarquía de la tenencia de la tierra? ¿Se trataba de mantener un cierto control sobre el campesinado (que había tomado la delantera) mediante la creación de estructuras colectivas tales como el ejido? ¿Se trataba de defender los intereses de los estratos más desfavorecidos del campesinado frente a una nueva ola de rancheros que rápidamente se hubieran repartido el espacio agrícola?

"Tierra y libertad" ... este grito, lema de la Revolución Mexicana, sin duda había sido bien oído. Pero, ¿por quién? y, ¿quiénes eran esos nuevos conquistadores citadinos, rancheros, minifundistas o ejidatarios de hecho antes de serlo por derecho? Finalmente, cabe preguntarse si la tierra no siempre ha sido de los que supieron tomarla...

Población, tenencia de la tierra y actividad agrícola

Es todavía difícil precisar la naturaleza de las relaciones que se establecen entre la dispersión de la población y la situación de la tenencia de la tierra que resulta de la Reforma Agraria. Por otra parte, se puede sospechar que estas relaciones también varían de función de la presión demográfica así como de las producciones agrícolas dominantes, actuales y pasadas, en un contexto agroecológico dado. Pero la pregunta se vuelve tan compleja que es únicamente en el nivel local donde se puede ofrecer una respuesta satisfactoria y apropiada al contexto.

En efecto, por más pertinente que fuera la clásica división espacial según el gradiente altitudinal (planicie costera, sierra y altiplano) este esquema no es suficiente, ya que cada una de estas unidades no constituye en sí un conjunto homogéneo.

De hecho, en una región con una historia tan movida, los traslapos son tanto espaciales como temporales, y de ahí que la geografía actual de la población pueda perfectamente traducir una herencia de un pasado en desacuerdo con la dinámica agraria presente.

El estudio de las relaciones entre la distribución de la población y las estructuras agrarias (incluyendo en éstas la tenencia de la tierra y las producciones dominantes) solamente podría ser fecundo y argumentado si se apoya sobre un importante material cartográfico e histórico. Como mínimo, este trabajo debería incluir un análisis profundo de la evolución de la distribución de la población, así como de la tenencia de la tierra, desde el inicio del siglo —es decir desde el fin de los grandes latifundios— hasta la situación actual. Pero tomando en cuenta la amplitud de la tarea, se entiende que los trabajos con este enfoque, aplicados a conjuntos regionales, sean todavía muy escasos o inexistentes en el caso del centro del estado de Veracruz.[5]

De la conquista a la errancia

A la fecha, podemos proponer la hipótesis de una dispersión que responde en primer lugar a una lógica de proximidad y/o de competencia por el espacio. En una agricultura que a principios de siglo estaba todavía ampliamente orientada hacia la economía de autosubsistencia, la distancia entre el lugar de residencia y las tierras de cultivo era un factor mucho más importante que cualquier otra consideración. Pero este fenómeno parece tanto más interesante cuanto que la multiplicación de los lugares habitados no es una consecuencia obligada, ni de la explosión demográfica, ni de la competencia por la tierra que la precedió; en efecto, suponiendo que el número de localidades en 1980 haya permanecido igual que en 1920, la población media de las localidades rurales sólo sería de 705 habitantes —tamaño mucho más compatible con las exigencias del desarrollo de las infraestructuras (escolares, sanitarias, de comunicación, etc.).

Por responder a los fenómenos de atomización de la población, las localidades de menos de 100 habitantes son las que más llaman nuestra atención; a priori, se trata sobre todo de ranchos y rancherías. En efecto, se cuenta con un promedio de 71 beneficiados por ejido durante el periodo 1918-1980. Esto nos lleva muy por encima de la localidad con menos de 100 habitantes, aun considerando solamente cuatro personas por familia de ejidatarios. Otra vez se ve que la Reforma Agraria tuvo un papel más indirecto que directo en el proceso de atomización de la población. Virtualmente, las tierras se liberaron mucho antes de ser repartidas. Este receso lo aprovecharon los pequeños propietarios —recientes o no— para adueñarse —legalmente o no— de las tierras desocupadas.

Curiosamente, tal dispersión de los asentamientos humanos parece muy específica de algunas regiones, y la del centro del estado de Veracruz es una entre otras. En efecto, aunque otros estudios comparables hagan falta, la impresión que domina en el altiplano es la de paisajes agrarios vacíos, solamente manchados de vez en cuando con algunos pueblos importantes. Y de ahí surge la hipótesis de una posible relación entre topografía y tipo de poblamiento.

Pero el confirmar esta relación resulta difícil puesto que la dispersión de la población es igualmente importante en la planicie costera, a pesar de sus buenas condiciones de acceso.

Es verdad sin embargo que en la montaña la dispersión de la población se explica fácilmente, aun si tiene sus desventajas. En efecto, la topografía accidentada tiene como consecuencia, para los pobladores de la sierra, enormes y costosos gastos energéticos: sea para las prácticas agrícolas o sea para la circulación de los hombres o de las mercancías. La carreta y la labor con yunta y mulas son rarísimas en la montaña, mientras que forman parte de la vida cotidiana en el altiplano. En la sierra, el hábitat disperso resuelve al menos un problema: el de la proximidad entre las parcelas agrícolas y el lugar de residencia. Pero, por válida que sea, esta lectura de los hechos encuentra un límite: la dispersión es similar en la planicie costera.

Independientemente de la topografía, la atomización de la población es, precisamente, la expresión de una competencia por la tierra, carrera que retoma fuerza ahora... si es que alguna vez se había detenido. Y si apuntamos que el poder público parece

5 Un buen ejemplo de este tipo de estudio lo constituyen los magníficos trabajos de la Fundación Alemana para la Investigación que se desarrollaron en los estados de Puebla y Tlaxcala.

inclinarse hacia una postura de discreto abandono de la Reforma Agraria, comprendemos que el problema de la tenencia de la tierra, lejos de estabilizarse permanece sujeto a nuevos y profundos cambios.

Los signos de una crisis social

Finalmente lo que llama la atención no es tanto que haya todavía campesinos en búsqueda de tierra. El crecimiento demográfico de estas últimas décadas, así como la Reforma Agraria —que no ha podido más que provocar una parcelización exagerada de la tierra— son hechos bien comentados. Lo que intriga más bien, son las formas de esta competencia por la tierra ya que el análisis muestra que la dispersión de la población constituye una respuesta a la ausencia de condiciones que permitan el crecimiento demográfico de los pueblos ya existentes. Esta ausencia, por otro lado, disimula otra laguna: la de una organización social suficientemente sólida y fuerte que, para retomar la fórmula de P. Gourou, permita "la capitalización de los excedentes demográficos". Precisemos: cuando hablamos de ausencia de organización social fuerte y de un nivel superior al de la familia —estrecha o extensa— queremos insistir primero sobre el hecho de que no hay, al menos en estos ranchos y rancherías, organización social "local". Estas pequeñas localidades no tienen mando, aun si el hombre más rico, más antiguo, o primero en instalarse se deja a veces seducir por comportamientos caciquiles, sin mucha trascendencia.

En estos ranchos, las únicas verdaderas formas de organización están mucho más orientadas hacia la producción agrícola, cuando ésta la justifica: asociaciones de ganaderos; de productores de café; de caña; de cítricos...; y estas formas asociativas y corporativistas se encuentran igualmente deslocalizadas.

La crisis de los lugares aparece así consustancial a una crisis social profunda; como si a las antiguas formas de organización "locales" se hubieran sobrepuesto nuevas formas de organización, transversales esta vez, más corporativistas que localizadas. En el caso de los ranchos y rancherías, de estatuto justamente tan vago, la ausencia de una organización local parece tan antigua, que uno puede dudar que esto sea realmente índice de una crisis social. Pero el fenómeno es ahora general y se extiende al conjunto de las localidades rurales: prueba de ello, la caída en el olvido de la antigua jerarquización de los lugares, así como la incapacidad de estos pueblos para absorber el crecimiento demográfico. El mundo rural aparece así más fracturado que nunca.

Una primera ruptura se impone con fuerza: resulta de la oposición entre la propiedad privada y la propiedad social (ejidos; nuevos centros de población ejidal; bienes comunales). Pero a la luz de este análisis, esta diferenciación toma una particular relevancia ya que principalmente en el marco ejidal es donde volvemos a encontrar formas de organizaciones localizadas, aun si se trata de una fórmula precolonial actualizada por el poder revolucionario, y por lo tanto totalmente dirigida desde arrriba (Gordillo 1988). A propósito de esto, el ejido ha sido para el poder revolucionario —es más complejo hoy en día— lo que era la hacienda para el régimen autoritario de Porfirio Díaz: una forma de organización social objetivamente ligada al poder central.

La transición entre una forma de vida colectiva, a veces muy relativa, y la independencia total de los rancheros, parece ubicarse en los pueblos y congregaciones. En efecto, si las formas asociativas y corporativas transversales se imponen sobre las formas locales y colectivas de organización, resulta también fácil destacar las múltiples manifestaciones de la vida cotidiana que se expresan tanto en las fiestas religiosas como en las reuniones políticas. Pero éstas pueden ser tanto el fermento de una verdadera vida colectiva... como de temibles divisiones y conflictos...; en el mejor de los casos estas formas no hacen más que reunir en un mismo lugar grupos de intereses fundamentalmente opuestos, aun cuando se necesiten unos a otros, sin que sea posible distinguir más "ley social" que la de las relaciones de poder básicamente fundadas sobre el origen étnico, el rango y la fortuna, que las "máscaras" apenas disimulan y transforman en una aparente armonía (Paz 1972).

La segunda división del campo, de naturaleza francamente económica, proviene del profundo desfase entre los sistemas agrarios dedicados a la autosubsistencia y los otros totalmente implicados en los modelos más avanzados de agricultura capitalista —con, por supuesto, todo el abanico de situaciones intermedias. Ahora bien, no hay ya equivalencia entre el estatuto de los hombres y el de las localidades como tampoco la hay entre las categorías de la tenencia de la tierra y los sistemas agrarios. En otras palabras, uno puede ser un ranchero "acomodado" y otro un ejidatario miserable. Pero lo contrario también es cierto; pues si bien algunos ranchos se ubican en la punta de las tecnologías más

avanzadas, ¿cuántos podríamos enumerar en la pobreza más extrema?[6]

Probablemente es en el límite de estas categorías donde encontraríamos la mayor parte de esta población flotante, origen de la dispersión del poblamiento; no queda sino constatar que son pocos los esfuerzos que se han hecho en beneficio de estos grupos; su extrema dispersión es precisamente la consecuencia de ello.

Al igual que en muchas colonizaciones agrícolas, el control del espacio en el estado de Veracruz parece adoptar formas cíclicas. Desde la Conquista hasta la Revolución, pasando por la Independencia y los liberales, y el periodo de mano dura de Porfirio Díaz, todas estas épocas han estado marcadas por "estilos" de colonización sobrepuestos a las formas sociales anteriores.

En el centro de Veracruz parecía que todo había terminado con la historia misma de la Conquista; ¿no describía Revel-Mouroz este espacio como formando parte de "las regiones de colonización antigua, llegadas a un grado de senilidad"?

Ahora bien, la dispersión, así como la ausencia persistente de arraigo para una capa importante de la población, muestran que el esquema sigue estando incompleto; pues aun si es cierto que ya no hay tierras por conquistar, desde hace algunas décadas, este espacio "apolillado" es la imagen concreta de una colonización espontánea. Y ésta, ni es reciente, ni está terminada aún.

Finalmente, esta movilidad perpetua, estas oleadas de colonización superpuestas, después de tantos siglos de presencia humana, son las que nos intrigan. Desde hace cuatro siglos, el estado de Veracruz vive una conquista permanente y los hombres no terminan de apropiarse del territorio. Entre la colonización y el vagabundeo, el límite a veces parece bien borroso; cualquiera que sea el nombre que le demos, ¿no refleja siempre la migración una crisis vivida en otro lugar?

Bibliografía

Barragán, E., 1986 - *Más allá de los caminos: los rancheros de la Sierra*, El Colegio de Michoacán, Zamora, Mich.

Cambrezy, L. 1988 - *Directorio de los ejidos en el centro del estado de Veracruz: 1915-1918*. INIREB-ORSTOM, Xalapa, Ver., 46 p., mecanografiado.

Cosío de Zavala, M.-E., 1986 - *L'analyse des migrations internes au niveau régional et local. Quelques études de cas*. IHEAL, París, 25 p.

Couty, Ph., 1989 - Avant propos, *in* J.L. Dubois, *Réfléchir pour mesurer...* Brochure Amira 57: 3-5. París.

Espinosa, G. 1983 - El contexto de la migración rural en México. *In* Benítez-Quilodrán, *La fecundidad rural en México*: 297-314. El Colegio de México/UNAM, México.

Gordillo, G. - *Estado, mercados y movimiento campesino*, Plaza y Valdés, México. 288 p.

Guerra, F.-X., 1985 - *Le Mexique. De l'ancien régime à la révolution*. L'Harmattan, 2 vol., París.

Hoffmann, O., 1988 - Archivos y bancos de datos: registro público de la propiedad en Xico, Ver. *La palabra y el hombre* 65: 59-83. Universidad de Veracruz, Xalapa, Ver.

Marchal, J.-Y. y R. Palma-Grayeb, 1985 - *Análisis gráfico de un espacio regional: Veracruz*. INIREB-ORSTOM, Xalapa, Ver. 220 p.

Padua, J. y A. Vanneph, 1988 - *Poder local, poder regional*. El Colegio de México/CEMCA, México, 287 p.

Quesnel, A., 1984 - La mortalité infantile face obscure de la transition démographique. *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences Humaines XX (2): 283-291.

Revel-Mouroz, J., 1972 - Mexique, aménagement et colonisation du tropique humide. *Travaux et mémoires de l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine*, Université de Paris III, París.

Sánchez *et al.*, 1977 - *Breviario municipal*. CEPES-PRI, Xalapa-Ver.

Censos de población, 1920-1980 - Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática, Secretaría de Programación y Presupuesto, México.

6 Los términos de "mifundista" o "jornalero" convienen mejor a esta categoría de campesinos, aun si éstos viven en ranchos o rancherías.

"Un conflicto puede ocultar otro" Llanura costera de Veracruz*

Odile Hoffmann**
David Skerritt***

El término "modernización" aparece ya en el discurso político mexicano en los primeros años que siguieron a la Independencia, a principios del siglo XIX. Hoy, se encuentra de nuevo en el centro del debate nacional. La administración de Carlos Salinas de Gortari, presidente de la República electo en 1988, ha lanzado un amplio proyecto llamado "de modernización", orientado simultáneamente al frente económico y al político. La idea básica es aumentar la competitividad y la productividad nacional en todos los sectores, con miras a una integración de México a los acuerdos del GATT. Entre otras cosas, esto implica reducción del aparato burocrático y su retiro progresivo de las estructuras productivas, donde ha estado presente desde los años setenta. Ha llegado la hora de pensar en costos y precios y de reducir los subsidios y apoyos (tanto para la producción como para la comercialización o el consumo), así como de generalizar y uniformizar el régimen fiscal para todos los productores. Estas medidas van acompañadas de otras, más directamente políticas, a nivel electoral y del funcionamiento de las instancias regionales y nacionales. En el primer caso se trata de ampliar la participación en las elecciones a los demás partidos fuera del partido oficial (PRI, Partido Revolucionario Institucional); en el segundo, el Estado busca el surgimiento de nuevos interlocutores políticos capaces de sustituir las estructuras de tipo clientelista o caciquista que pretende combatir (véase G. Gordillo 1990).

En esta ponencia se tratará, a través de un ejemplo localizado y muy parcial, de hacer una interpretación de las modalidades y consecuencias de estas recomposiciones políticas y económico-productivas, destacando el carácter muy reciente de esta recomposición.

La región del Golfo de México, y en especial la del centro del estado de Veracruz que guarda una amplia gama de las principales producciones "tropicales" (caña de azúcar, café, petróleo, ganadería), ofrece estremecedores ejemplos de los actuales cambios (véase CREDAL 1990).

En el sector azucarero, muy controlado por el Estado desde los años cuarenta, la venta de los ingenios y su privatización se inició en 1988 para después acelerarse recientemente.

El organismo paraestatal del sector del café, el INMECAFE (Instituto Mexicano del Café), había logrado, desde los años setenta, impulsar la creación de un grupo de pequeños y medianos productores, con política voluntarista de precios de garantía y de ayuda para la comercialización. El debilitamiento de esta institución, en un contexto de crisis provocada por la ruptura de los acuerdos de la OIC (Organización Inernacional del Café) en julio de 1989, remitió a los productores a los únicos interlocutores, los del mercado privado, y a los azares de los precios del mercado mundial.

Finalmente, un sector importante en el mundo rural (aunque no agrícola), el de la extracción, el refinamiento y la exportación del petróleo, cuenta con una fuerte presencia en el norte de la zona considerada. Ante la organización sindical de Pemex, (Petróleos Mexicanos, nacionalizado en 1938) particularmente poderosa, el Estado optó por el enfrentamiento, con el arresto del principal líder, La Quina, acusado de acopio ilegal de armas (véase

---

* Coloquio internacional, Tolosa 13-14 de diciembre de 1990 *Agriculture et paysanneries en Amérique Latine. Mutations et recompositions*

** ORSTOM-CREDAL.
***Centro de Investigaciones Históricas de la Universidad Veracruzana-ORSTOM.

M.-F. Prévôt-Schapira 1989). Así, daba a conocer claramente sus intenciones de cambiar ciertas "reglas", sobre todo en las relaciones obreros/sindicatos/patrón (Estado) y en los contratos colectivos de trabajo.

De este modo, los primeros pasos hacia la modernización se traducen, en la región del Golfo, en un cuestionamiento de los equilibrios económico-políticos anteriores y de los principales grupos de poder locales vinculados con los grandes sectores productivos más o menos controlados por el Estado.

La política y el mensaje del Estado ante el sector privado resultan menos claros. Oficialmente, este último es el gran privilegiado de esta modernización y es presentado como el futuro del país, como la solución ante los problemas de burocratización de los organismos relacionados con la producción etc. En la realidad, el Gobierno se muestra más cauto, consciente del enorme poder de algunos grupos de empresarios, sobre todo en el norte del país, pero también, a menor escala, en la mayoría de las regiones.

El sector agrícola privado en el centro de Veracruz: ¿Adhesión o resistencia al esquema de modernización?

En la región central de la llanura costera de Veracruz, un grupo importante de empresarios privados mantiene, desde hace un siglo, un lugar preponderante en el control de la producción agrícola regional: el de los ganaderos, productores de plátanos, y hoy de cítricos, y grandes terratenientes.

Elevan sus voces a través de múltiples canales, entre ellos:

- Las Asociaciones de Productores; asociaciones ganaderas a nivel local (ALG) y regional (Uniones del Centro —UGC— y del Norte —UGN— del estado de Veracruz). Asociación de Productores Plataneros.
- Los puestos de elección (puestos municipales, diputados nacionales y estatales).
- Las relaciones personales y familiares establecidas por muchos de ellos con los altos funcionarios del Estado.

Siguiendo con interés, mezclado de ansiedad, los avances de Carlos Salinas de Gortari en su proyecto de modernización, estos ganaderos se levantaron firmemente contra ciertas medidas, sobre todo la reforma fiscal que prevé gravar a los productores de acuerdo con el volumen de ventas declarado: hasta ahora se gravaban únicamente las transacciones y los movimientos de ganado. Otros motivos alimentan la ola de descontento, éstos más relacionados con las condiciones coyunturales desfavorables de la producción: las crudas heladas de 1989 afectaron seriamente las reservas y la capacidad forrajera del año en curso; la exportación de cítricos a los Estados Unidos se redujo por los problemas fitosanitarios; y el mercado interno de la carne se derrumbó por una notable baja en el consumo. Los ganaderos exigen ayuda del Estado, en particular a través de la ampliación del derecho de exportación de ganado a Estados Unidos (hasta ahora sometido a estrictas cuotas para el estado de Veracruz) y una flexibilización de las condiciones de comercialización interna, todavía controlada por un grupo restringido de intermediarios.

Entre el grupo de ganaderos y el Estado, las tensiones van en aumento: las alianzas políticas tradicionales están en peligro, como por ejemplo la afiliación sistemática de los ganaderos al partido oficial (PRI), o el apoyo de las asociaciones de productores a los candidatos oficiales en las elecciones. Algunos coquetean con el PAN; otros están todavía indecisos pero no titubean en dar a conocer su descontento por otras vías, por medio de la prensa o individualmente. Por su parte, desde 1987 y con la llegada a la gubernatura del estado de Veracruz de Fernando Gutiérrez Barrios (ahora Secretario de Gobernación), el Estado ha multiplicado los signos de desacuerdo y su voluntad de acabar con ciertos sectores privados, en especial el de los ganaderos, muy comprometidos en asuntos de caciquismo y de tráfico de armas (hablando sólo de las objeciones oficiales). Así fue como un gran cacique ganadero del sur del estado, Cirilo Vázquez Lagunes, conocido desde hace muchos años por sus atropellos, fue detenido en 1987 a pesar de contar con poderosos apoyos institucionales.

El análisis detallado de la situación local[1] durante el primer semestre de 1990, da una serie de "pistas" o de hipótesis para elucidar las complejas y cambiantes relaciones entre el Estado y este grupo de presión: ¿Cuáles son los argumentos empleados? ¿Con qué ventajas cuentan unos y otros? ¿Qué fuerzas sociales o políticas están implicadas en las negociaciones?

1 Información obtenida del banco de datos de la prensa local y nacional acerca de Veracruz, "SIV-Veracruz", 1989-1990, establecido por el CEA (Centro de Estudios Agrarios, Jalapa).

Un conflicto puede ocultar otro: relato de un enfrentamiento

A principios de mayo de 1990, un grupo de campesinos pertenecientes al "Movimiento de los 400 Pueblos" invadió tierras ganaderas de "La Soledad" en el municipio de Atzalán. La policía intervino inmediatamente para expulsar a los campesinos y en la acción murieron cuatro personas, entre ellas unos policías.

Es de observar la rapidez y la violencia de la reacción de las autoridades ante esta invasión: la expulsión se realizó antes de cualquier intento de diálogo, y sin que hubiera enfrentamientos entre los campesinos y el propietario. El Estado quiso ante todo mostrar su determinación de luchar contra cualquier forma ilegal de ocupación de tierras[2] y su negativa "categórica" de negociación fuera del marco legal. Sólo después se encontró una "solución política" con la concesión de tierras a los campesinos solicitantes y el no encarcelamiento a los dirigentes del "Movimiento de los 400 Pueblos".

De esta forma, el Gobierno se enfrentó en forma brutal a César del Angel, líder del Movimiento, personalidad compleja y de primer plano en las luchas agrarias del estado de Veracruz desde los años sesenta. El momento seleccionado para la invasión de tierras, en 1990, corresponde a un período de "imprecisión política" de César del Angel, mal repuesto de su efímera alianza con la oposición cardenista en 1988 y sin orientación política clara desde entonces.

Casi al mismo tiempo se reanuda un antiguo conflicto agrario en el municipio vecino de Martínez de la Torre, alrededor de los pueblos de San Rafael y de Jicaltepec, que también hace salir a escena a ganaderos y campesinos solicitantes de tierras.

Después de los primeros repartos de los años 1936 y 1972, vinieron nuevas solicitudes de dotaciones agrarias a principios de los años ochenta, presentadas por campesinos relacionados con el "Movimiento de los 400 Pueblos". En esa época, César del Angel (su líder) estaba de "luna de miel" con las autoridades tras haberse afiliado al sindicato oficial, la CNC. Su poder no bastó para arreglar este asunto agrario y rápidamente se retiró del caso.

Aparece entonces otro grupo en 1983, "Antorcha Campesina". La salida a escena de este grupo en las costas de Veracruz significó una doble expansión, geográfica y política, de este movimiento hasta el momento activo en el centro del estado de Puebla, y el inicio de temas como el acceso a los servicios y al abasto.

Después de siete años de trámites burocráticos, de resultados contradictorios, el tribunal de Veracruz dio la razón a los campesinos de "Antorcha Campesina" (*El Dictamen* 19-06-90) en su petición de expropiación de 100 hectáreas en San Rafael (*Diario de Xalapa* 4-05-90).

Los ganaderos organizaron la contraofensiva, con el apoyo activo de las Uniones Regionales del centro y del norte del estado. La asamblea anual de la Confederación Nacional Ganadera, celebrada el 21 de mayo de 1990 en Veracruz en presencia del Secretario de Agricultura, ofrece una tribuna excepcional para exponer sus quejas. Emplean asimismo otros canales, como la Asociación Local de Productores Plataneros del estado de Veracruz, que publica una página entera en la prensa "en apoyo público a las justas reivindicaciones de los pequeños propietarios de Martínez de la Torre y Nautla" (los ganaderos de San Rafael) (*Diario de Xalapa* 22-05-90).

Los campesinos responden con la invasión inmediata, el 23 de mayo, de 30 hectáreas de San Rafael, sin esperar los trámites oficiales de entrega de tierras. En esta ocasión las autoridades gubernamentales reaccionan en forma muy diferente a la empleada en La Soledad: no se intenta expulsión violenta alguna, y sólo se organiza a la policía para "vigilar" los lugares en litigio.

Durante este tiempo de "calma en tensión" en San Rafael, las discusiones empiezan en el Palacio de Gobierno de Jalapa. El Gobernador intenta minimizar el alcance del conflicto y evitar la derivación hacia terrenos más políticos.

En efecto, rápidamente convencidos del callejón sin salida legal del conflicto (complejidad del caso, además desfavorable para ellos), los ganaderos exigieron una solución política. El mismo día, los campesinos respondieron ocupando 10 hectáreas más en San Rafael (*Gráfico* 30-05-90). Para finales del mes de junio de 1990 el conflicto no estaba resuelto.

Hipótesis e interpretaciones: revisión de los papeles y de los poderes locales

De estos sucesos se pueden obtener algunas enseñanzas, o por lo menos plantear algunas preguntas.

2 De acuerdo con la Secretaría de Reforma Agraria hubo 41 casos de invasiones de tierras en la primera mitad del año de 1990, en todo el estado (*Diario de Xalapa* 31-05-90). Según otras fuentes, desde principios de año ya se pueden contar 454 expulsiones de terrenos invadidos tanto en el medio rural como en las colonias urbanas (*El Dictamen* 20-06-90).

¿Por qué la actitud de las autoridades gubernamentales ante estas invasiones de tierras fue tan diferente en La Soledad (intervención inmediata y brutal) y en San Rafael (negociación)?

¿Son acaso las consecuencias dramáticas de la primera intervención (varios muertos) las que llevaron a la prudencia? Es muy poco probable, pues en el momento mismo del inicio de las negociaciones en San Rafael, la policía realizaba violentas expulsiones en el sur del estado (municipio de Moloacán), en terrenos ocupados por campesinos de la Central Campesina Independiente (CCI), grupo campesino afiliado al sector oficial pero que iba perdiendo fuerza desde hacía algún tiempo (*Diario de Xalapa* 1-06-90).

En el primer caso mencionado, en La Soledad, el Estado intervino ante un socio debilitado. En efecto, el "Movimiento de los 400 Pueblos" cuenta hoy con escasa legitimidad y representatividad tras su reciente vagabundeo político, y César del Angel reúne poco a poco sus fuerzas, recurriendo a acciones llamativas para provocar la movilización. Por eso el Estado no duda en intervenir, probando así que una modernización bien entendida sólo puede realizarse en un Estado de derecho, y no tolerando las infracciones cotidianas que, en el mundo rural, representan los despojos y las invasiones de tierras.

A unos cuantos kilómetros de ahí, en San Rafael, la situación ya no es la misma. Los campesinos invasores están, si no es que protegidos, por lo menos calmadamente vigilados por las fuerzas del orden. No hay expulsión brutal, no hay violencia que deplorar hacia sus ocupantes, tan ilegales como sus colegas de La Soledad.

Es poco probable que el Estado acceda de pronto a reivindicaciones y formas de lucha que siempre ha reprobado. Las reivindicaciones de San Rafael no están en sí más o menos justificadas que otras demandas de tierras en el resto del estado. El motivo de la clemencia de las autoridades públicas no se encuentra del lado de la legitimidad de la demanda, sino más bien de la personalidad de quienes intervienen.

"Antorcha Campesina", movimiento revolucionario extremista en sus discursos, con frecuencia ha ido de la mano con el Estado en ciertas instancias oficiales, en cuanto lograba ventajas inmediatas u oportunidades de lucha contra los adversarios considerados como los más peligrosos (para ella todos los demás grupos y movimientos campesinos "competidores"). En la región de estudio, esto se traduce por conflictos y divisiones dentro del mundo campesino, con ataques repetidos contra la "Unión Campesina Independiente", movimiento de reivindicación campesina bien establecido en la Sierra de Puebla y en el centro de Veracruz desde los años setenta. Funcionando como un submarino lanzado por el Gobierno, "Antorcha Campesina" ha contribuido a intensificar las divisiones internas de los campesinos y a debilitar ciertos movimientos opositores. Sin dejar de mantener un discurso extremadamente violento y crítico con respecto al Estado, no duda en aprovechar las coyunturas y en formar alianzas "contra natura", en especial con el Estado, para introducirse fuera de sus feudos tradicionales del centro de Puebla y extender su influencia. Si se sigue esta hipótesis, el movimiento campesino "Antorcha" no es realmente un "actor social", pues no representa a ninguna fuerza organizada del mundo rural, sino sólo a una conjunción de intereses en un momento dado; conjunción de la que se aprovecha el poder instituido para combatir a sus oponentes del momento, a saber los ganaderos decepcionados por las medidas fiscales y desconfiados ante la política de modernización.

Sin embargo, los ganaderos no son abiertamente hostiles a los proyectos gubernamentales, que muchas veces apoyan en sus discursos. Aunque previamente, establecen la solución o la consideración de sus reivindicaciones, principalmente la seguridad de la tenencia de la tierra y el mejoramiento de las condiciones de comercialización. Ante esta "tibieza" de los ganaderos, se desarrolla una corriente de opinión desfavorable en las instancias estatales, quienes les acusan de incapacidad ante el cambio, de actitudes retrógradas y casi reaccionarias. El tono se endurece, y el director de Ganadería del estado de Veracruz recientemente les increpaba en estos términos: "La ganadería no es un *hobby*, es una empresa" (*Diario de Xalapa* 16-06-90). Cabe recordar que las relaciones entre el grupo de ganaderos y el Estado siempre han seguido una dinámica oscilatoria, con períodos de alianzas "indefectibles" alternándose con períodos de crisis y de enfrentamiento.[3] El conflicto de San Rafael fue un tiro de

3 Para la época reciente, mencionemos el conflicto vinculado con la planta nuclear Laguna Verde, muy criticada por los ganaderos, o aquel suscitado por el arresto de ganaderos implicados en asuntos de caciquismo y de bandidaje armado (véase más arriba). En ambos casos, el enojo de los ganaderos y su oposición se desvanecieron después de difíciles negociaciones al más alto nivel y tras promesas que se les hicieron en puntos considerados fundamentales tales como la seguridad de la tenencia de la tierra.

advertencia lanzado por el Gobierno a los ganaderos, manipulando un punto muy sensible para ellos: el ataque a la propiedad. En efecto, para los ganaderos, la seguridad de la tenencia de la tierra siempre ha sido por una parte uno de los pilares y fundamentos de la producción y por otra de su influencia política local, más allá de su propia existencia como grupo social. Se puede calcular la importancia de lo que está en juego por la intensidad de la respuesta. Los ganaderos afectados directamente pusieron en marcha una serie de acciones encaminadas a ampliar el conflicto y que implicaban a ganaderos de otras regiones (llamado a las uniones vecinas y a la Confederación Nacional), así como a los "aliados" de otros sectores (la Unión de Productores de Plataneros). Sin embargo, debe recalcarse que excluyeron un modo de acción que no deja de serles habitual: la violencia y la defensa armada de sus intereses recurriendo a la milicia privada.

Si hubo un cambio en la forma de reacción es porque la problemática y los actores eran otros. No se trata del problema agrario "de costumbre", del enfrentamiento entre campesinos y propietarios, sino de una negociación donde el Estado interviene detrás de los interlocutores más visibles. Los ganaderos lo comprendieron enseguida por lo que buscaron dialogar directamente con el Gobierno e imponer una solución "política" (véase más arriba). Se puede decir que se presencia una especie de lucha salvaje entre los ganaderos y el Estado y que el movimiento campesino "Antorcha Campesina" desempeña tan sólo un papel paradójicamente secundario.

El objetivo de este conflicto, en cierta forma manipulado, si no es que suscitado por el Estado, sería la negociación en torno a nuevas reglas en las relaciones políticas y productivas a nivel local. El apoyo de los ganaderos a las orientaciones modernizadoras se solicita con fuerza, pues de no ser así se reanudarían los conflictos agrarios, cuando el Estado está firmemente decidido a ignorarlos o a reprimirlos en la mayoría de las demás regiones. Los asuntos agrarios y técnicos se entrelazan y se condicionan mutuamente, en un juego mediatizado por las alianzas y las negociaciones políticas.

Prosiguiendo con la recomposición global de las reglas productivas, sociales y económicas del mundo rural, el Estado interviene directamente en aquellos sectores que controla todavía mayoritariamente, por ejemplo en el sector petrolero o en el de la caña de azúcar. Ahí aparece como un actor y un interlocutor con todos los derechos, dotado de legitimidad y de recursos económicos y políticos, en vinculación con esta legitimidad. En cambio, entre los sectores privados como el de la ganadería, que encierra un fuerte grupo de poder de tradiciones históricas sólidamente fundamentadas, el Estado no tiene aparentemente la legitimidad suficiente para intervenir directamente, y menos aún cuando su nueva política preconiza precisamente el retiro del Estado de los asuntos productivos. En ese caso, actúa como árbitro o mediador en los conflictos locales, que sabe utilizar en la mejor forma para trasmitir sus mensajes e imponer su nueva visión de la distribución de papeles: sí a la iniciativa privada, con la condición de que respete las nuevas reglas de la liberalización y sus consecuencias, en especial las fiscales. Nuevas relaciones políticas se están gestando a través de la resolución de estos conflictos locales, siendo el de San rafael tan sólo un ejemplo.

Referencias bibliográficas

Diarios consultados
Diario de Xalapa
Gráfico
El Dictamen

Entrevistas y encuestas de campo (O. Hoffmann, D. Skerritt). Octubre-noviembre 1989.

CREDAL colectivo (O. Hoffmann, J.-Y. Marchal, M. Pépin Lehalleur, M.-F. Prévôt-Schapira) 1990 - Pistes et questions pour l'étude du pouvoir local dans le golfe du Mexique. *Documents de Recherche du CREDAL*: 217, p. 80.

Gordillo de Anda, Gustavo 1989 - *Politique macroéconomique, rôle de l'Etat et participation active de la société rurale*. Coloquio SOLOGRAL, París, junio 1990.

Rello, Fernando 1989 - *Sistemas de abasto y acceso a la alimentación (el caso de México)*. Coloquio SOLAGRAL, París, junio 1990.

Prévôt-Schapira, Marie-France 1989 - Après les élections, la chute d'un cacique syndical. *Problemas de América Latina*. La Documentation Française, París.

Skerritt, David 1980 - *Peasant Organisation in Veracruz. 1920-1980*. Copias, Oxford.

Transformaciones de la vida rural y políticas agrícolas (Tamaulipas y Veracruz): un programa de investigación

Jean-Yves Marchal*
Marielle Pépin Lehalleur**

Resumen

Las políticas agrícolas, hoy más que ayer bajo la influencia del mercado internacional (perspectiva de integración al mercado de los EE.UU.) trazan en el espacio observado, dos estados, una trama reticulada de decisiones, de flujos monetarios y de movimientos de bienes a todo lo largo de la cadena de producción. Estos circuitos se superponen a la marquetería de los territorios agrícolas y se combinan con el juego de intereses locales para unir los pequeños centros con su campo cercano. Hemos tomado en cuenta este díptico: por una parte, la dinámica de conjunto alimentada por conductos extra regionales (por los que corre) y, por el otro, la problemática de los sitios de producción. Estas dos vertientes concurren en el análisis que se hace de la evolución de las formas de vida rural y de poder local presentes en la llanura costera del Golfo de México.

El campo mexicano vive hoy grandes cambios. Las políticas recientes, encaminadas a una mayor apertura del mercado agrícola y a la descentralización administrativa, hacen tambalear las antiguas estructuras directivas y, conjugándose con los acelerados movimientos migratorios y con una urbanización multiforme, llevan a la instauración de nuevos conjuntos territoriales donde los intereses locales buscan establecer su influencia auspiciados por la coyuntura.

El México agrícola se mueve con rapidez. La política de desreglamentación, de privatización y de transferencia de responsabilidades administrativas emprendida por el gobierno del presidente Salinas de Gortari se trasluce a nivel regional e infrarregional, a través de las producciones que se eligen, las modalidades de apoyo técnico y financiero y las instalaciones de equipamiento y empresas. En el momento en que el Estado se retira considerablemente de la producción, participa cada vez más, a través de instancias federales, de los gobiernos de los estados y de las presidencias municipales, en el equipamiento, la rehabilitación de la infraestructura y la dotación de servicios urbanos.

Los asuntos agrarios parecen despertar nuevas inquietudes cuando se pretende garantizar definitivamente la seguridad jurídica de las diversas formas de tenencia, y se impulsa vigorosamente la búsqueda de contratos de asociación entre tierra, trabajo y capital. Acaso será esta última opción la que se ofrezca a los contingentes de productores excluidos, por sus deficientes condiciones, de la clientela de los bancos comerciales y de crédito oficiales, mientras se multiplican paralelamente los contactos comerciales en las ramas de exportación y en los proyectos regionales agroindustriales. Así, se crea la redistribución de las fuerzas que junto con las soluciones estratégicas o de emergencia propuestas (concretamente en el marco de los programas Pronasol) movilizan hoy la vida local.

Hasta hora, en México, se ha hablado muy poco de la relación procedente de cómo se inscriben espacialmente los flujos de bienes y de personas y cómo se definen los planteamientos de una confrontación "local", de la que no se distinguen claramente las raíces. La explicación es que el análisis de las percepciones y de las aspiraciones que motivan el juego político generalmente está divorciado del de las dinámicas económicas.

* ORSTOM, MAA.
** CNRS, CREDAL.

Sin embargo, la huella impresa en el territorio por los usos sucesivos o concurrentes impuestos (junto con las estrategias implementadas por los diversos segmentos de la población para adaptarse a las presiones del mercado y de los programas, hacerlas virar en su provecho o combatirlas) permite juzgar la orientación dada a las realidades locales por los designios oficiales así como su verdadero alcance.

En la formidable reforma de la vida económica y social mexicana a la que asistimos, se enfrentan las posiciones más diversas. Ante el mundo rural, cabe preguntarse en qué grado esas transformaciones reflejan un proyecto específico de desarrollo o una evolución de las necesidades o de las opciones de las poblaciones.

Entre las consecuencias inmediatas más visibles, destaca que México no ha dejado de importar productos alimenticios básicos, buscando al mismo tiempo especializarse en la producción de productos de exportación altamente rentables. ¿Cabe explicar lo anterior —y todas las medidas conexas— en el marco de un desarrollo extravertido que da la preferencia a la posibilidad de integración al mercado norteamericano? O, ¿acaso responde a los nuevos modos de vida y de consumo de la población mexicana de las ciudades o del campo?

Con toda seguridad no se trata de una simple alternativa y las respuestas deben ser múltiples en el país. También es necesario destacar cuáles son las perspectivas a largo plazo y cuáles los movimientos de ajuste más inmediatos. A través de la observación (adoptada por los diferentes actores de la vida rural) de la forma de inscribir localmente sus estrategias de residencia, de producción, de empleo y de participación política en el marco de las nuevas opciones, tratamos de dar algunas respuestas.

Para ello se constituyó un equipo pequeño de antropólogos, geógrafos y sociólogos, franceses y mexicanos, investigadores de El Colegio de México, del CNRS y del ORSTOM.[1]

Cada uno aportó su visión y sus referencias. Algunos partieron de la observación del juego político de los grupos locales, o bien del análisis de los paisajes como factores limitantes y testigos de las estrategias productivas; otros, de las representaciones que se forjan los habitantes de su propio lugar, en esos sitios y en esas sociedades, y de lo que orienta sus decisiones y su participación en la vida social. Estos enfoques coinciden y convergerán hacia una explicación de la dinámica específica de cada región ante los impulsos externos que todas reciben.

Los "estados del Golfo"

El equipo propone la comparación de las dinámicas regional y local, ya mencionadas, en los estados de Tamaulipas y de Veracruz; esta elección está basada en motivos de peso.

En primer lugar, estos dos estados, de diez millones de habitantes, se presentan como un área de fuerte producción agrícola. Tanto Veracruz con el café, las naranjas, la caña de azúcar y productos ganaderos (carne y leche), como Tamaulipas con los granos básicos (soya, sorgo y maíz), los cítricos y frutas y verduras tempranas, ocupan regularmente los primeros lugares en la gama de la producción de México. Y, dentro de la variedad del paisaje agrícola que se extiende de norte a sur a lo largo de cientos de kilómetros, la explotación de los yacimientos petroleros ha creado polos de desarrollo escalonados y vinculados con la extracción, el procesamiento de los petroquímicos y las instalaciones portuarias.

Además de ese peso económico, globalmente constante desde hace unos treinta años, la actividad de estos dos estados funciona por ciclos, en especial en el área en forma de cuerno objeto de nuestro estudio, desde el norte de la sierra de Jalapa hasta el centro de Tamaulipas.

Se pasó rápidamente de la ganadería extensiva a las estrategias de producción de la tierra. El piemonte montañoso produce café, mientras que en el llano se desarrollan el algodón, las plantaciones de caña de azúcar y de cítricos. Se ofreció un gran número de tierras a los rurales del altiplano. Se aceleró la habilitación de tierras para crear distritos de riego (producción de granos básicos y de frutas y verduras tempranas) así como un nuevo tipo de ganadería bovina (moderna, de engorda). Por otra parte, junto con las prospecciones petroleras se abrió una red carretera, desarrollándose en sus márgenes la colonización agrícola, y muchos de los campamentos establecidos a orillas de las perforaciones constitu-

1 Por El Colegio de México, Nelson Minello Martini y Arturo Alvarado Mendoza, investigadores del Centro de Estudios Sociológicos (CES); por el CNRS, Marielle Pépin Lehalleur y Marie-France Prévôt-Schapira, investigadores del Centro de Investigación y de Documentación sobre América Latina (CREDAL); y por el ORSTOM, Odile Hoffmann y Jean-Yves Marchal, miembros del Departamento "Medio y Actividades Agrícolas" (MAA). Anath Ariel de Vidas participa en el programa como tesista EHESS y becaria del gobierno mexicano.

yeron embriones de futuros centros y mercados agrícolas. Aún si no puede decirse que se haya sustraído al sello de PEMEX, el conjunto de las actividades regionales no se trastornó, como en Tabasco o en Campeche, por la orientación masiva hacia el petróleo de los años setenta ni por sus efectos en el mercado del empleo. Como si la agricultura conviviera con la explotación petrolera.

En el Golfo todo es movimiento. ¿Se desestabiliza una producción? Otra viene a sustituirla. Por este motivo, en la región, las transformaciones de la vida rural son particularmente intensas y rápidas.

Dicho esto, no hay que olvidar que el *patchwork* inestable de las actividades económicas se moldea de acuerdo con la trama de las condiciones físicas. Habría pues que considerar que el cambio adopta una dimensión espacial que hace variar, de lugar en lugar, el tipo de producción. Por una parte, el dispositivo este-oeste: la llanura costera, el piemonte y las estribaciones de la sierra —dispositivo que se encuentra más o menos bien marcado por todas partes— y por otra parte el juego de latitudes, crean una plantilla de potencialidades cruzadas este-oeste y norte-sur.

Se refuerza y fortifica la naturaleza de las áreas por medio de la inyección de inversiones, por parte de los poderes públicos —vinculándose con toda la cadena de transmisiones que parten de las Secretarías hasta los sitios de producción— o de los grupos privados que cuentan con grandes recursos, en ocasiones apoyados por inversionistas extranjeros. La importancia adquirida por quienes toman las decisiones fuera de la región y su intervención cíclica tiene que ver con la baja densidad demográfica y social, que en forma desigual ha caracterizado durante mucho tiempo estas regiones.

La voluntad de poblar la llanura costera (la "marcha hacia el mar") animó la reforma agraria y la creación de ejidos, el ordenamiento del territorio con grandes recursos (presas conectadas con la red de riego), y la implantación de infraestructura industrial (que dibuja claros ejes y polos de desarrollo en el tejido rural).

En el caso de los inversionistas privados, fue cuestión de aprovechar la coyuntura comercial propicia y las ventajosas condiciones ofrecidas por el Estado para tal o cual producción e invertir así su capital y explotar sus conocimientos: algodón, cítricos, frutas y verduras tempranas, ganadería, caña de azúcar viven, por turno, épocas florecientes, a veces seguidas de bruscas caídas.

El corolario es el escaso lugar otorgado a las pequeñas iniciativas locales y a las lentas acumulaciones ante el brusco ritmo del ordenamiento regional, sus aspectos voluntaristas y la repetición de los mismos esquemas en diversos sitios.

Otras influencias contribuyen a diferenciar estos sitios. Del sur hacia el norte, la proximidad de los Estados Unidos se refleja cada vez más en las relaciones comerciales y en los modos de vida, interponiéndose la de Monterrey, que naturalmente aparece como el mercado preferencial. En forma todavía más directa, los industriales del "grupo Monterrey" tienen importantes intereses en el sector agroindustrial y en las plantas petroquímicas instaladas en Tamaulipas. Más al sur, los canales que conducen a la Central de Abastos de la ciudad de México parecen estar mejor establecidos.

El sindicato de petroleros ha desarrollado una política activa de inversiones en las actividades comerciales y agropecuarias en torno a los polos de Tampico-Ciudad Madero, Ebano, Poza Rica etc., así como de asistencia puntual a múltiples sectores de la población con dificultades y de intervención, abierta o subterránea, en la vida política de las localidades, desempeñando a la vez el papel de "padrino" y de "gran elector", hoy muy cuestionado pero no eliminado.

La influencia ejercida por el STPRM es tan sólo un caso particular y extremo de la imposición de las relaciones corporatistas en la planificación de los asuntos rurales y urbanos —en Tamaulipas quizá más que en Veracruz— de la cual los empresarios no están exentos, siendo incluso ventajoso para ellos, por lo menos hasta hace poco tiempo.

Finalmente, la intensificación de las migraciones (¿temporales?) más allá de la frontera y el creciente número de gente de campo que se establece en la periferia de los polos regionales contribuyen a ahondar las desigualdades entre las poblaciones; estas desigualdades ya habían sido considerablemente atenuadas por la dotación de tierras. Pero las relaciones con la ciudad y sus habitantes se han multiplicado a tal grado (trámites administrativos, búsqueda de empleo, estancias etc.) que se puede encontrar un nuevo factor de uniformización en el reclamo reiterado, de la gente del campo, de servicios considerados antaño "urbanos" y los esfuerzos hechos por los poderes públicos en esos sitios.

Posiciones que había que examinar...

De esta trama, donde la voluntad política se impone tan fuertemente a lo económico, se seleccionaron

cinco pequeñas regiones para destacar los factores de diversidad. Estas regiones sirven de observatorio para los cambios que experimenta la agricultura, y en forma más general, la vida rural a causa de la coyuntura actual.

Estas son:

- En el centro del estado de Tamaulipas, los valles de Barretal y de Santa Engracia, donde domina la fruticultura (naranjas) destinada a la exportación, manejada desde hace mucho tiempo en el marco ejidal.
- Siguiendo con Tamaulipas, las inmediaciones de Ciudad Mante, marcadas por la "gran agricultura" de riego vinculada con el establecimiento de ejidos, donde la crisis cañera y la reforma de las estructuras directivas obligan a revisar las orientaciones.
- En la frontera entre los dos estados y en conurbación con Tampico y Ciudad Madero, el municipio de Altamira, donde el desarrollo de las actividades urbanas, la instalación de industrias y la construcción del puerto industrial afectaron la antigua producción pecuaria y activaron la del algodón, la soya y las frutas y verduras tempranas.
- En Veracruz, en los alrededores de Alamo, donde las actividades agrícolas (fruticultura, tabaco, ganadería), muy organizadas a nivel de las tierras, las técnicas y el manejo comercial, tienden a suplantar aquellas relacionadas con la extracción petrolera.
- Y finalmente, siguiendo con Veracruz, la "pequeña región" de Misantla y de Martínez de la Torre, donde una mayor capacidad de iniciativa local condujo a diversificar la producción: maíz, ganadería, fruticultura, caña de azúcar.

El estudio de las zonas que proponemos está orientado tanto a las relaciones como a las singularidades locales y abarca por una parte la espesura (entiéndase por ello todo el peso del pasado, antiguo y reciente) y por otra la extensión territorial.

Realizada con base a observaciones a escala media, es decir regional, y respaldada por una serie detallada de análisis de campo, la investigación aborda el largo tiempo de la historia rural, insistiendo en los últimos cincuenta años, durante los cuales las disposiciones estatales ejercieron efecto sobre un espacio ya productivo. Por lo tanto, es conveniente efectuar una evaluación antes de atender los desórdenes económicos actuales; es evidente que la producción agrícola viene estructurada por las contingencias políticas que son los sexenios presidenciales.

La primera perspectiva tiene como objeto evaluar el territorio regional en conjunto y la respaldan tres interrogantes:

1 ¿De qué regiones se trata y qué papel desempeñan las distintas densidades de población en la organización actual del espacio? ¿El pasado y la situación presente llevan a una organización de polos y redes o nos enfrentamos a la resistencia de los territorios ante las conminaciones modernas?

2 ¿Qué tipo de desarrollo? ¿Asistimos al inicio de nuevos ciclos de producción que se amoldan a la demanda del mercado? ¿Este desarrollo es sinónimo de reequilibrio interregional o hace a un lado las "bolsas de marginalidad" proveedoras de mano de obra?

3 ¿Cuáles son las facultades de la región estudiada en el entorno económico que presenta globalmente el Golfo? Esta última pregunta es de tipo prospectivo: las oportunidades regionales ¿son solamente endógenas? ¿Participan en la constitución de un archipiélago de sitios productivos a escala del Golfo, o de la federación, o entran en un sistema de integración con el "Norte"?

Con este tipo de preguntas, se desea establecer una espacialidad diferencial, resultado de la variedad de orientaciones económicas adoptadas en varios lugares. Es realmente necesaria la comparación con las tendencias señaladas en estudios regionales realizados anteriormente, como son los de Claude Bataillon (1969) y de Jean Revel-Mouroz (1971), con lo que proponemos una actualización de estos estudios.

Lo expresado por el análisis se plasma principalmente en forma cartográfica, de tipo "atlas ilustrado" basado en la investigación de informaciones estadísticas, cartográficas y fotográficas.

En un trabajo más profundo y largo, las encuestas detalladas, realizadas en los cinco sitios de los sondeos, están encaminadas a comprender cómo se fue constituyendo cada uno en su singularidad y qué conformó la fuerza y la dependencia de los actores locales. La historia de la ocupación de la tierra, de las opciones de producción, de su inserción en los diversos circuitos de comercialización, donde el control político tiene más o menos injerencia, permite revivir los contextos donde se ha arraigado la problemática actual.

El peso relativo y las relaciones que se tejen entre la ciudad —polo organizador de la región, fuente de empleo o sitio de atracción de nuevos residentes— y las diversas situaciones rurales contrastan

grandemente de un sitio a otro. Dentro de esta gama de situaciones, hemos puesto a prueba las nociones habituales dicotómicas sobre las relaciones y los anhelos que predominan en la ciudad y en el campo, y hemos documentado con precisión las múltiples evoluciones que se abren paso.

Ante las recientes inflexiones de la situación política nacional y ante la liberación de los mercados, una serie de preguntas permite organizar una investigación paralela y la comparación entre nuestros observatorios regionales: ¿Qué lugar va a ocupar cada uno de ellos en la redistribución de papeles que los nuevos equilibrios entre la integración al mercado norteamericano y el abasto nacional imponen a las producciones y a los lugares, y cómo se ven afectados los diversos tipos de productores y de trabajadores agrícolas? ¿Las redes que articulan la vida local con la entidad federativa, con la gran región, con la nación cambian de naturaleza? ¿Hay una renovación de los mandos políticos locales y se asiste al surgimiento de nuevas figuras sociales dominantes? ¿Cuáles son los patrones de participación en la vida pública puestos en práctica por la población local, en su diversidad?

... En interdisciplinaridad

Cada una de las disciplinas que profesamos reclama sus propios objetos privilegiados, sus preguntas y sus métodos, permitiendo a cada uno profundizar a su manera en esta problemática global. La explicación de los diferentes protocolos, en su parte más específica, permite seguir el curso de los otros estudios y dar lugar a múltiples articulaciones.

Se sabe que la geografía parte de la configuración de los sitios, de la continuidad, de la ruptura, de las ausencias, para averiguar qué hicieron con ellos los hombres, con qué se toparon, en qué grandes conjuntos y circuitos quisieron insertarlos. Así, se considera en perspectiva el ordenamiento del espacio local, en la dinámica de las modernizaciones sucesivas y de las reorganizaciones agrarias que en él concurren. Esto permite evaluar las potencialidades diferenciales ante la coyuntura actual. La trama y la densidad, cambiantes en el tiempo, de la circulación de personas y bienes, dan cabal sentido a las estructuras territoriales —variación de las densidades de población, vías de comunicación, división territorial, circunscripción administrativa— y permiten el seguimiento cercano de las diversas formas de urbanización que tienden a integrar la población rural a un modo de vida más difundido.

Por su parte, la puerta sociológica se abre directamente a los conflictos y a las convergencias de intereses entre los grupos locales tal como se manifiestan a través de sus apariciones en la escena pública.

El estudio se centra en la conformación y la conquista de los sitios de poder, dedicándose a precisar los planteamientos capaces de movilizar tal o cual sector de la población, a evaluar la capacidad de compromiso de las fuerzas locales y el apoyo logrado en el exterior, en el marco de solidaridades más amplias, políticas, corporatistas o económicas. A lo largo de sucesivas confrontaciones, se perfilan las figuras más significativas de la sociedad local, los terrenos de un posible entendimiento y los proyectos contradictorios.

Conocer esta dinámica específica permite calcular la fuerza que conservan las relaciones corporatistas pertenecientes a un modelo desacreditado en la actualidad, y el posible surgimiento de lazos sustentados sobre otras bases, mientras que la coyuntura impone cambios importantes en numerosas áreas. Entre éstos, citemos los ajustes agrarios y la regulación de las relaciones laborales que cada vez más se realizarán fuera de la intervención oficial; los ejidatarios que ya no entran en los criterios muy restrictivos de Banrural y por ende deben encontrar nuevas fuentes de financiamiento o de asociación si desean continuar produciendo; la creciente importancia que confieren los programas oficiales al mejoramiento de las condiciones de vida y a la asistencia a los marginados; y para finalizar, la expresión de un mayor reclamo generalizado entre la población a la hora de controlar y participar en las decisiones públicas. Con estas perspectivas, se deberán renegociar todos los equilibrios regionales.

La aportación específica de la antropología está encaminada a la reconstitución de la imagen "interior", a la vez globalizante y parcial elaborada por los miembros de estas sociedades locales, del lugar que asignan a los demás y así mismos, de los territorios que reconocen como propio de su trabajo, de su vida personal o familiar, y el de la proyección de sus opiniones y de sus elecciones en el ámbito público.

La observación incluye familias de diversas actividades y posiciones, representantes de asociaciones, líderes, funcionarios y autoridades locales, en los que se busca reconocer —por medio de entrevistas, cuestionarios y representaciones

gráficas— las categorías espaciales que aplican a su entorno. La superposición de estas diferentes "imágenes de los sitios" permitirá elaborar los "mapas de valorización diferencial" expresión de la capacidad respectiva para simbolizar una identidad compartida y/o enfocar los conflictos, así como distinguir aquello que, para la opinión pública, surge únicamente de las medidas oficiales o de la participación de los ciudadanos.

Tomando como otra guía la historia de las familias y el encadenamiento de decisiones tomadas para cada gran suceso, se tratará de reconstruir la percepción de las oportunidades brindadas y los criterios que guiaron la elección de una respuesta individual o en asociación con otras personas.

De esta forma buscamos verificar cómo influyen las trayectorias productivas y migratorias en las percepciones del entorno social y cómo modifican, por ejemplo, la elección del sitio de residencia, de producción y de transmisión del patrimonio. Se trata de saber si dichos cambios diferencian el comportamiento ante lo público, y si acaso pertenecen a modelos culturales distintos que habría que calificar.[2]

Estos tres enfoques convergentes permitirán, por una parte, mostrar cuál es el cambio en la configuración de los circuitos locales y el espacio de intervención de los nuevos grupos que se yerguen como actores y modifican las vías de desarrollo; por otra parte, comprender cómo los fenómenos de fragmentación espacial y de multiplicación de las experiencias sociales, que cada vez marcan más y más la vida rural, suscitan nuevas estrategias y nuevas identidades.

Consecuencias previstas

Con el conocimiento de dichas transformaciones en la vida rural, dispondremos de una gama de situaciones cuyas diferencias y semejanzas se distribuyen en diversos planos. Esta será la primera enseñanza que se sacará del complejo que presenta el Golfo, pues esta "región" de México se considera en forma global (como un *continuum*) proveedora de productos "ricos" y por lo tanto exenta de problemas de desarrollo, o en forma seccionada siguiendo los contornos políticos de los estados, vinculando cada segmento, a merced de las regionalizaciones, a conjuntos más o menos "modernos".

Los resultados de la encuesta conducirán a interrogarse, comparando los sitios entre sí, sobre el grado de evolución, reciente y en curso, de la producción. Una de las metas de la investigación que presentamos es la de comprender cómo se elaboran y se viven las evoluciones en el campo productivo. ¿Por qué se operan los cambios, bien o mal, en estos sitios y no en otras partes? ¿Con qué costo para los diversos actores locales? En el marco de la comparación de las nuevas formas de inserción territorial que orientan el desarrollo del Golfo de México, la investigación contribuirá a evaluar las ventajas con que cuentan los poderes públicos y los grupos reunidos en una base más bien profesional o corporatista, localista o política, así como el impulso relativo que tienden a ejercer los intereses locales ante los programas iniciados por los estados de Tamaulipas y de Veracruz, y por el Gobierno Federal.

En forma más amplia, el análisis de los diferentes tipos de inserción local en los circuitos que se traslapan en lo urbano y en lo rural permitirá trascender esta oposición y buscar criterios más pertinentes para comparar las estrategias económicas y el comportamiento político de los habitantes del campo y de la ciudad.

2 Este planteamiento parece particularmente pertinente en el momento en que una parte importante del discurso social, después de haber valorizado durante décadas la integración y la unificación —racial, cultural y política— reconoce la segmentación —los indígenas, los pobres, los marginados— y exalta la diferenciación.

Datos bibliográficos

Alvarado A. 1988 - *El portesgilismo en Tamaulipas, 1924-1932, Estado y región en México contemporáneo.* El Colegio de México, México.

Alvarado A. y N. Minello 1990 - *Elecciones y coaliciones de poder en Tamaulipas. Notas de campo y reflexiones.* El Colegio de México (multigr.), México.

Auriac F. y R. Brunet (eds.) 1986 - *Espaces, jeux et enjeux.* Fayard, París.

Bassols Batalla A. *et al.* 1977 - *La Huasteca en el desarrollo regional de México.* Editorial Trillas, México.

Bataillon C. 1967 - *Les régions géographiques au Mexique.* IHEAL, París.

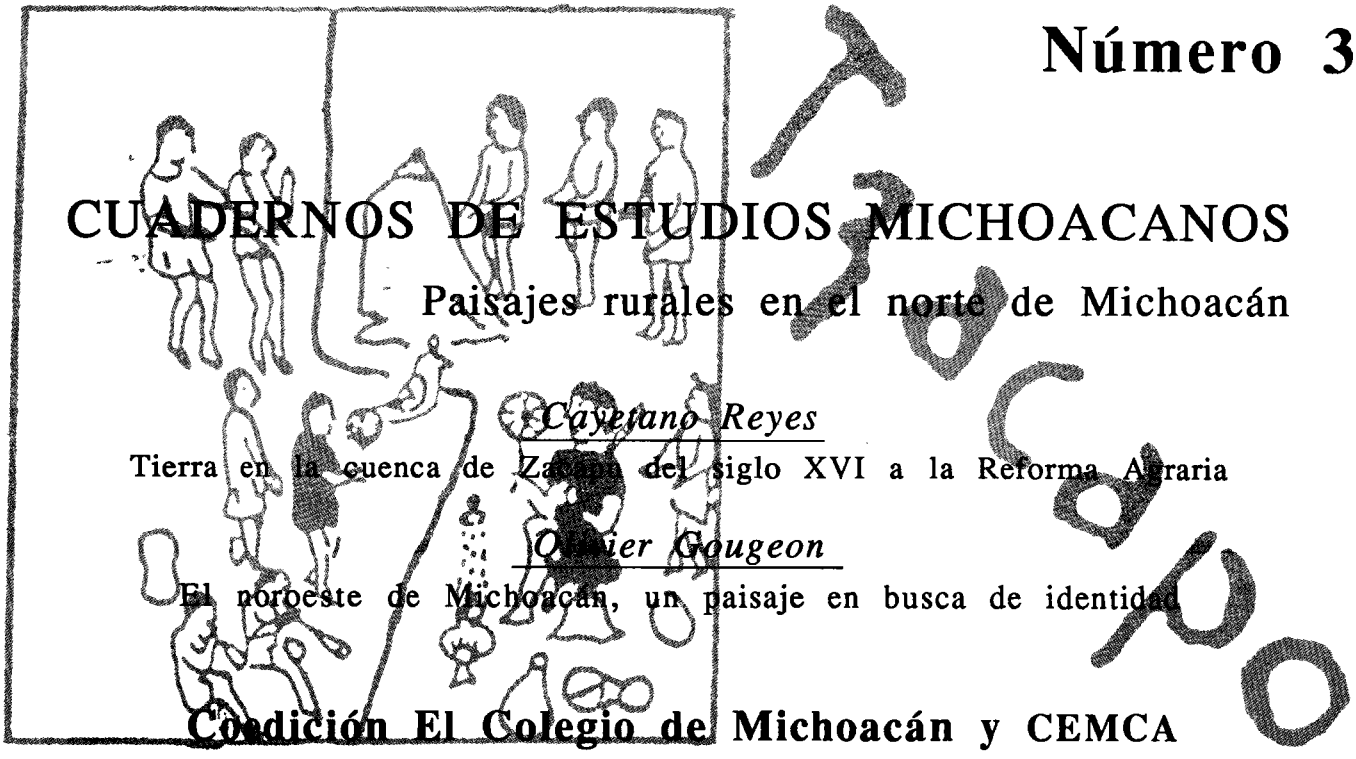
1981 - *Interventions urbaines et encadrement étatique, mutations des campagnes du tiers monde.* CNRS-CRPT, Tolosa.

Bodiguel M. 1986 - *Le rural en question.* L'Harmattan, París.

Doodé S. *et al.* 1979 - *Diagnóstico socio-económico de la zona Pantepec-Vinazco (Veracruz).* CIESAS, México.

Collectif 1986 - *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France.* CNRS, París.

1989 - *Historia de la cuestión agraria mexicana*, 8 vol. Siglo XXI-CEHAM, México.
Falcón R. 1977 - *El agrarismo en Veracruz. La etapa radical (1928-1933)*. El Colegio de México, México.
Falcón R. y S. García 1986 - *La semilla en el surco. Adalberto Tejeda y el radicalismo en Veracruz: 1883-1960*. El Colegio de México, México.
Fernández L. y M. Tarrío 1988 - Ganadería y crisis alimentaria. *Revista mexicana de sociología*, vol. 1/88. UNAM, México.
Fourt G 1983 - Migrations et emploi dans le port industriel de Tampico-Altamira. *Document de recherche* 18: 1-48. CREDAL, París.
Fremont A. 1976 - *Région, espace vécu*. PUF, París.
Fowler Salamini H. 1979 - *Movilización campesina en Veracruz (1920-1938)*. Ed. Siglo XXI, México.
González Sierra J. 1987 - *Monopolio del humo*. Univ. Veracruzana, Jalapa.
Hoffmann O., J.-Y. Marchal, M. Pépin Lehalleur y M.-F. Prévôt-Schapira 1990 - Pour l'étude du pouvoir local dans le Golfe du Mexique. *Document de recherche* 217. CREDAL, París.
Kvam R. 1985 - *Oil, Oranges and Invasions. Economic Development and Political Mobilization in Eastern Mexico*. Ch. Michelsen Inst., Bergen.
Marchal J.-Y. y R. Falma Grayeb 1985 - *Análisis gráfico de un espacio regional*. INIREB-ORSTOM, Jalapa.
Marchal J.-Y. y O. Hoffmann 1989 - Au Mexique, anomalies d'une réforme agraire et paysages trompeurs: la recherche d'un espace fonctionnel. *Tropiques, lieux et liens*: 71-80. ORSTOM, París.
Meade J. 1977 - *La Huasteca tamaulipeca*, 3 tomes. Universidad Autónoma de Tamaulipas, Ciudad Victoria.
Pare L. (ed.) 1987 - *El Estado, los cañeros y la industria azucarera 1940-1980*. UAM-UNAM, México.
Pépin Lehalleur M. 1986 - Algunos parámetros de la lucha por el poder en la región de Mante, Tamaulipas. *Poder local, poder regional*: 113-124 (Padua J. y A. Vanneph eds.). El Colegio de México-CEMCA, México.
1989*a* - Les élections mexicaines de 1988 à l'échelle locale: changement social plutôt que virage politique. *Problèmes d'Amérique Latine* 92: 75-82. La Documentation Française, París.
1989*b* - La clef des champs. Genèse d'un espace rural dans le nord-est du Mexique. *Tropiques, lieux et liens*: 578-588. ORSTOM, París.
Pépin Lehalleur M. y G. Sautter 1988 - Mante (Tamaulipas, Mexique): un système agraire régional? *Les cahiers de la recherche-développement* 20: 17-28. DSA-CIRAD, Montpellier.
Prévôt-Schapira M.-F. 1981 - *Pétrole et nouvel espace industriel au Mexique: Coatzacoalcos-Minatitlán*. París III-IHEAL, París.
1989 - Mexique; après les élections, La chute d'un cacique syndical. *Problèmes d'Amérique Latine* 92: 67-74. La Documentation Française, París.
Raffestin C. 1980 - *Pour une géographie du pouvoir*. LITEC, París.
Revel-Mouroz J. 1971 - *Mexique: aménagement et colonisation du tropique humide*. Travaux et Mémoires de l'IHEAL, París.
Salinas Domínguez C.F. 1986 - *La esquina del poder*. Editores e impresores FOC, Ciudad Victoria.
Verduzco G. 1982 - *Campesinos itinerantes. Colonización, ganadería y urbanización en el trópico petrolero de México*. El Colegio de Michoacán, Zamora.
Zepeda J. (ed.) 1988 - *Las sociedades rurales, hoy*. El Colegio de Michoacán, Zamora.



Bolsón de Mapimí, ayer y hoy

Henri Barral*

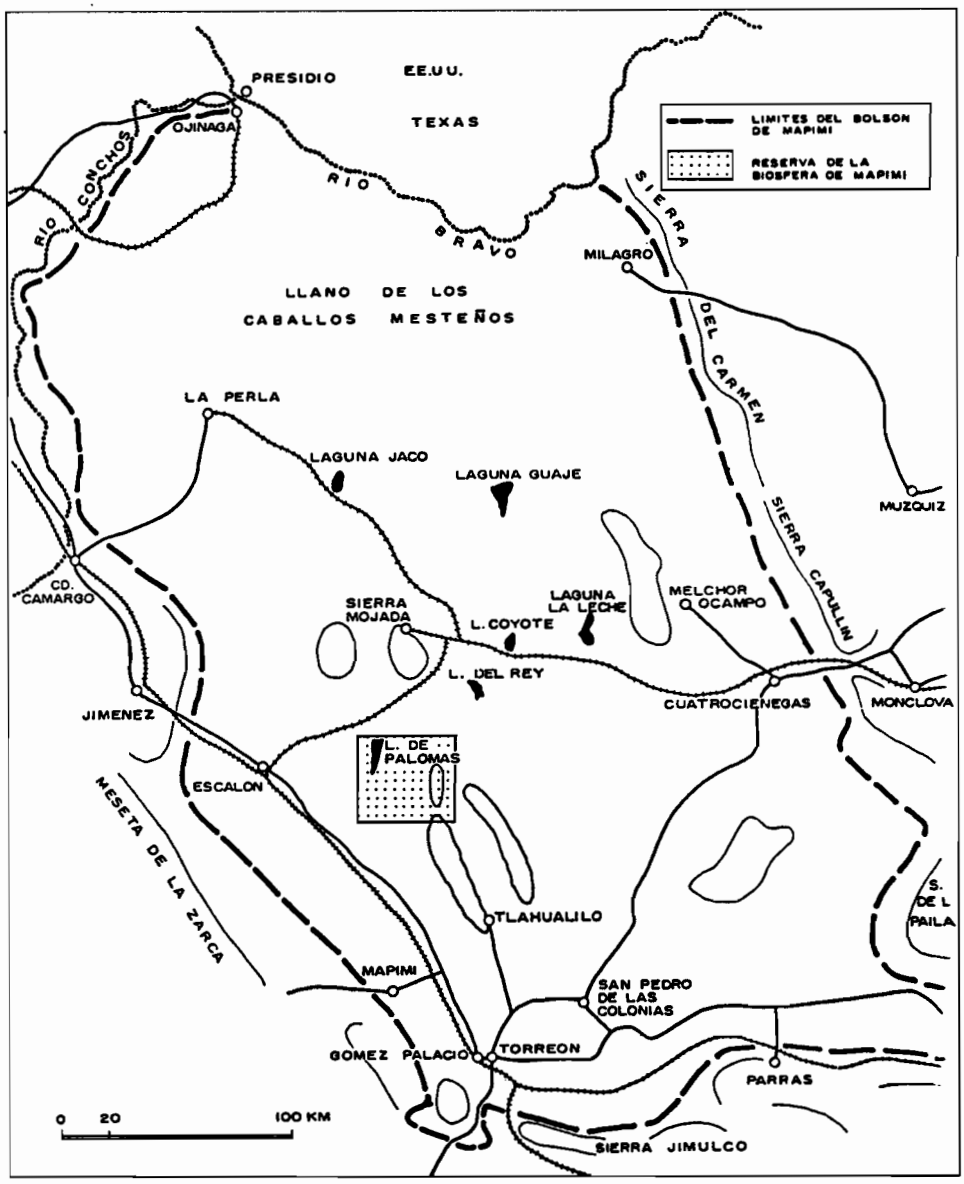
La región que se conoce con el nombre de Bolsón de Mapimí desde la época de la Colonia, abarca hoy parte de los estados de Durango, Chihuahua y Coahuila y queda incluida en la Altiplanicie Septentrional de México. Consta de una serie de cuencas endorréicas, de 1 000 a 1 200 m de altitud promedio, con numerosos relieves de origen volcánico o calcáreo, donde las cimas pueden sobrepasar los 2 000 m (sierra del Fuste 2 410 m, Sierra Mojada 2 450 m, sierra del Pino 2 660 m). El endorreismo se manifiesta a través de numerosas lagunas de gran extensión (varios kilómetros de longitud) y de poca profundidad, que se caracterizan por contener fuertes concentraciones de sales, como cloruro de sodio (NaCl) o cloruro de potasio (KCl). Unas veces estas sales son explotadas en forma artesanal (laguna de Palomas, laguna Jaco) y otras en forma industrial (laguna del Rey). Sin embargo, la extensión geográfica del Bolsón de Mapimí, y por consiguiente la definición de sus límites, s deducen más bien de los relatos de viajeros (Ruxton 1848) o de los trabajos de historiadores (Morfi 1935, Harris III Ch. 1975) que de los trabajos de geógrafos, pues a pesar de la gran "individualidad" de esta vasta región, hasta el momento no se han hecho estudios de síntesis sobre la comarca.

De acuerdo con los autores que acabamos de citar, es posible asignarle los siguientes límites: al sur, la barrera montañosa que actualmente delimita el conglomerado de Torreón-Gómez Palacio-Ciudad Lerdo, constituida por las sierras de Parras y de Jimulco, últimas prolongaciones hacia el noroeste de la Sierra Madre Oriental; al oeste, la sierra del Rosario, con orientación sur-norte, prolongada al norte por la meseta de Zarca, y todavía más al norte por el curso del río Florido y el del río Conchos; al norte, el curso del Río Bravo, desde Ojinaga (Chihuahua) a Boquillas del Carmen (Coahuila); y finalmente al este, la sierra del Carmen, la sierra del Capulín, la sierra del Cristo y la sierra de la Paila, casi todas orientadas NNO-SSE y que pertenecen al sistema montañoso de la Sierra Madre Oriental.

Así, se puede considerar que el Bolsón de Mapimí está limitado al este, sur y suroeste por un conjunto de sierras y mesetas pertenecientes a las dos Sierra Madre, mientras que al noroeste el valle del río Florido y el del río Conchos, lejos de constituir un obstáculo geográfico, representan, por el contrario, una zona de vida entre dos desiertos: el Bolsón de Mapimí y la parte noroeste del "desierto de Chihuahua". En efecto, este último se extiende hacia el noroeste más allá del río Conchos hasta llegar a Ciudad Juárez, antiguo Paso del Norte, y se adentra en una parte de Texas. Los mismos caracteres de aridez, marcados por el endorreismo, se encuentran en el sur del Bolsón de Mapimí, es decir en la parte norte de los estados de Zacatecas y de San Luis Potosí, de tal forma que este Bolsón finalmente constituye el elemento central de un conjunto de caracteres ecológicos relativamente homogéneos, hoy en día conocido como el "gran desierto de Chihuahua". Este abarca cerca de 200 000 km^2 del territorio nacional mexicano entre Ciudad Juárez y San Luis Potosí, y en él, el Bolsón de Mapimí representa cerca de la mitad con una superficie aproximada de 114 000 km^2.

Aun cuando está situado fuera de la zona tropical propiamente dicha, entre los paralelos 25°30' y 29°30', el Bolsón de Mapimí tiene un régimen de lluvias netamente tropical: 71% de las precipitaciones ocurren en el periodo estival. Sin embargo, la

* Geógrafo del ORSTOM.



Mapa del Bolsón de Mapimí

pluviometría total no rebasa los 300 mm como promedio por año, en el noroeste, y los 200 mm al sureste del Bolsón, con aproximadamente unos 40 días de lluvia anuales. Además, la temperatura anual promedio es de 20°C con un promedio de mínimas en enero de 4°C y un promedio de máximas en junio de 37°C, pudiendo alcanzar estas últimas los 44°C en Ceballos, en el norte del estado de Durango (Cornet A. 1988). La larga duración de la temporada de secas así como la irregularidad y la escasez de las precipitaciones y las temperaturas extremas, sobre todo en la época del verano, permiten clasificar al Bolsón de Mapimí dentro de la "zona árida", pues presenta un índice de aridez del 0.16 en la escala que va del 0.03 (hiperaridez) al 0.20 (zona semiárida) (*ibid*). La vegetación presenta el aspecto de un matorral xerófilo donde dominan las especies leñosas como la *Larrea tridentata*, más conocida por el nombre de gobernadora y *Prosopis glandulosa*, el mezquite, que abunda particularmente a los largo de los arroyos de caudal temporal. Las gramíneas más comunes consumidas por los herbívoros son la sabaneta (*Hilaria mutica*), el pajón (*Sporobulus airoides*) y la navajita (*Bouteloua gracilis*), que se encuentra principalmente en las laderas de los cerros y en los macizos montañosos aislados en el corazón

del Bolsón. Debe asimismo mencionarse la presencia de un cierto número de cactáceas como la *Opuntia rastrera* y la *Opuntia microdasys* o nopal cegador, que también consumen los herbívoros domésticos (Barral H. 1988) en ciertas épocas del año, así como diversos agaves, siendo el más común el agave lechuguilla que generalmente cubre las laderas de los cerros (Montaña C. 1988).

Dadas las condiciones climáticas imperantes en el Bolsón de Mapimí, resulta evidente que fuera de las grandes zonas de riego creadas desde finales del siglo pasado o principios del actual, como la Comarca Lagunera, origen de la explosión demográfica del conglomerado Torreón-Gómez Palacio, o los valles del río Florido o del río Conchos entre Ciudad Camargo y Delicias (Chihuahua), la actividad agrícola es muy reducida y depende estrictamente de las posibilidades locales de riego. En estas condiciones, y fuera de la explotación minera, la principal actividad humana sólo puede ser la ganadería extensiva en agostaderos, por lo menos en la medida en que los recursos forrajeros vayan acompañados de recursos de agua que permitan dar de beber al ganado. Desde hace varias décadas se ha resuelto parcialmente este problema en el Bolsón de Mapimí con la construcción de numerosos presones que retienen el agua de la temporada de lluvias durante un tiempo variable, de acuerdo con su localización, su tamaño y evidentemente la abundancia de las precipitaciones. En efecto, si bien algunos de ellos logran conservar el agua todo el año, otros se secan desde el mes de abril o el mes de mayo, con lo que se obliga al ganado a abandonar ciertas áreas de pastos (véase artículo adjunto de J.-P. Delhoume).

La ganadería extensiva de bovinos, que predomina hoy en el Bolsón, apareció en su periferia desde el siglo XVI, cuando se constituyeron las grandes haciendas ganaderas, inicialmente dedicadas al suministro de carne y animales de carga (caballos y mulas) para centros mineros como Saltillo (fundado en 1555) o Mapimí (fundado en 1589). En esa época, muchas haciendas prefirieron la cría de ovinos que además presentaba la ventaja adicional de producir lana. Pero tanto las haciendas ganaderas como las de cría de borregos y de animales de carga se encontraban permanentemente expuestas, hasta finales del siglo XIX, a los ataques de los indios bárbaros como se les llamaba entonces...

En efecto, después de la desaparición de los grupos autóctonos, como los tobosos, que resistieron con volencia a los españoles (a finales del siglo XVII), el principio del siglo XVIII se vio señalado por la aparición de los apaches en el Bolsón. Estos últimos procedieron inmediatamente a acosar a las haciendas ganaderas de la periferia, las de los latifundios edificados en esa época, como el de los Sánchez Navarro al noroeste de Monclova (Harris III Ch. 1975), que debe haber alcanzado los 9 millones de hectáreas de superficie a principios del siglo XIX, o la gran hacienda de La Cadena, que posteriormente daría origen a Ciudad Lerdo, cerca de Torreón. Las dos tribus más temidas fueron la de los apaches lipanes y la de los apaches mezcaleros, a los que, en 1825, se unió otro pueblo indio procedente asimismo del norte, los comanches. Estos últimos se instalaron permanentemente en el corazón mismo del Bolsón de Mapimí, alrededor de la laguna de Jaco, desde donde incesantemente lanzaban ataques en todas las direcciones. En 1847, penetraron en la ciudad de Durango (Harris III Ch. 1975). Los ataques de los apaches y de los comanches, a quienes ocasionalmente se unían otros grupos como los kiowas (Memoria del Gobierno Provisional de Coahuila 1874), e incluso los pies negros, procedentes del lejano Montana (Bird Grinnel G. 1892), tenían como finalidad principal la de conseguir caballos, mucho más numerosos al sur que al norte del Río Bravo. Esta situación de inseguridad constante impedía cualquier penetración en el Bolsón de Mapimí y con mayor razón cualquier intento de población. Dicha situación concluyó hacia 1880 con la captura de Jerónimo en Sonora.

Es pues a partir de esta fecha, y en especial a partir de 1883, cuando se inician la exploración y el proceso de apropiación de las tierras del Bolsón, auspiciados por las Leyes de Deslindes de Porfirio Díaz. Las compañías deslindadoras, a cargo de los levantamientos topográficos de estas regiones recibían, como remuneración de sus servicios, una tercera parte de la superficie medida (dos terceras partes eran para el Gobierno Federal), y disponían de la opción de compra de estas últimas. Este proceso llevó a la creación de nuevos latifundios de dimensiones comparables a los de la época colonial. Se puede citar el caso de don Francisco Sada abogado de Saltillo, que entre 1883 y 1887 adquirió 450 000 hectáreas de tierra en el Bolsón de Mapimí, entre la Sierra Mojada y la laguna La Leche; o el de la familia de Francisco I. Madero: su padre, don Evaristo Madero, se dice que alcanzó a tener hasta 600 000 hectáreas; y el de la hacienda Mohovano en el corazón mismo de la reserva actual de la Biosfera de Mapimí (documentos de archivo). La revolución

villista, luego la política agrarista del presidente Lázaro Cárdenas de 1934 a 1940 (Ezcurra E. y C. Montaña 1988), y en algunos casos la falta de interés de las familias propietarias, en búsqueda de inversiones de mayor rendimiento y con preferencia por una vida de tipo más urbano, condujeron finalmente al desmembramiento gradual de estas haciendas del Bolsón de Mapimí, proceso que concluyó tan sólo a principios de la década de los setenta.

En su lugar se crearon ejidos ganaderos y pequeñas propiedades, en forma de ranchos ganaderos, cuya superficie en principio no debe sobrepasar la capacidad de sostenimiento de 500 cabezas de ganado. El cálculo de esta superficie depende del coeficiente de agostaderos, tema por demás delicado, pues así es como se define la cantidad máxima de tierra que puede poseer una persona (Gómez Pompa A. 1985).

La capacidad de coeficiente de agostaderos es por supuesto extremadamente variable según sean las medias pluviométricas, la topografía y los tipos de suelo y esta capacidad es evaluada por una comisión llamada COTECOCA que establece una escala de valores teniendo en cuenta estos diferentes parámetros, pero que no tiene poder de decisión; sólo la Secretaría de la Reforma Agraria tiene ese poder.

A título indicativo, las estimaciones de la COTECOCA, en lo que respecta a todo el Bolsón de Mapimí, varían de 14.8 hectáreas por cabeza de ganado y por año, para los pastos de "playas" y "vegas" en excelentes condiciones, a 32.7 hectáreas para los mismos tipos de pastos en malas condiciones, tratándose para este caso preciso de los mejores tipos de pastos naturales existentes en esta región. Para pastos aún más pobres, las cargas recomendadas van de 24.39 hectáreas a 42.24 hectáreas por cabeza y por año.

Si se ponderan esos diferentes valores dados por la COTECOCA, obtenemos una capacidad de carga comprendida entre 35 y 40 hectáreas de agostaderos por cabeza y por año para la Reserva de la Biosfera de Mapimí, por ejemplo, de una superficie de 170 000 hectáreas. Se puede considerar que ésta es una buena muestra de los diversos medios característicos del "desierto de Chihuahua". Unas 500 cabezas de ganado supondrían que se dispone (en esas condiciones) de 17 500 a 20 000 hectáreas de agostaderos...

Estas cifras logran sorprendernos puesto que una producción herbácea de 400 kg de materia seca por hectárea, por ejemplo, soporta, teóricamente, una carga de aproximadamente una cabeza de ganado por 18 hectáreas y por año, y esto en el caso de animales con largos desplazamientos diarios (del orden de 15 km), y con un aumento de peso de más o menos 100 gr por día. En las mismas condiciones de productividad de agostaderos, la simple ración que serviría para sobrevivir (sin pérdida ni aumento de peso) estaría teóricamente asegurada con 17 ha de agostaderos por cabeza y por año. Una producción de 400 kg de materia seca por hectárea corresponde en Africa a una pluviometría media anual de 100 mm, es decir de 2 a 3 veces inferior a la que se observa en el Bolsón de Mapimí. Esto nos hace concluir, de acuerdo con el doctor Arturo Gómez Pompa: "La información sobre la calidad de las plantas forrajeras mexicanas es muy escasa a pesar de la importancia que ésta tiene. Lo mismo sucede con la relacionada a los coeficientes de agostaderos, o sea la cantidad de cabezas por unidad de superficie. Dado que este último tiene grandes implicaciones políticas [...] la información es vaga y rara vez sustanciada con datos experimentales" (Gómez Pompa A. 1985).

Si bien por el momento no ha sido posible establecer la densidad en los agostaderos del Bolsón de Mapimí durante el periodo de las grandes haciendas, ciertos indicios permiten suponer que era muy superior a la actual. Por ejemplo, en la vegetación, la invasión de leñosas no aptas para el ganado como la *Larrea tridentata* o la proliferación de amplios peladeros sugiere que tiempo atrás hubo sobrepastoreo. Hoy, el dato de un bovino por cerca de 40 ha de agostadero, es quizá la escala más probable en todo el Bolsón y equivale a un total teórico de 285 000 cabezas, que no corresponde para nada a una situación de sobrepastoreo, a pesar de haber ciertos desequilibrios locales. La densidad de la población humana es todavía más baja, sin duda entre 0.6 y 0.7 habitantes por km^2, o sea cerca de 80 000 habitantes en todo el Bolsón, con excepción de las zonas de riego y aquéllas altamente urbanizadas de la Comarca Lagunera. Casi todos los ejidos del Bolsón de Mapimí (salvo, de nuevo, las zonas de riego del sur y del oeste) son ejidos ganaderos con una superficie promedio de 24 000 ha, sobre todo en los municipios de Villa Ocampo y de Sierra Mojada (estado de Coahuila). La población promedio por ejido es de 165 habitantes y el índice de bovinos de 3.77 por habitante, o sea aproximadamente 610 bovinos por ejido.

La tipología sumaria destaca 2 tipos de cría de ganado: la cría en ejidos o ranchos cercados, con mayor frecuencia en el norte del Bolsón, y la cría

en espacios no cercados o ganadería libre que parece ser característica de la parte sureste del Bolsón (entre la Reserva de la Biosfera de Mapimí y Cuatrociénagas).

El primer tipo de ganadería es bien conocido, por lo menos en lo referente a las técnicas de cría del ganado. Como se trata principalmente de una ganadería orientada a la venta de animales a los Estados Unidos, se observan grandes esfuerzos para mejorar genéticamente las razas por cruce, en especial entre las Hereford, Brahmane, Santa Gertrudis y Charolais. En cambio, el segundo tipo de cría de animales, la ganadería libre, se caracteriza por la falta de cercas, de corrales, de control y de manejo del ganado, que transita a su antojo, así como por la falta de tratamientos de selección genética o anti-garrapatas y de vacunas, no herrar el ganado y finalmente por no separar a los becerros de sus madres (desahije) para efectuar el destete de los animales de exportación. De hecho, se asemeja más a la ganadería basada en la explotación selectiva de ciertas especies de rumiantes salvajes, o *game ranching*, que a la ganadería como actividad humana que, de acuerdo con la definición clásica, "consiste en producir y sostener animales domésticos destinados al uso del hombre". En efecto, en este caso la actividad humana no consiste en "producir y sostener" sino en capturar a los animales que han dejado totalmente de ser domésticos, pues su comportamiento está principalmente condicionado por estrategias que evitan el contacto con el hombre, al que manifiestamente perciben como un depredador.

De esta forma, el ganado bronco, llamado así por los propietarios de este tipo de animales, pasa generalmente el día en las sierras calcáreas, como la sierra de la Campana en el sureste de la Reserva de Mapimí, donde los vaqueros no pueden alcanzarlo a caballo, y en época de secas se aleja de noche entre 12 y 15 km de los sitios donde pasta para ir a buscar agua (aguaje). En plena noche, toma agua en el mayor silencio durante unos 5 minutos —en ocasiones tan sólo 2 minutos—, para regresar inmediatamente a la sierra. Los propietarios marcan a estos animales haciéndoles cortes de diferentes formas en las orejas para así poderlos identificar a distancia, la mayoría de las veces con binoculares para marcar las orejas de los jóvenes becerros, éstos se capturan con lazo cuando empiezan a acompañar a las madres al aguaje, es decir a partir de una semana de vida. La operación se realiza en pleno campo, ahí mismo donde se hizo la captura, y una vez terminada se suelta inmediatamente al becerro. Este se volverá a capturar uno o dos años después, cuando los propietarios pasen largas noches de acecho a orillas del presón, con la esperanza de sorprender a los animales en el momento de beber. La técnica consiste en deslumbrarlos con los faros de la camioneta (encadilarlos) o en realizar largas jornadas a caballo siguiendo sus huellas. A veces, después de una semana de acecho y de búsqueda se capturan entre 3 y 4 cabezas, o sea un promedio de menos de una cabeza al día...

Evidentemente, este tipo de ganadería no está destinada a la exportación hacia los Estados Unidos, pues se trata de animales de apariencia heterogénea, en los que se puede percibir la sangre Cebú Brahmane, no muy del gusto de los compradores norteamericanos. Además, las condiciones de captura son demasiado aleatorias para poder disponer en un momento dado de un número suficiente de animales que cumplan con las condiciones de edad (de 8 a 9 meses) y de peso (un máximo de 200 kg) para la venta en los Estados Unidos. Por lo tanto, el producto de este tipo de cría de ganado se destina al mercado local, que actualmente parece perpetuar los antiguos modelos del México del siglo pasado. No por eso carece de interés. Un interés que no sólo es histórico, pues el ganado bronco indudablemente tiene características de adaptación al entorno que le permiten sobrevivir en tiempo de secas, cuando el ganado doméstico registra pérdidas, a veces elevadas, como ocurrió en 1989 y 1990 antes de la temporada de lluvias.

Todavía quedan por estudiar las estrategias de supervivencia de estos animales, pero cabe asegurar que a finales de la temporada de secas consumen las inflorescencias de los agaves como *Agave esperrima* y *Agave lechuguilla*, después de haber derribado el tallo alto y fuerte llamado quiote, cosa de la que no son capaces las vacas domésticas. Muchas veces, estas influorescencias de los agaves constituyen el único recurso para alimentarse. Tienen alto contenido de azúcar y agua y es sorprendente ver cómo en esta región, hacia el mes de mayo de 1990, las vacas broncas se encontraban en mejor condición física que las vacas domésticas, mansas, criadas en los ranchos o en los ejidos cercados.

Por otra parte, este tipo de ganadería no requiere invertir en infraestructuras ni ocasiona gastos de sostenimiento, vigilancia y cuidado de los animales. Sin embargo, falta ver cuáles son los resultados económicos. En cuanto a las consecuencias ecológicas, se observa la tendencia del ganado bronco a formar

pequeños grupos, generalmente compuestos por hembras, con unas 6 o 7 cabezas, que, dependiendo de la temporada, utilizan los recursos vegetales de acuerdo con las variaciones de la oferta de forraje. Así, la práctica de esta ganadería es opuesta a la que se basa en la concentración de animales que se mantienen sistemáticamente en los mismos pastos de vegas durante la mayor parte del año, como ocurre en ciertos ranchos y ejidos, donde por eso mismo existen zonas en proceso de degradación por sobrepastoreo y pisoteo de los animales (Barral H. 1988).

¿Puede acaso el Bolsón de Mapimí contener globalmente densidades de ganado superiores a las actuales, sin por ello correr graves riesgos de degradación en su potencial forrajero? La respuesta es que aunque sea probable, todavía no es conveniente. En efecto, es posible que esta región se esté recuperando lentamente de los daños ecológicos ocasionados en el siglo pasado, pues las zonas más deterioradas no parecen corresponder a las zonas de sobrepastoreo actual, salvo en algunos casos. Ciertos indicios, como la observación de fotografías aéreas tomadas con 15 años de diferencia, más bien sugieren una evolución positiva. Sin duda, sería mejor no precipitarse en este campo.

Bibliografía

Barral, H. 1988 - El hombre y su impacto en los ecosistemas a través del ganado. En: C. Montaña (editor). *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí. I. Ambiente natural y humano.* Instituto de Ecología, A.C., México.

Bird Grinnell, G. 1892 - Blackfoot Lodge Tales. *The story of a Prairie People.* Charles Scribner's Sons, Nueva York.

Cornet, A. 1988 - Principales caractéristiques climatiques. En: C. Montaña (editor). *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí. I. Ambiente natural y humano.* Instituto de Ecología, A.C., México.

COTECOCA 1978 - *Coeficientes de agostadero del estado de Chihuahua.* Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos, México.

1979*a* - *Coeficientes de agostadero del estado de Coahuila.* Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos, México.

1979*b* - *Coeficientes de agostadero del estado de Durango.* Secretaría de Agricultura y Recursos Hidráulicos, México.

Ezcurra, E. y C. Montaña 1988 - La evolución del uso de los recursos naturales renovables en el norte árido de México. En: C. Montaña (editor). *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí. I. Ambiente natural y humano.* Instituto de Ecología, A.C., México.

Harris III, Ch. 1975 - *A Mexican Family Empire. The Latifundio of the Sánchez Navarro, 1765-1867.* University of Texas Press, Austin.

Memoria del Gobierno Provisional de Coahuila 1874 - Archivo General de la Nación, México.

Montaña, C. 1988 - La vegetación y sus relaciones con el ambiente. En: C. Montaña (editor). *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí. I. Ambiente natural y humano.* Instituto de Ecología, A.C., México.

Morfi, J. A. 1935 - Viaje de indios y diario de Nuevo México. 2a. ed. *Bibliófilos mexicanos.* Antigua librería Robledo de José Porrúa e hijos, México.

Ruxton, G. 1848 - *Adventures in Mexico and the Rocky Mountains.* Harper and Bros., Nueva York.

De las mieles al tequila

61 páginas, 68 fotos

Coedición IFAL, ORSTOM y CEMCA

Una zona árida del norte de México: limitaciones para el desarrollo de la ganadería extensiva

Jean-Pierre Delhoume*

Resumen

La mayor parte del norte árido de México corresponde a tierras de agostadero, de temporal destinadas a la ganadería extensiva. Por tratarse de un ecosistema frágil en su equilibrio ecológico, nuestro objetivo principal es el de determinar, a partir de un estudio experimental, las posibilidades de un uso más racional de los recursos de suelo y agua para la ganadería, y en segundo lugar, procurar la conservación del entorno.

Las modalidades actuales en la práctica de esta ganadería enfrentan limitaciones de tipo climático y edáfico, que condicionan y restringen su desarrollo. La limitación climática es pluviométrica: escasa altura anual (200/300 mm); gran variabilidad espacial y temporal; concentración de las lluvias durante el periodo de calor y de mayor actividad vegetativa, lo que provoca una fuerte evapotranspiración que reduce considerablemente el almacenamiento de agua en el suelo. Esta distribución pluviométrica origina un periodo de secas de ocho meses, durante el cual se da de beber al ganado con ayuda de depósitos artificiales que concentran el agua de escurrimiento superficial. La limitación edáfica se manifiesta a través de la presencia de suelos más favorables al escurrimiento que a la infiltración (dando lugar a una recarga hídrica reducida del suelo) y de la de suelos salinos en las zonas bajas de estas áreas endorréicas.

A estas limitaciones, se agrega una separación en la distribución geográfica de los recursos de agua y forraje. Estos últimos se encuentran principalmente en las zonas bajas, de suelos salinos, donde el agua se vuelve inutilizable para el ganado. Este debe beber imperativamente en las zonas altas y de mediano relieve, antes de que el agua se cargue de sales.

Es el recurso agua el que esencialmente podría utilizarse en forma más racional para la ganadería: multiplicando los pequeños depósitos, adecuando su tamaño y distribuyéndolos espacialmente, de acuerdo con las lluvias, en las zonas altas y medias; recuperación y concentración de las aguas superficiales en las zonas medias y bajas acondicionando el sitio, con el fin de mejorar y de desarrollar la producción de forraje.

* Departamento de Aguas Continentales. Misión ORSTOM-México.

Método de análisis para una zona árida

La zona árida conocida con el nombre de "desierto de Chihuahua" (Schmidt 1979) ocupa 357 000 km^2; la mayor parte, unos 260 000 km^2, se encuentra en el norte de México; constituye pues el 13% del territorio mexicano. A causa de las limitaciones naturales intrínsecas de esta zona, su uso agrícola es limitado. La mayor parte de este "desierto" corresponde a tierras de agostadero, utilizadas sobre todo para la ganadería extensiva de temporal, es decir se aprovecha únicamente el agua de origen pluvial. Esta es una actividad tradicional en la región y constituye uno de los principales recursos económicos de origen agrícola.

En este ecosistema, frágil en su equilibrio ecológico, el aprovechamiento de los recursos naturales renovables debe manejarse en forma racional. Sin embargo, por las presiones económicas (cada vez mayores) en este entorno se ha intensificado el aprovechamiento de estos recursos, llevado a cabo de manera irracional e incontrolada. A largo plazo, implica riesgos irreversibles de degradación del medio

ambiente, lo que debe evitarse pues se trata de una región que representa una fracción importante del territorio agrícola mexicano.

De acuerdo con las condiciones y las modalidades en que se practica actualmente la ganadería extensiva de temporal, y a partir de los resultados de un programa de investigación realizado en una zona de prueba de este entorno árido, nuestro objetivo es el de determinar por un lado, si es posible utilizar de manera más racional los recursos de suelo y agua para esta forma de ganadería, y por otro mejorar y desarrollar esta actividad procurando conservar estos recursos, adaptándose a las limitaciones impuestas por el medio ambiente.

En este "desierto de Chihuahua" se seleccionó una zona de estudio a partir de criterios de caracterización del medio ambiente (clima, geología, pedología, hidrología, vegetación, topografía, ocupación del entorno), para que esta zona experimental fuese representativa del ecosistema árido: se trata de la Reserva de la Biosfera de Mapimí, localizada en el sur de este "desierto", en los estados de Chihuahua, Durango y Coahuila; ocupa 1 600 km^2, localizados entre las latitudes norte 26°29' y 26°52' y las longitudes oeste 103°32' y 103°58' (Fig. 1). Esta reserva pertenece a un sistema hidrológico endorréico, de paisaje formado por planicies y llanuras aluviales interrumpiéndose la monotonía con colinas y pequeños relieves cuya altitud varía entre 1 100 y 1 600 m. El substrato está formado por rocas calcáreas de la época secundaria, margas y areniscas de la época terciaria con intrusiones de rocas volcánicas, todo ello recubierto por formaciones sedimentarias de la época cuaternaria. Sobre estos materiales se han desarrollado suelos de tipo yermosol y xerosol en las zonas de planicies y llanura, con la presencia de horizontes enriquecidos con sales, yeso o carbonato, de tipo regosol y litosol en las zonas de relieve y de piemonte y de tipo *solonchak* en las zonas bajas. La vegetación es un

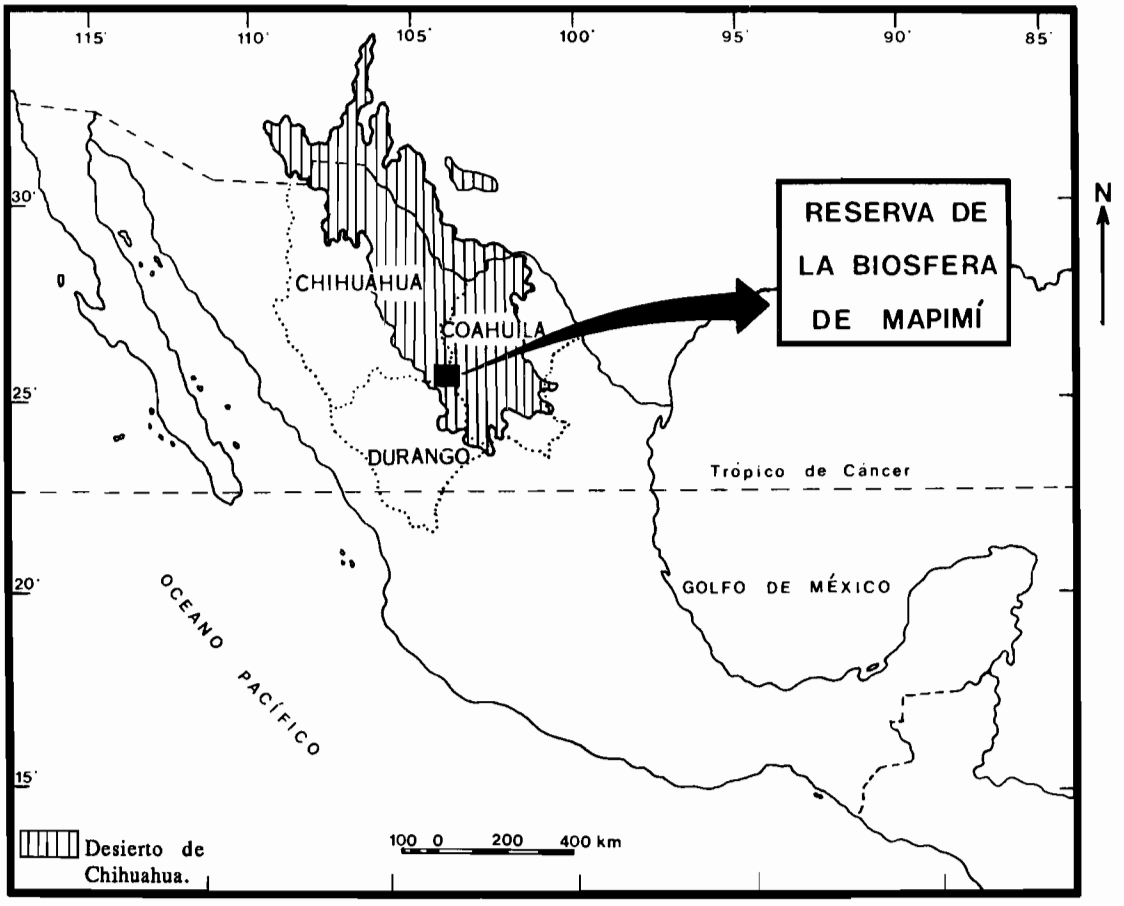


Figura 1 - Localización de la Reserva de la Biosfera de Mapimí.

matorral desértico micrófilo constituido por diversos conjuntos de fisonomía arbustiva con *Larrea tridentata* y *Prosopis glandulosa*, con presencia de suculentas, y por estepas subarbustivas de halófitos dominadas por *Hilaria mutica* y *Sporobolus airoides* (Montana 1988). El clima es de tipo tropical árido continental, de altitud media, con lluvias en el verano y frío en el invierno (Cornet 1988).

En este medio y durante cuatro años, estudiamos el ciclo terrestre del agua de origen pluvial a lo largo de una toposecuencia de 12 km, incluyendo las diversas unidades elementales del paisaje, desde las zonas altas hasta las zonas bajas; estas últimas corresponden al nivel de base de una cuenca vertiente endorréica, donde progresivamente se acumulan las aguas y los sedimentos (Delhoume 1988).

Los parámetros que aparecen a continuación se determinaron o midieron de acuerdo con los siguientes métodos:

- Climatología; estación meterológica clásica (temperaturas, evaporaciones, insolación...), complementada con el estudio de las características pluviométricas con ayuda de una red de 60 pluviómetros distribuidos espacialmente en una superficie de 30 km^2.
- Caracterización hidrodinámica de los diferentes suelos, a nivel puntual (metro cuadrado), por simulación de lluvia; determinación, para cada tipo de suelo y para una lluvia de intensidad dada, de la proporción relativa entre el escurrimiento y la infiltración, en función de la topografía, del estado hídrico del suelo y de la cubierta vegetal, con el fin de establecer la capacidad de almacenamiento de agua de suelo.
- Cuantificación de la transferencia hídrica superficial y de la redistribución del agua en el paisaje; por una parte, en cada una de las unidades elementales del entorno, por medio de parcelas (550 a 1 000 m^2); y por otra, en la cuenca vertiente incluyendo las unidades elementales (de 10 a 15 km^2), mediante un seguimiento hidrológico del llenado y de la evaporación de las contenciones artificiales de agua para dar de beber al ganado, así como de la calidad de esta agua.

Modalidades actuales de la ganadería y sus limitaciones

La forma de cría de ganado practicada con mayor frecuencia en esta zona árida consiste en aprovechar los recursos vegetales renovables producidos en temporal, en las tierras de agostadero, que constituyen la parte más importante de la superficie de esta área. Evidentemente, una intervención sobre los parámetros intrínsecos del medio ambiente, como son el clima, suelo y topografía resulta imposible, pero prácticamente nada se ha hecho con miras a emprender algunas acciones para mejorar la productividad de las especies forrajeras o la extensión espacial de éstas. Asimismo, casi no se organiza el uso de las tierras de agostadero (con rotaciones por ejemplo). Así pues, se trata de una ganadería que utiliza en "la mejor forma" y de manera depredadora los recursos brindados por el entorno natural, volviéndolo todavía más dependiente de las limitaciones y condiciones impuestas por este medio ambiente, y extremadamente sensible a las variaciones de estas condiciones en los diferentes períodos de tiempo.

Siendo así, las especies forrajeras naturales constituyen la única fuente de alimentación para el ganado, pero éste también tiene que beber regularmente. Para ello, los ganaderos han creado unos depósitos de agua artificiales llamados presones, distribuidos a través del terreno, que se llenan con el escurrimiento superficial del agua, en función de las lluvias. Por lo tanto, la disponibilidad de agua aparece como un factor primordial para mantener y desarrollar esta forma de ganadería, pues es este parámetro el que condicionará por un lado la posibilidad de la producción vegetal, y por ende del abasto de forraje, y por otro la del abrevadero de los animales.

En la zona estudiada, difícilmente se pueden aprovechar los mantos de agua por la profundidad a la que se encuentran, su calidad con frecuencia mediocre y los consecuentes elevados costos de extracción y de operación. Esto explica porqué se recurre únicamente al agua de origen pluvial para la ganadería. Con ello los ganaderos están sujetos a las condiciones impuestas por la lluvia, saltando a la vista que ésta es una limitación primordial. A la pluviometría ya escasa de esta zona árida (200-300 mm promedio anual según el sitio), se agrega una muy gran variabilidad de la distribución de la lluvia, tanto en tiempo como en espacio.

Una sola estación meteorológica basta para mostrar la variabilidad pluviométrica a lo largo del tiempo. Se trata de la estación Ceballos (latitud norte 26°36'; longitud oeste 104°18'; altitud 1 188 m; periodo de observación 1957-1987), donde la lluvia promedio anual es de 293.0 mm, con una desviación estándar de 122.1 mm . Sin embargo, los extremos pluviométricos anuales medidos, varían en

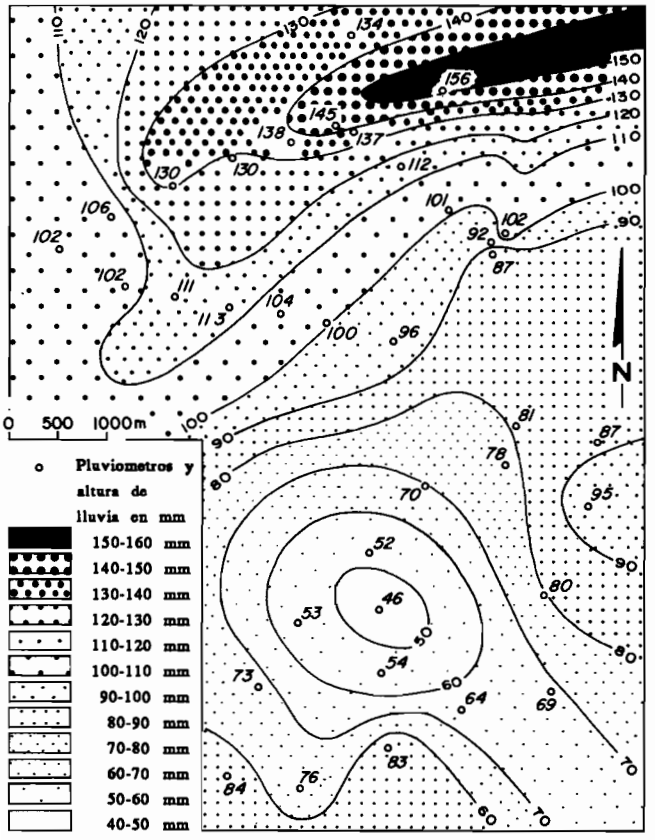


Figura 2 - Distribución espacial de la pluviometría, en una zona de 30 km^2 de superficie, de la Reserva de la Biosfera de Mapimi, durante la temporada de lluvias de junio a septiembre de 1988 (isohietas en mm).

la relación máxima de 1 a cerca de 5: 118.3 mm en 1982 y 532.0 mm en 1985. En promedio, un 67.6% de la lluvia anual se concentra de junio a septiembre, en "temporada de lluvias", aun si sólo se trata de un concepto estadístico, pues aquí también se presenta una variabilidad notable en la distribución estacional: en 1967, este periodo recibió el 86.3% de la lluvia anual y sólo el 34.6% en 1957. Sin embargo, es durante la estación estival cuando hay mayor probabilidad de que ocurran las lluvias. Pero ésos también son los meses de mayor insolación (temperatura media mensual durante estos 4 meses: de 25°C a 28°C, con un promedio mensual de máximas de 33°C a 37°C) durante los cuales la actividad vegetal es muy intensa: por eso mismo existe una importante evapotranspiración y correlativamente una recarga hídrica del suelo mucho más reducida.

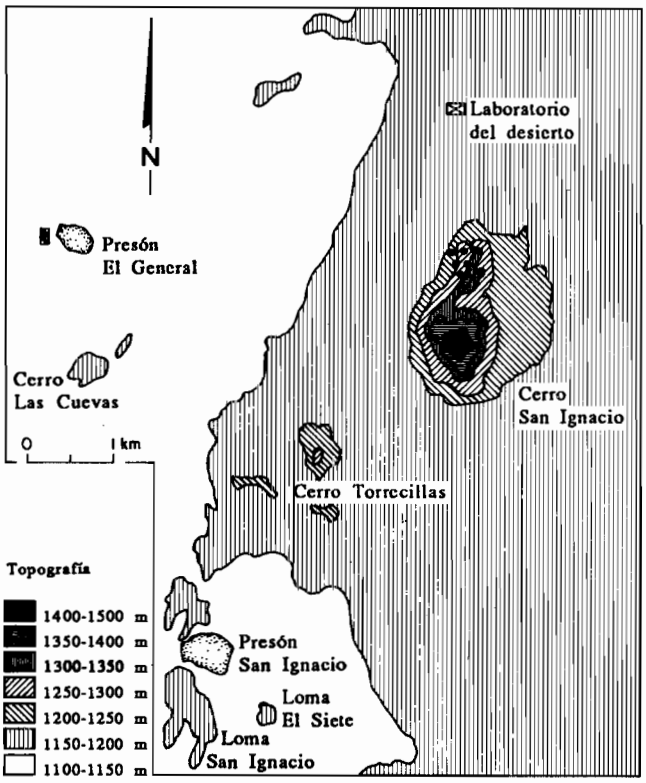
A esta distribución tan variable de la lluvia en el tiempo, se agrega una fuerte variabilidad espacial, como lo ilustran las mediciones obtenidas durante cuatro años, a partir de una red de pluviómetros distribuidos en una superficie de 30 km^2. A intervalos cortos, de 1 a 2 km por lo general, la pluviometría varía muy rápidamente (de cero hasta varias decenas de milímetros). Esto se debe principalmente al tipo de precipitaciones: tormentas localizadas, más o menos violentas, de corta duración pero de gran intensidad. Durante el periodo estival, caen en promedio tres o cuatro lluvias de este tipo, que en general representan más del 80% del total pluviométrico de la "temporada de lluvias". A escala de esta última, en 1988 por ejemplo (Fig. 2), se observa que se sumó la variabilidad espacial en lugar de compensarse, es decir que las lluvias prácticamente se concentraron en el mismo sitio en vez de producirse al azar en toda la zona. Esto dio por resultado que ese año, el norte del sector estudiado recibió tres veces más precipitaciones que la parte sur. Sin embargo, todavía es prematuro generalizar dicho resultado a todo el entorno árido, por contar con un número insuficiente de mediciones sobre la distribución espacial de la lluvia.

Cuando se utiliza agua de lluvia para la ganadería, la distribución espacial de las lluvias, a escala del periodo de lluvias, condiciona la disponibilidad de agua para el ganado. En consecuencia la distribución de los presones en las propiedades reviste una importancia capital en este tipo de entorno. Sobre todo que después de la concentración de las lluvias durante un corto periodo del año, aparece una estación de secas pronunciada, de siete a ocho meses en promedio, durante la cual los depósitos deben proveer el agua para los animales, contando únicamente con las reservas de agua acumuladas durante la "temporada de lluvias", sin grandes esperanzas de aportaciones hídricas suplementarias fuera de este periodo. La supervivencia del ganado, durante el periodo de secas, depende de que haya un llenado suficiente de estos presones, especialmente durante los meses de abril y mayo, los más críticos; hay que tener la esperanza de que lleguen las primeras lluvias antes de que se hayan vaciado los depósitos.

La cría de ganado enfrenta además una limitación edáfica. En efecto, los suelos, generalmente pobres químicamente, presentan en la mayoría de los casos, una textura arcillosa en los horizontes superiores, combinada con una estructura masiva de baja porosidad. Con frecuencia, la superficie de estos suelos está constituida por una organización pelicular, verdadero glaseado de la superficie, más favorable al escurrimiento superficial que a la infiltración. Todas

estas características limitan grandemente las posibilidades de almacenamiento de agua en el suelo, reduciéndose la reserva hídrica utilizable para la producción vegetal. Además, en las zonas bajas de la topografía, correspondientes al nivel de base de las cuencas vertientes endorréicas, todos los suelos son salínicos, en diversos grados, como resultado de la acumulación progresiva de las aguas más o menos cargadas de sales que vienen del curso alto.

A estas limitaciones, la climática y la edáfica, se agrega una disyunción en la distribución geográfica de los recursos agua y forraje. Este, constituido por especies particularmente bien adaptadas y tolerantes al medio salínico, se localiza principalmente en la parte baja del paisaje, donde desgraciadamente el agua es inadecuada para dar de beber al ganado. Es en efecto en las zonas bajas, como se indicó anteriormente, en donde los suelos presentan importantes salinidades, y el agua se carga rápidamente al entrar en contacto con ellos, volviéndose inutilizable para los animales. Estos deben recorrer distancias relativamente importantes, de diez a quince kilómetros en general, y a veces más, entre los puntos de abrevadero y las zonas de pastoreo. Además, por los límites de las propiedades, ocurre que la mayoría de los terrenos de ciertas unidades se sitúan, o bien en la zona alta, o bien en la zona baja, volviendo muy aleatorio el manejo de toda la gama posible de potencialidades locales.



Mapa de localización

Para una mejor administración de los rebaños

El aprovechamiento del entorno árido del norte de México para la ganadería extensiva parece estar grandemente condicionado por las limitaciones mencionadas más arriba. Para utilizar en forma más racional los recursos de este entorno, sólo cabe adaptarse a las condiciones impuestas, tratando de reducir su importancia, sin por ello modificar el precario equilibrio establecido.

La disponibilidad de agua, condición indispensable y suficiente para el éxito de la ganadería en este ecosistema, debe preverse para periodos cortos, es decir a escala del año, incluso del periodo de lluvias, apegándose al propio ciclo del recurso agua pluvial.

De surgir un año deficitario a nivel pluviométrico, como sucedió por ejemplo en 1989, el ganadero debe escoger entre las siguientes alternativas:

1. Proporcionar regularmente agua al ganado, trayendo el agua del exterior de su propiedad. Esta solución es difícil, constreñante y costosa. El balance financiero se puede convertir rápidamente en negativo; si se prolonga la estación de secas, el costo global de la traída de agua puede muy pronto sobrepasar el precio esperado de la venta de los animales. Con esta solución se trata sobre todo de mantener el rebaño, o por lo menos la parte más sana del mismo, en especial las madres y los reproductores, pues dichos periodos de secas provocan, por selección natural, la eliminación de los ejemplares más débiles. Si bien esta opción tiene un papel benéfico desde el punto de vista del mejoramiento del rebaño, es negativa, en cuanto a la rentabilidad.

2. Reducir rápidamente el rebaño, vendiendo una parte del mismo antes de que mueran muchos animales, con el fin de no perder todo a corto plazo, conservando las mejores cabezas, a las que se les da agua, tal como se indicó más arriba, y así mantener la continuidad de la cría. Esta es la mejor solución, pero es practicada sobre todo por los ganaderos importantes. Ellos sí pueden adoptarla, pues tienen la capacidad financiera para hacerlo.

Ya sea una u otra, estas dos soluciones de todos modos implican la reducción del rebaño e hipotecan grandemente su porvenir. Poco a poco éste habrá de

volverse a constituir en los años venideros, si las condiciones naturales lo permiten, a menos que se presente de nuevo un año de sequía.

Estos años de sequía son temibles en dos aspectos. Ante todo, disminuyen, pero en especial, desorganizan totalmente la estructura del rebaño. Asimismo, es durante esos años difíciles cuando los pequeños ganaderos venden todo, rebaño, tierras y casas, para ir a engrosar la población marginal de las ciudades, contribuyendo así a la desertificación humana del campo.

En la zona de estudio, los años 1989 y 1990 ilustran este éxodo rural. El periodo de lluvias, de 1989, deficitario en un 41% en relación con lo normal, fue poco marcado y además se terminó muy pronto (10 de septiembre). Se inició entonces la estación de secas, prosiguiéndose hasta finales de junio de 1990, o sea cerca de 10 meses. A finales del invierno la situación se volvió crítica y se diezmaron muchos rebaños. Esta situación provocó que una parte de la población tuviera que exilarse buscando cielos supuestamente más clementes.

Es principalmente en el recurso agua donde se debe tratar de intervenir, y en especial en las modalidades de abrevadero del ganado; presentamos varias propuestas.

En primer lugar, se debe pensar en aumentar el número de presones, localizándolos lo más cerca posible de las tierras de agostadero, pero evitando las áreas salínicas, como se hace en la actualidad. Un estudio detallado de los suelos y de la topografía permitiría determinar con precisión los posibles sitios para instalar estos depósitos de agua. Es imperativo distribuir espacialmente estos últimos, dentro de los límites del espacio donde pueden ser instalados, por la variabilidad de las lluvias. Por ejemplo, durante el verano de 1988 (Fig. 2), el norte de la zona estudiada recibió tres veces más agua pluvial que la zona sur. Ahora bien, en esta última existía un solo presón, el cual prácticamente no se llenó y se vació desde finales de 1988. En cambio, en la zona más irrigada, donde hubiera sido posible almacenar el agua de la superficie, no había presones. Agreguemos que el dimensionamiento actual de los depósitos existentes está mal adaptado al entorno: en efecto, son demasiado grandes en superficie (varias hectáreas) y muy poco profundos (1 m en promedio cuando están llenos). De ahí proceden pérdidas muy importantes por evaporación: por ejemplo, en los dos depósitos donde seguimos la variación de nivel y de volumen, estas pérdidas por evaporación fueron del 95%, produciéndose la mayoría durante los meses de mayo y junio, correspondientes al periodo más crítico para la ganadería.

Las obras destinadas al recurso agua para dar de beber al ganado deben tomar en cuenta los siguientes criterios: multiplicación de los presones siguiendo una distribución espacial fuera de las zonas salínicas, reducción de su superficie pero aumento de su profundidad y, además, podrían cubrirse. Pero el aspecto financiero de dichas obras parece ser otro factor limitante, sobre todo para los pequeños ganaderos.

También es posible actuar en el recurso forraje, pero indirectamente, a través del agua de la superficie, recuperando y captando ésta para concentrarla hacia las zonas de pastoreo. Se puede planear para las zonas bajas o hacia la parte inferior de las zonas intermedias, de manera a mejorar la productividad, pero también para extender las zonas de pastoreo hacia la parte alta. Esto requerirá ciertas disposiciones y ser extremadamente cauto, pues se puede destruir el equilibrio ecológico. Por ejemplo, resultaría destructor si se modificara una formación vegetal compleja, llamada mogote, característica de la zona de estudio.

Esta se distribuye en forma contraída, presentándose en forma de alternancia de franjas vegetales de 200-300 m de longitud por 30-40 m de ancho, con un eje principal siempre perpendicular a la ladera, y de zonas de suelo yermo entre las franjas vegetales (Cornet *et al.* 1987). El estudio del funcionamiento hidrodinámico de este entorno muestra que las zonas de suelo yermo son impluvios que concentran el agua de la superficie hacia las zonas de vegetación, mismas que juegan el papel de trampa para esta agua. Estas franjas viven con una altura de agua igual al doble de la pluviometría anual, explicándose así su densidad y su diversidad de vegetación (Delhoume 1990). Intervenir en este tipo de entorno, por ejemplo en las zonas de suelo yermo, provocará poco a poco la desaparición de esta formación vegetal por déficit hídrico, cosa que debe evitarse a toda costa, pues esos mogotes corresponden a muy buenas zonas de pastoreo.

Sería factible aportar otra mejora a la ganadería, organizando rotaciones en el uso de las tierras de agostadero, de acuerdo con las características de las especies forrajeras y las de su producción (Haberstock 1989).

En efecto, las dos especies más importantes desde el punto de vista de su interés forrajero tienen una economía de agua muy diferente. Una, *Hilaria mutica*, sigue un crecimiento y una producción de

mayor duración que la otra: *Sporobolus airoides*. El ganado consume esta última especie tanto verde como seca, no siendo éste el caso para la *Hilaria*, que los animales prefieren claramente consumir verde. Una administración más racional de los terrenos de agostadero consistiría en hacer pastar primero en las zonas de *Hilaria*, mientras esta especie está aún verde, y luego conservar el mayor tiempo posible las zonas de *Sporobolus*, especie que constituye una reserva de biomasa apropiada para los animales aun seca.

Así, se puede planear una administración más racional de las tierras de agostadero, lográndose la ganadería extensiva en este entorno árido del norte de México, condicionado por el recurso agua y el recurso suelo, pero sería necesario que los ganaderos estuviesen atentos a las posibilidades que brinda el medio ambiente en que trabajan.

Referencias bibliográficas

Cornet, A., J.-P. Delhoume y C. Montana 1987 - Vegetation Patterns and Soils in the Mapimi Bolson. Part I: Vegetation Arcs. Ponencias para el *Segundo simposio sobre recursos de la región desértica de Chihuahua* 13. Alpine, Texas, 18 p.

Cornet, A. 1988 - Principales caractéristiques climatiques: 45-76. In *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí*. I - *Ambiente natural y humano*. Instituto de Ecología, México.

Delhoume, J.-P. 1988 - Distribution spatiale des sols le long d'une toposéquence représentative: 135-165. In *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí*. I - *Ambiente natural y humano*. Instituto de Ecología, México.

En prensa - Fonctionnement et dynamique de deux écosystèmes caractéristiques de la zone aride du nord du Mexique.

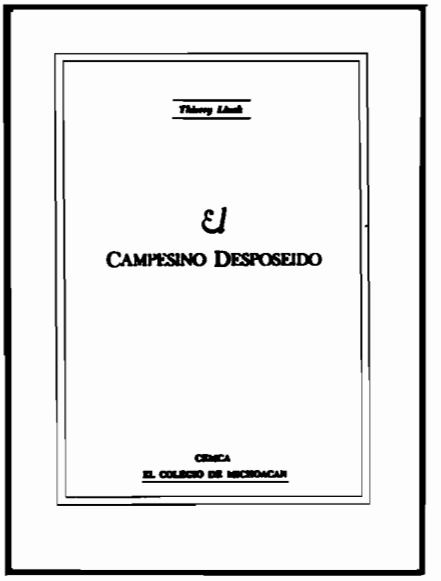
Haberstock, F. 1989 - *Comportement écophysiologique de deux variétés de graminées pérennes dans la zone aride du nord du Mexique*. INA Paris-Grignon, Instituto de Ecología, México, ORSTOM, Diploma de Agronomía Profunda, 73 p.

Montana, C. 1988 - Las formaciones vegetales: 167-297. In *Estudio integrado de los recursos vegetación, suelo y agua en la Reserva de la Biosfera de Mapimí*. I - *Ambiente natural y humano*. Instituto de Ecología, México.

Schmidt, R.H. Jr. 1979 - A Climatic Delimitation of the "Real" Chihuahuan Desert. *J. Arid Envir.* 2: 243-250.

EL CAMPESINO DESPOSEIDO

Thierry Linck 280 págs., 1988



Crítica de la revolución verde, del sistema alimenticio mexicano (SAM), y de las ilusiones tecnocráticas a partir del estudio de la agricultura moderna y tradicional de Michoacán.

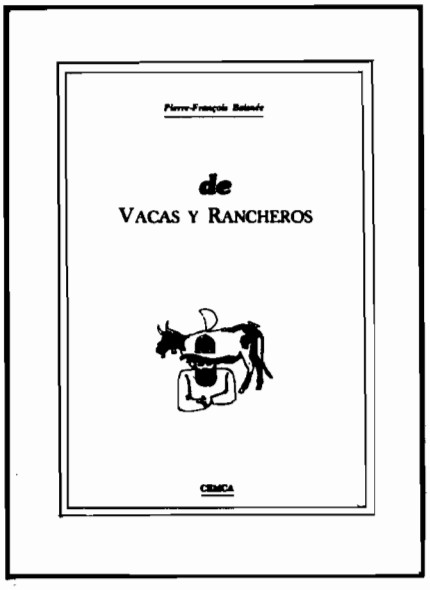
Coedición El Colegio de Michoacán y CEMCA

DE VACAS Y RANCHEROS

Prólogo actualizador

Luis González
San José de Gracia, Michoacán, octubre de 1988

Pierre-François Baisnée: *De vacas y rancheros.* CEMCA, México, 1989, 186 págs.



Pierre-François Baisnée puso todo lo que estaba de su parte para encerrar, en un profundo estudio de caso, las dos actividades características de San José de Gracia, el pueblo más ilustre del occidente de Michoacán y del oeste de México, según la acertada opinión de algunos de sus habitantes. Pedrito, "el francés", vivió el otoño de 1981 y el invierno, la primavera y el verano de 1982 en una casona de tipo tradicional, de las de techo de teja, corredores y pájaros. Todavía se le recuerda caminando por las rancherías del contorno municipal, sometiendo a difíciles interrogatorios a las autoridades del municipio y a los ganaderos del rumbo, leyendo libros y papeles acerca de San José y cantando dulces canciones mientras tañía su guitarra. Los sanjoseanos lo recuerdan con cariño, pero dicen que si vuelve ahora tendrá que rehacer su imagen de la tierra donde se producen los mejores quesos.

Algunos científicos de la sociedad humana se hacen la ilusión de que ciertos grupos de hombres son como las rocas, prácticamente inmutables. La élite intelectual insiste en llamarlos pueblos sin historia. En esa categoría meten a las comunidades de indios y algunas veces, a toda la población rústica. Bernardo García Martínez descubre que los indios supuestamente inalterables de la región serrana del norte de Puebla son dinámicos sin más. Indígenas, campesinos y rancheros son tan corrientes de agua como los habitantes de las urbes, aquéllos en forma de arroyos, y éstos de ríos. Unos y otros se estancan en algunas ocasiones y se precipitan en otras. En el último sexenio de la vida mexicana, como es público y notorio, ha habido saltos y deslizamientos veloces en las distintas corrientes fluviales de la geografía social.

La mínima comuna de San José de Gracia se ha vuelto un arroyo que corre con precipitación quizá por los aires que soplan del norte, o por la presencia de todos los hogares de los medios masivos de comunicación, o por la crisis económica, o porque era necesario correr para llegar presentable al primer cumplesiglos. Desde 1987 se desata una visible actividad en San José. Con motivo del centenario próximo, el alcalde José Partida y toda la gente del municipio deciden librar a la cabecera de cojeras y arrugas mortificantes. En abril de 1987 queda solucionada la angustiosa escasez de agua. En los meses siguientes se remodelan dos puntos neurálgicos de la comuna: el templo y la plaza; se erigen dos estatuas altamente simbólicas: la de don Gregorio González Pulido, fundador del pueblo y la de don Apolinar Partida que lo defendió de los desmanes de la revolufia. La estatua del padre Federico González Cárdenas, caudillo de la restauración, ya estaba allí desde hacía veinte años; desde cuando aún no se iniciaba la fiebre de construcción de casas modernas con muros de tabique, cubierto de concreto, sin rejas ni patio central.

Saltan a la vista otras dos modernizaciones; la sustitución de la piedra bolita en el empedrado de las calles por el concreto parejamente duro y liso y la plantación de álamos en las banquetas. El pueblo que ha pedido a la Cámara de Diputados su elevación a la categoría de ciudad, se cerró definitivamente al paso de las bestias al poner sus calles al servicio exclusivo de los automóviles. Dándose aires de ciudad, San José de Gracia celebró su centenario con alboradas, cohetes tronantes y luminosos, juegos mecánicos, multitudes en las calles y

el jardín central, comelitones de puertas adentro, charreadas, toda especie de música, misas y procesiones, muchos bailes y francachelas, espectáculos públicos de ballet, orquestas sinfónicas, niños y adultos cantores, árbol de pólvora o castillo de luces, coronación de reina, discursos vibrantes, carros alegóricos, exposiciones en la casa de don Gregorio y la Casa de la Cultura.

Los josefinos residentes en su terruño y los que viven en la ciudad de México, Guadalajara, Los Angeles, Chicago y otras ciudades del país y de Gringolandia, en número que no bajó de treinta mil ningún día de la fiesta, aparte del disfrute de alcoholes, comidas extraordinarias, antojitos, crudas, insomnios y todo lo que truena y brilla, se entregaron a dos quehaceres íntimos: el recuerdo de la historia matria y el balance de la situación actual del terruño. En muchos corrillos, los ancianos, tan abundantes en San José, referían hechos y dichos de los padres fundadores, crímenes de las tropas revolucionarias intrusas por acá en los años 10, proezas de los cristeros a fines de los 20, celebración de las bodas de oro en 1938, la emigración de muchas familias a la capital, los trabajos del padre Federico para sacar al pueblo de sus escombros, las aventuras de los braceros que iban al país de los grandotes y otros sucesos sentidos importantes por la gente de estos rumbos.

También se dejaron oír docenas de estimaciones sobre el progreso de la ciudad de San José y el municipio de Marcos Castellanos. La mayoría opinaba que la población residente en El Sabino, San Miguel, Paso Real, La Rosa, La Areña, Auchén, Estancia del Monte, Izote, Ojo de Rana y otros ranchos y rancherías de la jurisdicción de San José probablemente era igual a la de hace siete años, de sólo tres mil habitantes, pero la cabecera no podía bajar de quince, doce, nueve u ocho mil, según diversos pareceres. Según el censo de 1980 la población del pueblo era de 5 802 habitantes pero según *vox populi* la cifra de los censores fue deficiente y la población se ha doblado del 80 para acá no obstante el control de nacimientos. Dizque ya hay dos mil casas en la pura cabecera, de las cuales mil seiscientas tienen tomas de agua y de luz y televisión. Y por si fuera poco, ya se dispone de *Eco*, un periódico local.

Ahora dos sucursales bancarias prestan sus servicios en vez de la única que conoció Baisnée. El número de descremadoras y fábricas de queso no parece haber aumentado pero sí el de personas que trabajan en ellas. El número de pasturerías pasó de cinco a siete. Quizá el número de cabezas de ganado vacuno se mantiene igual. En 1983 y 1986 se exportaron más de seis mil reses a Quintana Roo y otros sitios. Algunos vendieron todas sus vacas y lo obtenido por las ventas fue a dar a depósitos bancarios que pagaban alrededor de cien por ciento de intereses. El número de personas inmersas en labores agropecuarias ha disminuido, pero han aumentado notablemente los obreros, los choferes, los vendedores de comida y de diversos artículos para el hogar. Los talleres de adornos para novia pasaron de dos en 1982 a catorce en 1988, donde trabajan centenares de operarios. Los talleres de sarapes y vestidos subieron de cuatro a doce. El número de transportistas de carga y de personas pasa de doscientos. Los restaurantes y taquerías se han duplicado. Las máquinas, las refaccionarias de coches, los talleres mecánicos y eléctricos se han triplicado.

Según opinaban los balanceadores de la vida del San José centenario, lo único que permanece casi igual es la utilización de los suelos, la ganadería, las labores del campo y la estructura de la propiedad que son justamente los aspectos que examina con tanta minucia Pierre-François Baisnée; los análisis que él hizo de esos medios de producción que son los parvifundios, las tierras ejidales, la maquinaria agrícola, las bestias de tiro y los labriegos aún son válidos en gran medida. Las mudanzas en la producción de vegetales y bovinos, la ordeña de vacas, el mejoramiento genético, la alimentación, la salud y la mortalidad del ganado vacuno han sido mínimas en el último sexenio. Al parecer sólo en la transformación y la venta de productos agropecuarios ha habido mudanzas dignas de nota. La Agropecuaria Industrial se fue a pique. Según la opinión de los josefinos ninguna empresa colectiva ha funcionado ni funcionará en su tierra, opinión desmentida por el buen funcionamiento de las cooperativas escolares en el Centro de Bachillerato Técnico Agropecuario. El número de queserías no ha disminuido y por lo menos dos se han mudado a construcciones grandes, nuevas, *ad hoc* y lujosas. El número de obreros en las queserías es un treinta por ciento superior al de 1981. Ahora se fabrica una mayor variedad de quesos. También se han abierto otros mercados, de los cuales el más rendidor es el de las ciudades fronterizas de Estados Unidos. Los industriales siguen con la cantinela de que la industria de la leche "no es negocio" pero nadie ha visto el desplome de ningún

fabricante de quesos y sí sintomas de mayor opulencia.

El nivel de bienestar de los habitantes del municipio de Marcos Castellanos ha subido, pese a la crisis. Las fiestas del centenario dejaron muy gastada a mucha gente, pero no pobre. Ese festival mostró que los habitantes de las rancherías siguen siendo los coterráneos con menos recursos pero también que los josefinos transferrados a la metrópoli, Guadalajara y California ya no son mucho más opulentos que los residentes en San José. Como quiera, las desigualdades de fortuna son todavía muy notorias entre pueblerinos, rancheros y urbanos y, dentro de cada sector, entre unos grupos y otros. Con todo, las fiestas limaron lo que cabría llamar la lucha de clases. Quizá produjeron también algunas transformaciones en la mentalidad lugareña. El reiterado recuerdo de padres desaparecidos y la creencia desesperada de que nadie de los ahora celebrantes del primer cumplesiglos estará para el segundo, han abierto cancha a las ideas de lo efímero de la vida, lo inútil de afanarse en la junta de recursos económicos y los beneficios que rinde la alegría de las fiestas. El centenario de San José empuja al *homo ludens* al desplazamiento del *homo faber* y propicia que las labores agroganaderas, agroindustriales y mercantiles vuelvan al paso de tortuga de otros tiempos.

Quizá el pequeño mundo visto por Baisnée atenúe los negocios más que por factores de fuera, por los atractivos del ocio.

Comentarios sobre algunas obras

Eric Mollard, marzo 1990

R. Gras, M. Benoit, J.-P. Deffontaines, M. Duru, M. Lafarge, A. Langlet y P.-L. Osty: Le fait technique en agronomie, *Coll. Alternatives rurales,* INRA-L'Harmattan, París, 1989, 184 págs.

M. Eldin y P. Milleville, edit.: Le risque en agriculture, *Coll. A travers champs,* ORSTOM, París, 1989, 370 págs.

Hace apenas unos veinte años que la agricultura empezó a considerarse como objeto de estudio y esto es válido tanto en México como en Francia. Es verdad que algunas disciplinas contaban con una especialidad rural, pero la repetición de fracasos en la transferencia de tecnología, particularmente en las regiones más desheredadas ha hecho que el tema cobre nuevo vigor. Invalidando el esquema

CENTRO EXPERIMENTAL →
DIFUSION →AGRICULTOR

es con este último con quien se pudo medir la amplitud y la complejidad del problema; en estas condiciones sería necesario contar con un equipo sofisticado para comprender la decisión campesina.

En Francia acaban de publicarse dos obras, que sin ser las pioneras, sí marcan una etapa en este proceso. *Le fait technique en agronomie* es una obra teórica; no es un ensayo, sino una teoría cotidiana experimentada por los agrónomos. Etapa, lo es en la medida en que los autores se esforzaron por reunir los fundamentos de estas investigaciones. En este aspecto, ha quedado algo atrás pues los modelos generales de cultura o simulaciones comienzan a revolucionar ciertas reglas de pensamiento.

A su manera, *Le risque en agriculture* es también una etapa; es menos un paréntesis que una puerta abierta. Todo el mundo tiene la idea algo vaga de que el análisis de la agricultura no puede olvidar el factor riesgo. Estos 38 trabajos dan una imagen multiforme y original. Este conjunto, frágil y provisional, constituye paradójicamente una base sólida para poder dar un paso importante. Hubo que esperar 20 años para que se publicaran obras de reflexión o panoramas sobre temas aglutinadores y temerarios, que muestran que se ha alcanzado cierta madurez en las disciplinas involucradas (agroeconomía, agronomía, economía rural, geografía). Prueba de ello es la obra *Fertilité et système de production*[1] dirigida por el profesor Sebillotte, en la cual la

1 Sebillotte, M. (dirigido por), 1989, INRA, París, 370 págs.

agronomía cuestiona sus afirmaciones.

Le fait technique en agronomie es un título que tiene con qué sorprender. En el límite entre la parcela y la unidad de producción, el hecho técnico permite comprender tanto las condiciones de su implementación como de sus implicaciones en el rendimiento. Entre cultivo y naturaleza, entre investigación y desarrollo, su riqueza lo convierte en un objeto interdisciplinario; con toda justicia las primeras páginas de la obra se dedicaron a la etnoarqueología. La primera parte define el marco operatorio del hecho técnico y la problemática con él vinculada. En la última se presentan algunos casos de investigación, destacando su congruencia y la aplicación en agriculturas con limitaciones diversificadas del equipo descrito en la segunda, tercera y cuarta parte.

Constituye un recordatorio pertinente de las bases del análisis sistémico, para desalentar los malentendidos, seguido de diferentes escalas de tiempo y de espacio que permiten tomar en cuenta la decisión campesina. Efectivamente se trata de decisión, tanto técnica como de funcionamiento (administración del trabajo, prácticas de manejo de fondos, etcétera). El tercer capítulo abarca conceptos que van desde la operación técnica, el itinerario técnico, a los sistemas de cultivo, de forrajes y de cría de animales, el sistema de producción y el sistema agrario. El esfuerzo de síntesis de los diferentes puntos de vista es convincente y merece señalarse. El cuarto capítulo, antes de pasar a los ejemplos, aborda los diferentes métodos de trabajo y trata en particular del interés de la encuesta, del seguimiento y de la experimentación.

Es éste un libro fundamental tanto para los estudiantes interesados en el hecho rural, como para los investigadores que encontrarán una síntesis actualizada de los fundamentos de estas disciplinas. Desde luego merece ser difundido.

Le risque en agriculture es como una apuesta. Reuniendo un máximo de casos en donde debe tomarse en cuenta el riesgo, sienta las bases de un tema demasiado socorrido como desván de nuestras carencias. El primer capítulo trata de caracterizar los riesgos naturales, incluso de cuantificarlos: riesgo climático, de erosión, de daños por insectos... Luego siguen las prácticas (agrícolas y sociales) adoptadas para evitar, disminuir, o soslayar estos riesgos. En detrimento de los economistas, "no poner todos los huevos en la misma canasta" resulta ser universal. El tercer capítulo aborda el riesgo relacionado con el cambio técnico, ya sea aquel que le es inherente (es decir el riesgo que conlleva, como puede ser la salinización del suelo al introducir el riego), ya sea la manifestación del riesgo "latente" que la agricultura "tradicional" había vencido. El último capítulo prevé los riesgos en materia de política agrícola. La riqueza de esta obra procede de la multitud de puntos de vista, disciplinarios y geográficos. Agrónomos, economistas, ecólogos y sociólogos abarcan desde el Sahel hasta las cumbres andinas, desde la sabana y la selva (indonesia, africana y amazónica) hasta las islas exóticas. Además de los estudios de casos, algunos artículos intentan un enfoque riguroso o perfilan un panorama sintético del riesgo, riesgo objetivo y medido que sirve para comprender efectivamente las decisiones campesinas.

Aun cuando el riesgo no sea específico de la agricultura de los países poco industrializados, los casos tratados se refieren casi exclusivamente a ella. Otros artículos ilustran esta especificidad.

Le fait technique en agronomie y *Le risque en agriculture* a su manera dejarán una huella en el paisaje científico para mejorar la comprensión de las agriculturas y adaptar el desarrollo que requieren. Si bien la primera obra examina el camino ya recorrido, la segunda da la idea de lo que queda por hacer.

De venta en el CEMCA

Arqueología - Antropología - Etnología

Archéologie de Los Naranjos (Honduras), C. Baudez y P. Becquelin; 609 p., 1973 (CEMCA).

San Antonio Nogalar (Tamaulipas, Mexique), G. Stresser-Péan; 905 p., 1977 (CEMCA).

Archéologie du sud de la péninsule d'Azuero (Panamá), A. Ichon; 950 p., 1980 (CEMCA).

Outillage lithique des chasseurs-collecteurs du nord du Mexique: le sud-ouest de l'état de San Luis Potosí, F. Rodriguez; 223 p., 1982 (Ed. Recherche sur les civilisations).

Tonina, une cité maya du Chiapas (Mexique), P. Becquelin y C. Baudez; Tomo I, 536 p., 1979 (2ª edición 1984) (CEMCA).

Tonina: une cité maya du Chiapas (Mexique), P. Becquelin *et alii*; Tomo IV, 595 p., mapa fuera texto, 1990 (CEMCA).

Arquitectura y arqueología. Metodologías en la cronología de Yucatán, simposio organizado por G.F. Andrews y P. Gendrop del 28 al 29 de junio de 1984; 88 p., 1985 (CEMCA).

Les Chichimèques du San Luis Potosí (Mexique), F. Rodriguez; 397 p., 1985 (CEMCA).

Archéologie de l'habitat en Alta Verapaz (Guatemala), M.C. Arnauld; 484 p., 1986 (CEMCA).

Ethnopréhistoire de la maison maya, M.-F. Fauvet; 300 p., 1986 (CEMCA).

Paléopaysages et archéologie pré-urbaine du Bassin de México (Mexique), C. Niederberger. Tomo I, 358 p., 1987 (CEMCA). Tomo II, 500 p., 1987 (CEMCA).

Enquêtes sur l'Amérique Moyenne. Mélanges offerts à Guy Stresser-Péan, D. Michelet, coordinador; 385 p., 1989 (Coed. INAH-Consejo Nacional para la Cultura y las Artes/CEMCA).

Arqueología de las cuevas del norte de Alta Verapaz, P. Carot; 80 p., 1989: *Cuadernos de Estudios Guatemaltecos* 1 (CEMCA).

Les enfants de la mort (Indiens Tolupan, Honduras), A. Chapman; 554 p., 1978 (CEMCA).

Los hijos del copal y de la candela, A. Chapman. Tomo II, Tradición católica de los lencas de Honduras; 242 p., 1986 (Coed. UNAM/CEMCA).

Nahuas de Huauchinango: transformaciones sociales en una comunidad campesina, M.-N. Chamoux; 392 p., 1987 (Coed. INI/CEMCA).

Ocumicho y Patamban. Dos maneras de ser artesano, C. Gouy-Gilbert; 64 p., 1987: *Cuadernos de Estudios Michoacanos* 2 (CEMCA).

Indianidad, etnocidio e indigenismo en América Latina, varios autores; 358 p., 1988 (Coed. I I I/CEMCA).

Botánica

Los encinos (Quercus) del estado de Michoacán, México, M.A. Bello y J.-N. Labat; 100 p., 1987: *Cuadernos de Estudios Michoacanos* 1 (CEMCA).

Economía

El puerto industrial de Salina Cruz (Oaxaca). Seminario franco-mexicano, julio 1982, varios autores; 197 p., 1984 (Coed. Instituto de Geografía-UNAM/CEMCA).

El campesino desposeído, T. Linck; 1976 p., 1988 (Coed. Colegio de Michoacán/CEMCA).

De vacas y rancheros, P.-F. Baisnée; 186 p., 1989 (CEMCA).

Geografía - Sociología

Poder local, poder regional, J. Padua y A. Vanneph, coordinadores; 287 p., 1986 (reimpresión 1988) (Coed. El Colegio de México/CEMCA).

Historia

Problèmes agraires de l'Ajusco (Mexique), N. Percheron; 160 p., 1983 (CEMCA).

Terre et société coloniale. Les communautés Maya-Quiché de la région de Rabinal du XVIe au XIXe siècle, M. Bertrand; 332 p., 1987 (CEMCA).

Inquisition et société au Mexique de 1571 à 1700, S. Alberro; 491 p., 1988 (CEMCA).

Movimientos de población en el occidente de México, Th. Calvo y G. López, coordinadores; 372 p., 1988 (Coed. Colegio de Michoacán/CEMCA).

Historia agraria del municipio de Coquimatlán, Col., H. Cochet; 208 p., 1988 (Coed. Universidad de Colima/CEMCA).

Sajcabajá: muerte y resurrección de un pueblo de Guatemala, 1500-1970, J. Piel; 456 p., 1988 (Coed. Seminario de Integración Social-Guatemala/CEMCA).

El arado criollo en México, G. Stresser-Péan; álbum 120 p., 1988 (Coed. ORSTOM/IFAL/CEMCA).

La Nueva Galicia en los siglos XVI y XVII, Th. Calvo; 196 p., 1989, (Coed. Colegio de Jalisco/CEMCA).

Historia de la Fiebre Amarilla. Nacimiento de la medicina tropical, F. Delaporte; 166 p., 1989 (Coed. IIH-UNAM/CEMCA).

El agave azul; de las mieles al tequila, J. Tapia y R. Plá; 64 p., 1990 (Coed. ORSTOM/IFAL/CEMCA).

Los albores de un nuevo mundo (siglos XVI-XVII), Th. Calvo; *Colección de Documentos para la Historia de Nayarit* - I, 1990 (Coed. Universidad de Guadalajara/CEMCA).

Nuevas mutaciones: el siglo XVIII, J. Meyer; *Colección de Documentos para la Historia de Nayarit* - II, 1990 (Coed. Universidad de Guadalajara/CEMCA).

El Gran Nayar 1700-1810, J. Meyer; *Colección de Documentos para la Historia Nayarit* - III, 1990 (Coed. Universidad de Guadalajara/CEMCA).

De cantón de Tepic a estado de Nayarit: 1810-1940, A. Hernández y J. Meyer; *Colección de Documentos para la Historia de Nayarit* - V, 1990 (Coed. Universidad de Guadalajara/CEMCA).

Revista *TRACE*

7, octubre 1984.
9, mayo 1986.
10, julio 1986.
11, mayo 1987.
12, diciembre 1987.
13, junio 1988.
14, diciembre 1988.
15, junio 1989.
16, diciembre 1989 (número especial Arqueología).
17, junio 1990 (Ciudad, escenas y bambalinas).
18, diciembre 1990 (número dedicado a Centroamérica).

Cartel

Pointes de projectiles bifaciales du San Luis Potosí, F. Rodriguez; 1985 (CEMCA)

El contenido y la forma de los artículos que aparecen en esta publicación son responsabilidad de sus autores.

Le contenu et la forme des articles publiés dans cette revue sont sous la responsabilité de leurs auteurs.